

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 8 novembre 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 8th, 1952

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received in time, will be published in a subsequent edtion. Moreover the Queen's Printer is entitled to eoay the publication of certain documents, ldu tie their length or for reasons of administraodon

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates: Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Governement House. Quebec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

Accurate Manufacturing Chemists Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, Rita Wolfson, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et vendre des préparations chimiques et midicinales, des articles et composés, sous le nom de "Accurate Manufacturing Chemists Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C.-E. CANTIN.

33555

Letters Patent

Accurate Manufacturing Chemists Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September 1952, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, Freda Pomerance, secretary, Rita Wolfson, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell chemical and medicinal preparations, articles and compounds, under the name of "Accurate Manufacturing Chemists Inc.", with a capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
Acting Deputy Attorney General.

33555-o

Acme Molybdenite Mining Company Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Samuel Grant, manufacturier, Saül Charles Emmanuel Melkman, ingénieur minier, tous deux de la cité de Montréal, Arthur Charles Melkman, gérant de ventes, de Como, tous du du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Acme Molybdenite Mining Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Adélard d'Anjou Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six septembre 1952, constituant en corporation: Adélard D'Anjou, camionneur, Virginie Dionne d'Anjou, ménagère, épouse dudit Adélard d'Anjou, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Jacques d'Anjou, étudiant, tous trois de St-Pascal, district judiciaire de Kamouraska, Edgar-Ludger Boulet, comptable agréé, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce pour entretenir, déblayer, ouvrir et maintenir ouverte à la circulation, tous chemins et routes, sous le nom de "Adélard d'Anjou Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 350 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Alain Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, avocat, Alfred Lieblich, Importateur, Rudolph Wotiscky, vendeur, Harold Le Brock, comptable, Adriana van Wynen, Jeanne Gauthier, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montreal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Alain Construction Inc.", avec un capital de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Acme Molybdenite Mining Company Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September 1952, incorporating: Samuel Grant, manufacturer, Saül Charles Emmanuel Melkman, mining engineer, both of the city of Montreal, Arthur Charles Melkman, sales manager, of Como, all of judicial district of Montreal, for the following pufposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Acme Molybdenite Mining Company Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 shares of $1 each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-0 Acting Deputy Attorney General.

Adélard d'Anjou Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1952, incorporating: Adelard d'Anjou, truckman, Virginie Dionne d'Anjou, housewife, wife of said Adelard d'Anjou, duly authorized by him for the purposes hereof, Jacques d'Anjou, student, all three of St-Pascal, judicial district of Kamouraska, Edgar Ludger Boulet, chartered accountant, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business intended to maintain, clear, open and keep open for traffic all roads and highways under the name of "Adélard d'Anjou Inc.", with a capital stock of $40,000. divided into 350 common shares, of $100 each, and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Pascal, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1952.

C.-E. CANTIN.
33555 Acting Deputy Attorney General.

Alain Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September 1952, incorporating: Marcel Lajeunesse, advocate, Alfred Lieblich, importer, Rudolph Wotiscky, salesman, Harold Le Brock, accountant, Adriana van Wynen, Jeanne Gauthier, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following pufposes:

To carry on the business of contractors and builders, under the name of "Alain Construction Inc.", with a capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

The head office of the company will be at St-Johns judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Argosy Securities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Raymond Lebœuf, avocat, Liliane Cloutier, Gisèle Behocaray, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands d'obligations, souscripteurs éventuels à forfait, courtiers en placements et courtiers d'actions, sous le nom de "Argosy Securities Ltd.", avec un capital de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général ce douzième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Argosy Securities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of September 1952, incorporating: Raymond Lebœuf, lawyer, Liliane Cloutier, Gisèle Behocaray, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, underwriters, investment brokers and share brokers, under the name of "Argosy Securities Ltd.", with a capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Belvedère Copper Corporation Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Raymond Lebœuf, avocat, Liliane Cloutier, Gisèle Behocaray, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Belvedère Copper Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du prix du montant payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 266 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Belvedère Copper Corporation Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September 1952, incorporating: Raymond Lebœuf, advocate, Liliane Cloutier, Gisèle Behocaray, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Belvedère Copper Corporation Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of $4,000,000, divided into 4,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 266 Saint-James St. West, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Brault & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente septembre 1952, constituant en corporation: Marc Stein, avocat et conseil en loi de la Reine, J.-Denis Martin, comptable agréé, Jacques Martin, secrétaire, tous de Ville Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, et agir comme manufacturiers et marchands de ciment,

Brault& Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1952, incorporating: Marc Stein, advocate and Queen's Counsel, J. Denis Martin, chartered accountant, Jacques Martin, secretary, all of the town of Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the real estate business and act as manufacturers and merchants of cement,

de matériaux de construction, de quincaillerie, sous le nom de "Brault & Fils Inc.", avec un capital de $39,900, divisé en 399 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le trente septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555-o C.-E. CANTIN.

building materials, hardware, under the name of "Brault & Fils Inc.", with a capital stock of $39,900, divided into 399 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Adèle, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1952.

C.-E. CANTIN,

33555 Acting Deputy Attorney General.

Brunet Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux septembre 1952, constituant en corporation: Pierre Cimon, avocat, A.-Maurice Duval, comptable, Ghislaine Choquette, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Brunet Fils Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant.

33555-o C.-E. CANTIN.

Brunet Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1952, incorporating Pierre Cimon, advocate, A. Maurice Duval, accountant, Ghislaine Choquette, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as general builders and contractors, under the name of "Brunet Fils Inc.", with a capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of September, 1952.

C.-E. CANTIN,

33555 Acting Deputy Attorney General.

Bruno Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1952, constituant en corporation: Maxwell Alter Schwartz, avocat, Manuel Sachs, comptable, tous deux de la cité de Montréal, Harry Kaushansky, comptable, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une corporation de construction et de placements, sous le nom de "Bruno Construction Ltd.", avec un capital de $100,000, divisé en 750 actions privilégiées de $100 chacune et 250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555 C.-E. CANTIN.

Bruno Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September 1952, incorporating: Maxwell Alter Schwartz, advocate, Manuel Sachs, accountant, both of the city of Montreal, Harry Kaushansky, accountant, of the city of Outremont, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction and investment corporation, under the name of "Bruno Construction Ltd.", with a capital stock of $100,000, divided into 750 preferred shares of $100 each and 250 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,

33555-o Acting Deputy Attorney General.

Canadian Beach Wear Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Charles H. Desjardins, Edward G. Tannage, avocats, Jeannette Desjardins, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de sport, lingerie, sous-vêtements et vêtements de plage, sous le nom de "Canadian Beach Wear Company Limited", avec un capital de $80,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Canadian Beach Wear Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September 1952, incorporating: Charles.-H. Desjardins, Edward G. Tannage, advocates, Jeannette Desjardins, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sportswear, lingerie, underwear and beach wear, under the name of "Canadian Beach Wear Company Limited", with capital stock of $80,000, divided into 400 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de sepembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Carmel Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Joseph S. Kaplan, avocat, Miss Doris Mann, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, Leon Crestohl, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, de promotion et celui qui consiste à négocier des immeubles, sous le nom de "Carmel Enterprises Ltd.", avec un capital de $200,000 divisé en 2,000 actions de $100 chacune.

Le siège sôcial de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Cartierville Express Ltée Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des letrres patentes en date du vingt-deux septembre 1952, constituant en corporation: Yvon Jasmin, Jean Drapeau, avocats, Rita Dufresne, Aline Dufresne, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de transport, sous le nom de "Cartierville Express Ltée Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 4,500 actions communes de $1 chacune et en 355 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Chajet Bristles Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de sptembre 1952, constituant en corporation: Nathan Levitsky, Solomon Weber, tous deux avocats, Rose Markis, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits faits de cuir, caoutchouc, poils, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, sous le nom de "Chajet Bristles Limited", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Carmel Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September 1952, incorporating: Joseph S. Kaplan, advocate, Miss Doris Mann, secretary, fille majeure, both of the city of Montreal, Leon Crestohl, advocate, of the city of Outremont all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment, promotion and real estate company, under the name of "Carmel Enterprises Ltd.", with a capital stock of $200,000, divided into 2,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Cartierville Express Ltée Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of September, 1952, incorporating: Yvon Jasmin, Jean Drapeau, advocates, Rita Dufresne, Aline Dufresne, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a transportation service, under the name of "Cartierville Express Ltée Ltd.", with a capital stock of $40,000, divided into 4,500 common shares of $1 each and into 355 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Chajet Bristles Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor fo the Province of Quebec bearing date the twenty-fifth day of September 1952, incorporating: Nathan Levitsky, Solomon Weber, both advocates, Rose Markis, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products made of leather, rubber, bristles, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, testiles, glass and by-products, under the name of "Chajet Bristles Limited" with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Chalkboard Sales & Resurfacing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Edwin Lawrence Murphy, procureur, Michael Joseph Mervin, comptable, Marguerite Legault, veuve, teneuse de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets su.ants:

Manufacturer et faire le commerce de machinerie et tous articles d'ameublement, sous le nom de "Chalkboard Sales & Resurfacing Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Charmaine Hosiery Mills Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du trois octobre 1952, constituant en corporation: Roland Coutu, opérateur, de Verdun, John Cher, contremaître, de Montréal, tous deux du district judiciaire de Montréal, Paul-Émile Gougeon, commis, de Rosemère, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

La fabrication et la vente de bas et de marchandises en tricot, sous le nom de "Charmaine Hosiery Mills Co. Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1901 rue Centre, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Côté Foot Wear Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept septembre 1952, constituant en corporation: Jean-Louis Côté, Benoit Dufresne, industriels, Ludger Côté, entrepreneur, tous de la Ville de Fort Chambly, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et la vente de chaussures, sous le nom de "Côté Foot Wear Limited", avec un vapital de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la Ville de Fort Chambly, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Chalkboard Sales & Resurfacing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of September 1952, incorporating: Edwin Lawrence Murphy, attorney, Michael Joseph Mervin, accountant, Marguerite Legault, widow, bookkeeper, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery and in all articles of furniture, under the name of "Chalkboard Sales & Resurfacing Ltd.", with a capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September 1952.

C.-E. CANTIN.
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Charmaine Hosiery Mills Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of October 1952, incorporating: Roland Coutu, operator, of Verdun, John Cher, foreman, of Montreal, both of the judicial district of Montreal, Paul-Émile Gougeon, clerk, of Rosemere, judicial district of Terrebonne, for the following purposes;

The manufacture and sale of hose and knitted merchandise, under the name of "Charmaine Hosiery Mills Co. Ltd.", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1901 Center Street in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Côté Foot Wear Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of September, 1952, incorporating: Jean-Louis Côté, Benoît Dufresne, industrialists, Ludger Côté, contractor, all of the Town of Fort Chambly, judicial district of Montreal, for the following purposes:

The manufacture and sale of shoes, under the name of "Côté Foot Wear Limited", with a capital of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be in the Town of Fort Chambly, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANIN.

Delcrest Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinzième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, Alan Bernard Gold, avocat, de la cité de Montréal, Murray Lapin, avocat, de la ville de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et négocier une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Delcrest Ltd.",

Le capital autorisé de la compagnie consistera en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Douglas Manufacturing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre 1952, constituant en corporation: James Bruce Douglas, manufacturier et marchand, Lucien Rodier, C.R., avocat, Gisèle Poirier, secrétaire, épouse séparée de biens de Rhéaume Poirier, et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de toute machinerie, appareils, outillage, accessoires ou pièces utilisés ou se rapportant aux aéroplanes et aéronefs, véhicules moteurs ou tous moyens de tous moyens de transport, sous le nom de "Douglas Manufacturing Company Limited", avec un capital de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires de $5 chacune et 1,800 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Douglas Sales Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre 1952, constituant en corporation: James Bruce Douglas, manufacturier et marchand, Lucien Rodier, avocat, C.R., Gisèle Poirier, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Rhéaume Poirier et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Delcrest Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of September 1952, incorporating: Marcus Meyer Sperber, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, Alan Bernard Gold, advocate, of the city of Montreal, Murray Lapin, advocate, of the town of Hampstead, all of, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with a certain immovable property, under the name of "Delcrest Ltd.".

The authorized capital of the Company is to consist of 900 preferred shares of the par value of $100 each and 1,000 common shares without nominal or par value.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Douglas Manufacturing Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September 1952, incorporating: James Bruce Douglas, manufacturing and merchant, Lucien Rodier, Q.C., advocate, Gisèle Poirier, secretary, wife separate as to property of Rhéaume Poirier, and duly authorized by him, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with all machinery, apparatus, equipment, accessories or parts used for or in connection with aeroplanes and flying machines or any form of coveyance or transportation, under the name of "Douglas Manufacturing Company Limited", with a capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $5 each and 1,800 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Douglas Sales Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of September 1952, incorporating: James Bruce Douglas, manufacturer and merchant, Lucien Rodier, advocate, Q.C., Gisèle Poirier, secretary, wife contractually separate as to property of Rhéaume Poirier and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of the city

cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le négoce de toute machinerie, appareils, outillage, accessoires ou pièces utilisées ou se rapportant aux aéroplanes et aéronefs, véhicules moteurs ou tous autres moyens de transport, sous le nom de "Douglas Sales Company Limited", avec un capital de $10,000 divisé en 100 actions ordinaires de $5 chacune et 1,900 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555 C.-E. CANTIN.

Elbin's Household Furnishers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Michael Garber, Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, de la cité de Montréal, avocats, Irène Rubin, secrétaire, Ruth Wreshner, sténographe, filles majeures, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fournitures de maison, sous le nom de "Elbin's Household Furnishers Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $50 chacune et 500 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555 C.-E. CANTIN.

Empire Equipment Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des letrres patentes en date du trente septembre 1952, constituant en corporation: Ben Bernstein, conseil en loi de la Reine, avocat, Maurice J. Boxer, avocat, Dame Leah Lefcovitch, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréazl, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de machinerie, tracteurs, moteurs, outils et instruments, sous le nom de "Empire Equipment Co.", avec un capital de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 720 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555 C.-E. CANTIN.

Fabrics & Laces Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformémant à l'article 2, chapitre 276,

and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with all machinery, apparatus, equipement, accessories or parts used for or in connection with aeroplanes and flying machines, motor vehicles or any form of conveyance or transportation, under the name of "Douglas Sales Company Limited", with a capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $5 each and 1,900 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,

33555-o Acting Deputy Attorney General.

Elbin's Household Furnishers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the tenth day of September 1952, incorporating: Michael Garber, Queen's Counsel, of the city of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, of the city of Montreal, advocates, Irene Rubin, secretary, Ruth Wreshner, stenographer, spinsters, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

. To manufacture and deal in house furnishings, under the name of "Elbin's Household Furnishers Ltd.", with a capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $50 each and 500 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,

33555-o Acting Deputy Attorney General.

Empire Equipment Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September 1952, incorporating: Ben Bernstein, one of Her Majesty's Counsel, learned in the law, advocate, Maurice J. Boxer, advocate, Dame Leah Lefcovitch, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, tractors, engines, tools and implements, under the name of "Empire Equipment Co.", with a capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $10 each and 720 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at Moutreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,

33555-o Acting Deputy Attorney General.

Fabrics & Laces Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter

S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Neil Franklin Phillips, David Goodman avocats, Carol Ann Dienst, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tissus, dentelles, tissus textiles, vêtements, articles vestimentaires, sous le nom de "Fabrics & Laces Ltd.", avec un capital de $80,000, divisé en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune et 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Fredette & Théberge Ltée Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre septembre 1952, constituant en corporation: Louis-Philippe Gagnon, avocat, d'Outremont, Lucienne Gagnon, célibataire majeure, secrétaire, d'Outremont, Paul L'Heureux, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous produits faits du cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, pierre, brique, papier, nylon, fourrure, textile, verre, plastique et autres produits chimiques, sous le nom de "Fredette & Théberge Ltée Ltd" avec un capital de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Gatineau Trucking Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux septembre 1952, constituant en corporation: Octave Sans Cartier, machiniste, Hermas Sans Cartier, mécanicien, Sylvio Sans Cartier camionneur, tous trois de Gatineau, Oswald, Parent, comptable, de Hull, tous du district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Faire le commerce de transport, sous le nom de "Gatineau Trucking Limited", avec un capital de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Granby Electrical Winding Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six septembre 1952, constituant en corporation: Neil Franklin Phillips, David Goodman, avocats, Carol Ann Dienst, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tissus, dentelles, tissus textiles, vêtements, articles vestimentaires, sous le nom de "Fabrics & Laces Ltd.", avec un capital de $80,000, divisé en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune et 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Fredette & Théberge Ltée Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1952, incorporating: Louis-Philippe Gagnon, advocate, of Outremont, Lucienne Gagnon, spinster, secretary, of Outremount, Paul L'Heureux, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all products made of leather, rubber, metal, metalloid, wood, stone, brick, paper, nylon, furs, textiles, glass, plastic and other chemical products, under the name of "Fredette & Théberge Ltée Ltd", with a capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Gatineau Trucking Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1952, incorporating; Octave Sans Cartier, machinist, Hermas Sans Cartier, mechanic, Sylvio Sans Cartier, trucker, all three of Gatineau, Oswald Parent, accountant, of Hull, all of the judicial district of Hull, for the following purposes:

To carry on the business of transportation, under the name of "Gatineau Trucking Limited", with a capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of September, 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Granby Electrical Winding Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1952, incorporating:

poration: Vincent Gauthier, Hector-O. Beaudoin, Marius Legault, tous trois électriciens, de la cité de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens et d'entrepreneurs généraux en constructions, sous le nom de "Granby Electrical Winding Limited", avec un capital de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Hartley-Fleurquin Flooring Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de septembre 1952, constituant en corporation: William Ernest Hartley dessinateur et évaluateur, de Ville St-Laruent, George Fleurquin, entrepreneur, Madame Paul L. Danaher, veuve, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Hartley-Fleurquin Flooring Company Limited", avec un capital de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Moutréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Howd Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, Theodore H. Shapiro, de ville Mont-Royal, avocats, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Howd Corporation", avec un capital de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C. E. CANTIN.

H. Perron & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettre spatentes en date du vingt-six septembre 1952, constituant en corporation: Henri Perron, contracteur, Lucinda Vendal, épouse contractuellement séparée de biens dudit Henri Perron, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Normand Perron, comp-

Vincent Gauthier, Hector O, Beaudoin, Marius Legault, all three electriciens, of the city of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To operate as electricians and general building contractors, under the name of "Granby Electrical Winding Limited", with a capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Hartley-Fleurquin Flooring Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September 1952, incorporating: William Ernest Hartley, draughtsman and estimator, of the town of St. Laurent, George Fleurquin, constrctor, Mrs. Paul L. Danaher, widow, secretary, both of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

Carry on business as general contractors and builders, under the name of "Hartley-Fleurquin Flooring Company Limited", with a capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Howd Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September 1952, incorporating: Benjamin Robinson, Queen's Counsel, of the City of Westmount, Theodore H. Shapiro, of the town of Mount Royal, advocates, Ethel Yussem, secretary, spinster of the full age of majority, of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Howd Corporation", with a capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September 1952.

C. E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

H. Perron & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province, of Quebec bearing date the twenty-sixth day of Sepember, 1952, incorporating: Henri Perron, contractor, Lucinda Vandal, wife separate as to property by marriage contract, of said Henri Perron and duly authorized by him for the purposes hereof, Normand Perron, accountant,

table, tous de La Sarre, district judiciaire d'Abitibi, pour les objetss uivants:

Faire tous genres d'opérations forestières, se livrer à l'industrie de la construction, sous le nom de "H. Perron & Fils Ltée", avec un capital de $40,000, divisé en 800 actions ordinaires de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555-o C. E. CANTIN.

all of LaSarre, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on all kinds of logging operations and engage in the building industry under the name of "H. Perron & Fils Ltée", with a capital stock of $40,000, divided into 800 common shares of $5 each.

The head office of the company will be at La-Sarre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1952.

C. E. CANTIN,

33555 Acting Deputy Atttorney General.

Imperial Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1952, constituant en corporation: Edmond Gasse, menuisier, Vianney Seguin, ingénieur stationnaire, de Montréal, Paul-Émile Savage, notaire, de Ville La-Salle, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de construction, de réparation et d'altération d'immeubles, sous le nom de "Imperial Construction Inc.", avec un capital de $25,000, divisé en 2,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555-o C. E. CANTIN.

Imperial Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September 1952, incorporating: Edmond Gasse, carpenter, Vianney Séguin, stationary engineer, of Montreal, Paul Emile Savage, notary, of the town of LaSalle, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of the building, repairing and altering of immovables, under the name of "Imperial Construction Inc.", with a capital stock of $25,000, divided into 2,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1952.

C. E. CANTIN,

33555 Acting Deputy Attorney General.

Imperial Sewing Machines (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat, de la cité d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat, Sonya Schneyner, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à vendre et négocier des machines à coudre, accessoires, électriques et produits connexes, sous le nom de "Imperial Sewing Machines (Quebec) Limited", avec un capital de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555 C. E. CANTIN.

Imperial Sewing Machines (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September 1952, incorporating: Cyril E. Schwisberg, advocate, of the city of Outremont, Samuel Greenblatt, advocate, Sonya Schneyer, secretary, both of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealing in and with sewing machines, electrical appliances and allied products, under the name of "Imperial Sewing Machines (Quebec) Limited", with a capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney Gneeral, this twenty-fourth day of September 1952.

C. E. CANTIN,

33555-o Acting Deputy Attorney General.

Imprimerie Lebonfon Limitée Lebonfon Printing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze septembre 1952, constituant en corporation: Lucien Fontaine, Jean-Pierre Bonneville, journalistes, Paul-E. Levesque, imprimeur, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Imprimerie Lebonfon Limitée Lebonfon Printing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1952, incorporating: Lucien Fontaine, Jean-Pierre Bonneville, journaliste, Paul E. Levesque, printer, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

Opérer un commerce d'imprimerie, sous le nom de "Imprimerie Lebonfon Limitée" — "Lebonfon Printing Limited", avec un capital de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 528, Avenue Centrale, Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C. E. CANTIN.

To operate a printing business, under the name of "Imprimerie Lebonfon Limitée" — "Lebonfon Printing Limited", with a capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 528, Central Avenue, Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1952.

C. E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Industria (Ore and Chemicals) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Marcel Piché, C.R., solliciteur, Lucille de Caraffe, Jeanne M. Valentine, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits et sous-produits faits de métal, plastique, produits chimiques, bois, papier, textile, cuir, caoutchouc, nylon, fourrure, verre, sous le nom de "Industria (Ore and Chemicals) Limited", avec un capital de $20,000, divisé en 180 actions privilégiées de $100 chacune et 2,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C. E. CANTIN.

Industria (Ore and Chemicals) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of September 1952, incorporating: Marcel Piché, Q.C., solicitor, Lucille de Caraffe, Jeanne M. Valentine, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products and by-products, made of metal, plastic, chemical, wood, paper, textile, leather, rubber, nylon, fur, glass, under the name of "Industria (Ore and Chemicals) Limited", with a capital stock of $20,000, divided into 180 preferred shares of $100 each and 2,000 common shares of $1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September 1952.

C. E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Lacaille & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1952, constituant en corporation: Arthur Lacaille, Roland Lacaille, Gérard Lacaille, Roger Lacaille, industriels, tous du Cap-de-la-Madeleine, Robert Lacaille, teinturier-nettoyeur, de Shawinigan-Falls, tous du district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exploiter une industrie de "Veneer", "Plywood", "Carbonite", "Planche murale", et fabriquer tous produits similaires par l'utilisation du bois comme matière première, sous le nom de "Lacaille & Fils Limitée", avec un capital de $50,000, divisé en 350 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Odilon, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C. E. CANTIN.

Lacaille & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1952, incorporating: Arthur Lacaille, Roland Lacaille, Gérard Lacaille, Rober Lacaille, industrialists, all of Cap-de-la-Madeleine, Robert Lacaille, dyer-cleaner, of Shawinigan-Falls, all of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business dealing in "Veneer", "Plywood", "Carbonite", "Wall Board", and to manufacture all similar products by using wood as the raw material, under the name of "Lacaille & Fils Limitée", with a capital stock of $50,000, divided into 350 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Odilon, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorne General, this twenty-third day of September, 1952.

C. E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Lacroix Distributors Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276,

Lacroix Distributors Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prvoince of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276,

S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux septembre 1952, constituant en corporation: J.-Étienne Lacroix, commerçant, Camillien Lacroix, Gaston Guilbeault, distributeurs, Lionel Lacroix, journalier, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand et vendeur de biscuits, pains, gâteaux, confiseries, produits alimentaires, sous le nom de "Lacroix Distributors Company Limited", avec un capital de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune;

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C. E. CANITN.

La Ligue de Balle Molle d'Iberville, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huit septembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Camille Filion, contremaître, Alcide Brault, commis, Germain Tarte, camionneur, Adhémar Lareau, gardien, Réal Grenier, retiré, Jacques Day, presseur, Fernand Larivière, mécanicien, Jean Pépin, agent vendeur, d'Iberville, Paul Bisaillon, machiniste, de St-Athanase, tous du district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Fonder et maintenir en existence une ligue de balle molle pour les jeunes, sous le nom de "La Ligue de Balle Molle d'Iberville, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $60,000.

Le siège social de la compagnie sera à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C. E. CANTIN.

Laurentian Titanium Mines Ltd. (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du premier jour d'octobre 1952, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, avocats et Conseils en Loi de la Reine, Kenneth Hunter Wilson, avocat, Helen Hague, fille majeure, gérante de bureau, Enid Mary Roberts, fille majeure, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Laurentian Titanium Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions ordinaires de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du

R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of September, 1952, incorporating: J. Étienne Lacroix, dealer, Camillien Lacroix, Gaston Guilbeault, distributors, Lionel Lacroix, laborer, all of Sherbrooke, judicial district of St-Francis, for the following purposes:

To carry on the business of merchant and salesman dealing in biscuits, bread, cakes, confectionnery, foodstuffs, under the name of "Lacroix Distributors Company Limited", with a capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each;

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1952.

C. E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

La Ligue de Balle Molle d'Iberville, Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of September, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Camille Filion, foreman, Alcide Brault, clerk, Germain Tarte, truckman, Adhémar Lareau, warden, Réal Grenier, retired, Jacques Day, presser, Fernand Larivière, mechanic, Jean Pepin, sales agent, of Iberville, Paul Bisaillon, machinist, of St-Athanase, all of the judicial district of Iberville, for the following purposes:

To found and sustain a league of softball, for young people, under the name of "La Ligue de Balle Molle d'Iberville, Incorporée".

The amount to which is limited the immovable property which the said corporation may hold, is $60,000.

The head office of the company will be at Iberville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1952.

C. E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Laurentian Titanium Mines Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of October 1952, incorporating: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, advacates and Queen's Counsel, Kenneth Hunter Wilson, advocate, Helen Hague, spinster, office manager, Enid Mary Roberts, spinster, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same under the name of "Laurentian Titanium Mines Ltd." (No Personal Liabiality), with a capital stock of $4,000,000, divided into 4,000,000 commom shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the amount of

montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour d'octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C. E. CANTIN.

Le Royer Street Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de septembre 1952, constituant en corporation :Philip Fischel Vineberg, avocat, de la cité de Westmount, Jack Lightstone, avocat, Yvonne Bélanger, fille majeure, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et négocier une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Le Royer Street Corporation", avec un capital de $80,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C. E. CANTIN.

Les Chevaliers de Colomb de Lachute Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, rerpésenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux septembre 1952, constituant en corporation: Roland Husereau, commis, de la paroisse de St-Jérusalem, Antonio Laurin, secrétaire, Philippe Guenette, comptable, de Lachute, tous du district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Acquérir, maintenir et opérer une salle de réunion, sous le nom de :"Les Chevaliers de Colomb de Lachute Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 8,000 actions de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C. E. CANTIN.

Les Entreprises Haut-Mont Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1952, constituant en corporation: Laurin Lapointe, avocat, Alice Savage, secrétaire, tous deux de Montréal, Paul-Émile Savage, notaire, de Ville LaSalle, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et d'entrepreneurs-généraux, sous le nom de "Les Entreprises Haut-Mont Inc.", avec un capital de $35,000, divisé en 3,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October 1952.

C. E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Le Royer Street Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September 1952, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate, of the city of Westmount, Jack Lightstone, advocate, Yvonne Bélanger, fille majeure, secretary, both of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with a certain immoveable property, under the name of "Le Royer Street Corporation", with a capital stock of $80,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September 1952.

C. E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Les Chevaliers de Colomb de Lachute Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2 chapter 276, R.S.Q., 1941, baering date the twenty-second day of September, 1952, incorporating: Roland Husereau, clerk, of the parish of St-Jerusalem, Antonio Laurin, secretary, Philippe Guenette, accountant, of Lachute, all of the judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To acquire, maintain and operate a meeting hall under the name of "Les Chevaliers de Colomb de Lachute Inc.", with a capital of $40,000, divided into 8,000 shares of $5 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1952.

C. E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Les Entreprises Haut-Mont Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1952, incorporating: Laurin Lapointe, advocate, Alice Savage, secretar, both of Montreal, Paul-Émile Savage, Notary, of the Town of LaSalle, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate business and act as general contractors, under the name of "Les Entreprises Haut-Mont Inc.", with a capital stock of $35,000, divided into 3,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555-o C. E. CANTIN.

Les Immeubles Riverside, Incorporée
Riverside Realties, Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept septembre 1952, constituant en corporation: Gérard Le Pailleur, agent de commerce, Alice Taillefer, sténographe, célibataire, de Montréal, Jean-Paul Bergeron, avocat, de Ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Vendre, acheter, échanger, administrer, louer ou autrement négocier des biens immobiliers, sous le nom de "Les Immeubles Riverside, Incorporée" — "Riverside Realties, Incorporated", avec un capital de $4,000, divisé en 400 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10 ouest, rue St-Jacques, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1952,

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555-o C. E. CANTIN.

Les Industries de Gentilly Limitée
Gentilly Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septembre 1952, constituant en corporation: Henri Cinq-Mars, notaire, Jean De Celles, avocat, Pierrette Beaudet, secrétaire, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'animaux de toutse sortes, de la viande et de tous ses dérivés; exercer généralement les affaires de contracteurs et entrepreneurs, sous le nom de "Les Industries de Gentilly Limitée" — "Gentilly Industries Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gentilly, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555-o C. E. CANTIN.

Les Pompes Ro-Bi Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Grant Hall Day, avocat, Louise-Thérèse Verville, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, Catherine Ann Hunter, secrétaire, fille majeure de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1952.

C. E. CANTIN,

33555 Acting Deputy Attorney General.

Les Immeubles Riverside, Incorporée
Riverside Realties, Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A Morisset, in conformity with section 2, chapter 276' R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of September, 1952, incorporating: Gérard Le Pailleur, business agent, Alice Taillefer, stenographer, spinster, of Montreal, Jean-Paul Bergeron, advocate, of Ville St-Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes

To sell, buy, exchange, administrate, rent or otherwise deal in real estate, under the name of "Les Immeubles Riverside, Incorporée" — "Riverside Realties, Incorporated", with a capital stock of $4,000, divided into 400 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10, St-James Street, West, in the city of and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1952.

C. E. CANTIN,

3355 Assistant Deputy Attorney General.

Les Industries de Gentilly Limitée
Gentilly Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tewntieth day of September, 1952, incorporating: Henri Cinq-Mars, notary, Jean De Celles, advocate, Pierrette Beaudet, secretary, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal with animals of all kinds, in meat and all its by-products; to operate a building and contracting business generally, under the name of "Les Industries de Gentilly Limitée" — "Gentilly Industries Limited"...

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares without par or nominal value and into 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Gentilly, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1952.

C. E. CANTIN,

33555 Acting Deputy Attorney General.

Les Pompes Ro-Bi Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of September 1952, incorporating: Grant Hall Day, advocate, Louise-Thérèse Verville, secretary, spinster, of the city of Montreal, Catherine Ann Hunter, secretary, spinster, of the city of Westmount, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de pompes, machines, machines-outils, accessoires et ferronnerie de toutes sortes, sous le nom de "Les Pompes Ro-Bi Ltée", avec un capital de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555 C. E. CANTIN.

To manufacture and deal in pumps, machines, machine tools, appliances and hardware of all kinds, under the name of "Les Pompes Ro-Bi Ltée", with a capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September 1952.

C. E. CANTIN,

33555-o Acting Deputy Attorney General.

Local Realty Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du treizième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Victor Vincelli, restaurateur, Lucia de Luca, épouse séparée de biens de Victor Vincelli et ce dernier aux fins d'autoriser sa femme et Albert de Luca, tailleur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Ecercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et d'améliorations, sous le nom de "Local Realty Construction Inc", avec un capital de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555 C. E. CANTIN.

Local Realty Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of September 1952, incorporating: Victor Vincelli, restaurateur, Lucia de Luca, wife separate as to property of Victor Vincelli, and the latter for the purpose of authorizing his wife, and Albert de Luca, tailor, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and improvement company, under the name of "Local Realty Construction Inc.", with a capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September 1952.

C. E. CANTIN,

33555-o Acting Deputy Attorney General.

L'Oeuvre des Enfants Oubliés Association for Forgotten Children

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Panet-Raymond, médecin, d'Outremont, Gilbert Brisebois, médecin, madame Laurent Jodoin, épouse contractuellement séparée de biens de Laurent Jodoin, publiciste, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Protéger les intérêts des enfants arriérés et déficients mentaux non éducables, sous le nom de "L'œuvre des Enfants Oubliés" — "Association for Forgotten Children".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peur posséder est de $15,000,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555-o C. E. CANTIN.

L'Oeuvre des Enfants Oubliés Association for Forgotten Children

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Panet-Raymond, physician of Outremount, Gilbert Brisebois, physician, Mrs. Laurent Jodoin, wife separate as to property by mariage contract, of Laurent Jodoin, publicist, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To protect the intersts of backward and mentally deficient children who cannot be educated, under the name of "L'oeuvre des Enfants Oublés" — "Association for Forgotten Children".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $15,000.00.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1952.

C. E. CANTIN,

33555 Acting Deputy Attorney General.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Saint-Agapitville

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1952, constituant en

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Saint-Agapitville

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1952, to incorporate as a

corporation sans capital-actions: Ladislas Croteau, forgeron, Pamphile Moreau, chef de voie, Jean-Paul Pouliot, médecin, Wilfrid Lévesque, Jean-Marie Roger, voyageurs, Rosario Rousseau, contracteur Paul Carrier, Georges-H. Normand, journaliers, Émile Bergeron, mécanicien, Roland Rousseau, menuisier, Noël Beaudoin, garagiste, tous de St-Agapitville, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Trouver une solution heureuse au problème des loisirs, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St. Agapitville".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la compagnie sera à St-Agapitville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C. E. CANTIN.

corporation without share-capital: Ladislas Croteau, blacksmith, Pamphile Moreau, chief roadman, Jean-Paul Pouliot, physician, Wilfrid Levesque, Jean-Marie Roger, travellers, Rosario Rousseau, contractor, Paul Carrier, Georges H. Normand, labourers, Emile Bergeron, mechanic, Roland Rousseau, carpenter, Noël, Beaudoin, garage-keeper, all of St. Agapitville, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To find a satisfactory solution to the problem of Recreational Centres, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Agapitville";

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may hold, is $50,000;

The head office of the company will be at St-Agapitville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1952.

C. E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-François de Montmagny, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huit septembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Xavier Forgues, cultivateur, Sarto Jean, industriel, Athanase Gaulin, industriel, Solfrid Morin, boucher, Richard Morin, boucher, Antonio Lamonde, cultivateur, Alphé Blais, cultivateur, Léopold Théberge, cultivateur, Léopold Allaire, cultivateur, René Garant, industriel, Roméo Guimont, machiniste, Wilfrid Marceau, boucher, Gonzague Lamonde, cultivateur, tous de St-François, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager la formation morale, sociale, physique et sportive de la jeunesse, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-François de Montmagny, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la compagnie sera à St-François, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C. E. CANTIN.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-François de Montmagny, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Xavier Forgues, farmer, Sarto Jean, industrialist, Athanase Gaulin, industrialist, Solfrid Morin, butcher, Richard Morin, butcher, Antonio Lamonde, farmer, Alphé Blais, farmer, Léopold Théberge, farmer, Léopold Allaire, farmer, René Garant, industrialist, Romeo Guimont, machinist, Wilfrid Marceau butcher, Gonzague Lamonde, farmer, all of St-François, judicial district of Montmagny, for the following purposes.

To promote and encourage the moral, social, physical and sportive formation of youth, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-François de Montmagny, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the company will be at St-François, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1952.

C. E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Mac's Auto Body Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Leona R. McGregor, veuve, William McGregor, gérant, Lionel Nutland, comptable, Renaud Lagacé, agent, Jean-Paul Dupuy, notaire, tous de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Exploiter des garages et exercer tous commerces se rapportant à la mécanique, sous le nom de "Mac's Auto Body Shop Ltd.", avec un capital de $60,000, divisé en 450 actions privilégiées de $100 chacune et 150 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C. E. CANTIN.

Mac's Auto Body Shop Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September 1952, incorporating: Leona R. McGregor, widow, William McGregor, manager, Lionel Nutland, accountant, Renaud Lagacé, agent, Jean-Paul Dupuy, notary, all of Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To operate garages and to carry on any business of mechanical nature, under the name of "Mac's Auto Body Shop Ltd.", with a capital stock of $60,000, divided into 450 preferred shares of $100 each and 150 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September 1952.

C. E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Majestic Neckwear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Philip Mayerovitch, C.R., Louis Feigenbaum, Conrad Shatner, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires et fournitures de toute sorte et description, sous le nom de "Majectic Neckwear Ltd.", avec un capital de $150,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 12,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555 C. E. CANTIN.

Majestic Neckwear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companie's Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September 1952, incorporating: Philip Meyerovitch, Q.C., Louis Feigenbaum, Conrad Shatner, advocates, all of the city and judicial districtof Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel and furnishings of every kind and description, under the name of "Majestic Neckwear Ltd.", with a capital stock of $150,000, divided into 250 common shares of $100 each and 12,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September 1952.

C. E. CANTIN,

33555-o Acting Deputy Attorney General.

Marcel Legault Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre septembre 1952, constituant en corporation: Marcel Legault, marchand, Anita Lafetière-Legault, managère, épouse dudit Marcel Legault, tous deux de Montréal, André Legault, manufacturier, de Ville St-Michel, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

L'achat et la vente de meubles meublants, accessoires électriques, sous le nom de "Marcel Legault Ltée", avec un capital de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Les iège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555-o C. E. CANTIN.

Marcel Legault Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1952, incorporating Marcel Legault, merchant, Anita Lafetière-Legault, housewife, wife of the said Marcel Legault, both of Montreal, André Legault, manufacturer, of the town of St-Michel, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

The purchase and sale of household furniture, electrical appliances, under the name of "Marcel Legault Ltée", with a capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1952.

C. E. CANTIN,

33555 Acting Deputy Attorney General.

Marius Ouellet Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1952, constituant en corporation: Marius Ouellet, Gérard Ouellet, industriels, de Daveluyville, Jean Roy, comptable agréé, de Victoriaville, tous du district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'un marchand de meubles, sous le nom de "Marius Ouellet Limitée", avec un capital de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Disraéli, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555-o C. E. CANTIN.

Marius Ouellet Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1952, incorporating: Marius Ouellet, Gérard Ouellet, industrialists, of Daveluyville, Jean Roy, chartered accountant, of Victoriaville, all of the judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To manufacture and do business as a merchant dealing in furniture, under the name of "Marius Ouellet Limitée", with a capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each, and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Disraéli, judicial district of St-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1952.

C. E. CANTIN,

33555 Acting Deputy Attorney General.

Metro Industries Ltd.
Les Industries Metro Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

Metro Industries Ltd.
Les Industries Metro Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

vince de Québec, des lettres patentes en date du sept octobre 1952, constituant en corporation: Jacques Viau, avocat, C.R., de Lachine, Lucien Thouin, avocat, Jacqueline Matte, sténographe, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce de tout article sanitaire, de plomberie, matériel de construction, accessoires électriques, quincaillerie, sous le nom de "Metro Industries Ltd." — "Les Industries Metro Ltée", avec un capital de $100,000, divisé en 800 actions privilégiées de $100 chacune et en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sept octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Milicia Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Joseph Laberge, Raymond Tremblay, Marcel Villeneuve, propagandistes, Pierre St-Gelais, assureur, tous quatre de Chicoutimi, François Belley, assureur, de St-Honoré, tous du district judiciaire de Chicoutimi, Léon Boily, assureur, de St-Gédéon, district judiciaire de Roberval, et Paul-Émile Coulombe, propagandiste, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diffuser la doctrine sociale et spirituelle de l'Eglise catholique, sous le nom de "Milicia Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à 7051, rue St-Denis, dans les cité et district judiciaire de Montréal,

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Minto Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Theophile Bouziane, Albert Shohet, marchands, Gregory Charlap, avocat, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, d'amélioration et de construction, sous le nom de "Minto Corporation", avec un capital de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

New Mode Model Agency and School of Charm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1952, incorporating: Jacques Viau, advocate, Q.C., of Lachine, Lucien Thouin, advocate, Jacqueline Matte stenographer, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in any sanitary article, plumbing, building matérials, electrical apparatus, hardware, under the name of "Metro Industries Ltd." — "Les Industries Metro Ltée", with a capital stock of $100,000, divided into 800 preferred shares of $100 each and into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Milicia Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Louis-Joseph Laberge, Raymond Tremblay, Marcel Villeneuve, propagandists, Pierre St-Gelais, insurer, all four of Chicoutimi, François Belley, insurer, of St-Honoré, all of the judicial district of Chicoutimi, Léon Boily, insurer of St-Gédéon, judicial district of Roberval, and Paul-Émile Coulombe, propagandist, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To diffuse the social and spirituel doctrine of the Catholic Church, under the name of "Milicia Inc.".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited is $25,000.

The head office of the corporation is at 7051, St-Denis Street, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1952.

C.-E. CANTIN.
33555 Acting Deputy Attorney General.

Minto Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September 1952, incorporating: Theophile Bouziane, Albert Shohet, merchands, Gregory Charlap, adovocate, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general real estate improvement and constructing business, under the name of "Minto Corporation", with a capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September 1952.

C.-E. CANTIN.
33555-o Acting Deputy Attorney General.

New Mode Model Agency and School of Charm Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf septembre 1952, constituant en corporation: Jean Miquelon, Lionel Crevier, avocats, de Montréal, Jean-R. Miquelon, notaire, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger un ou des établissements pour l'enseignement du dessin des vêtements et de la lingerie, de la décoration intérieure, de l'esthétique et des traitements de beauté, sous le nom de "New Mode Model Agency and School of Charm Inc.", avec un capital de $60,000, divisé en 60,000 actions communes de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Oeuvre des Terrains de Jeux de la Cité de Saint-Jérôme, P. Q. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seize septembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Liguori Lacombe, magistrat, Lucien Thinel, C.R., avocat, Albert Ménard, notaire, tous de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Etablir et maintenir en existence une Colonie de Vacances pour les enfants, sous le nom de "Oeuvre des Terrains de Jeux de la Cité de Saint-Jérôme, P. Q. Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le seize septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Paradis, Messier Cie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf septembre 1952, constituant en corporation: Fernand Messier, gérant de ventes, des cité et district judiciaire de Montréal, Léopold Paradis, industriel, Marcel Rivard, comptable agréé, des cité et district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objet suivants:

Etablir un ou des commerces pour la vente d'ameublements, sous le nom de "Paradis, Messier Cie Limitée", avec un capital de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

---

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1952, incorporating: Jean Miquelon, Lionel Crevier, advocates, of Montreal, Jean R. Miquelon, notary, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To direct one or more establishments for the designing of clothes and lingerie, interior decoration, esthetics and beauty treatments, under the name of "New Mode Model Agency and School of Charm Inc.", with a capital stock of $60,000, divided into 60,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of Séptember, 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Oeuvre des Terrains de Jeux de la Cité de Saint-Jérôme, P. Q. Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of September, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Ligouri Lacombe, magistrate, Lucien Thinel, Q.C., advocate, Albert Ménard, notary, all of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To establish and maintain in existence a Vacation Colony for children, under the name of "Oeuvre des Terrains de Jeux de la Cité de Saint-Jérôme, P. Q. Inc.".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Paradis, Messier Cie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1952, incorporating: Fernand Messier, sales manager, of the city and judicial district of Montreal, Léopold Paradis, industrialist, Marcel Rivard, chartered accountant, of the city and judicial district of Saint-Hyacinthe for the following purposes:

To set up one or more establishments for the sale of furniture, under the name of "Paradis, Messier Cie Limitée", with a capital of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each; and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Pontbriand Taximeter Ltd.
Pontbriand Taximètre Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettes patentes en date du vingt-deux septembre 1952, constituant en corporation: Yvon Jasmin, Jean Drapeau, avocats, Rita Dufresne, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de véhicules de transport, moteurs et machineries de toutes sortes, taximètres, pièces et morceaux sous le nom de "Pontbriand Taximeter Ltd." — "Pontbriand Taximètre Ltée", avec un capital de $100,000, divisé en 12,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 880 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Raymond & Frère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt septembre 1952, constituant en corporation: François Raymond, Jean-Paul Raymond, entrepreneurs, tous deux de St-Michel-des-Forges, Roger Larocque, Frank Spénard, courtiers, Claude Milette, comptable, ces trois derniers des Trois-Rivières, tous du district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de contracteurs et entrepreneurs, sous le nom de "Raymond & Frère Inc.", avec un capital de $50,000, divisé en 5,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Regal Knitting Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Hyman Carl Goldenberg, Conseil en Loi de la Reine, Moses Samuel Yelin, Maynard Golt, avocats, Esther Monson, secrétaires fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce ou le négoce de textiles, sous le nom de "Regal Knitting Mills Ltd.", avec un capital de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Pontbriand Taximeter Ltd.
Pontbriand Taximètre Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of September, 1952, incorporating: Yvon Jasmin, Jean Drapeau, advocates, Rita Dufresne, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all sorts of transportation vehicles, motors and machinery of all sorts, taximeters, pieces and parts, under the name of "Pontbriand Taximeter Ltd.", — "Pontbriand Taximètre Ltée", with a capital stock of $100,000, divided into 12,000 common shares of $1 each and into 880 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Raymond & Frère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1952, incorporating: François Raymond, Jean-Paul Raymond, contractors, both of St-Michel-des-Forges, Roger Larocque, Frank Spénard, brokers, Claude Milette, accountant, the latter three of Trois-Rivières, all of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of builders and contractors, under the name of "Raymond & Frère Inc.", with a capital stock of $50,000, divided into 5,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Regal Knitting Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September 1952, incorporating: Hyman Carl Goldenberg, Queen's Counsel, Moses Samuel Yelin, Maynard Golt, advocates, Esther Monson, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with textiles, under the name of "Regal Knitting Mills Ltd.", with a capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 8,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Renaissance Investment & Loan Corporation
Corporation de Placement et de Prêt Renaissance

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux septembre 1952, constituant en corporation: Bernard Lorenger, marchand, Paul-Fernand Girard, industriel, Garcia Poulin, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions d'une entreprise de placement et de prêt, sous le nom de "Renaissance Investment & Loan Corporation" — "Corporation de Placement et de Prêt Renaissance", avec un capital de $225,000, divisé en 2,250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Renaissance Investment & Loan Corporation
Corporation de Placement et de Prêt Renaissance

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1952, incorporating: Bernard Lorenger, merchant, Paul-Fernand Girard, industrialist, Garcia Poulin, chartered accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and loan enterprise, under the name of "Renaissance Investment & Loan Corporation" — "Corporation de Placement et de Prêt Reanissance", with a capital stock of $225,000, divided into 2,250 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Roybar Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C.R., Manuel Shacter, avocats, Dame Thelma Bean, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Roybar Investments Ltd.", avec un capital de $100,000, divisé en 900 actions privilégiées de $100 chacune et 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Roybar Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-gouverneur of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September 1952, incorporating: Louis H. Rohrlick, Q.C., Manuel Shacter, advocates, Dame Thelma Bean, spinster of the full age of majority, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Roybar Investments Ltd.", with a capital stock of $100,000, divided into 900 preferred shares of $100 each and 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Rubtex Backing Company, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des letrres patentes en date du vingtième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Di ier Leroux, Louis-Philippe Guay, Alexander Biega, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à enduire, renforcer, combiner ou autrement négocier des textiles, tissus, caoutchouc, plastiques, cuirs et autres produits manufacturés, sous le nom de "Rubtex Backing Company Ltd.", avec un capital de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 298 rue Charron, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Rubtex Backing Company, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of September 1952, incorporating: Didier Leroux, Louis-Philippe Guay, Alexander Biega, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of coating, backing, combining and otherwise dealing with textiles, fabrics, rubber, plastics, leather and other manufacturings, under the name of "Rubtex Backing Company, Ltd.", with a capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each, and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 298 Charron Street, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

South Bachelor Mining Company Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de septembre 1952, constituant en corporation: J.-Édouard Desrosiers, courtier d'actions, Ernest Lafontaine, avocat, Jacques Lafontaine, gérant, Roberte Smith, fille majeure, secrétaire, J.-Crawford Brown, bourgeois, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "South Bachelor Mining Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

South Bachelor Mining Company Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1952, incorporating: J.-Édouard Desrosiers, stock broker, Ernest Lafontaine, advocate, Jacques Lafontaine, manager, Roberte Smith, spinster, secretary, J.-Crawford Brown, gentleman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "South Bachelor Mining Company Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 shares of $1 each.

The shareholders are to incur no personal responsability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Suffolk Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Monroe Abbey, Max Slapack, Gregory Charlap, tous trois avocats, Paul Emile Tanguay, gérant de crédit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de textiles et tissus de toutes sortes, sous le nom de "Suffolk Sales Ltd.".

Le capital de la compagnie est divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Suffolk Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September 1952, incorporating: Monroe Abbey, Max Slapack, Gregory Charlap, all three advocates, Paul Émile Tanguay, credit manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles and fabrics of all kinds, under the name of "Suffolk Sales Ltd.".

The capital stock of the company is divided into 100 shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Suitcraft Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Jack Zimble, manufacturier, Samuel Stein, Alfred Zimmerman, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires et chaussures, sous le nom de "Suitcraft Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Suitcraft Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September 1952, incorporating: Jack Zimble, manufacturer, Samuel Stein, Alfred Zimmerman, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, design wearing apparel and footwear, under the name of "Suitcraft Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated a the office of the Attorney General, this twenty-second day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney Geueral.

Taylor Blvd. Realties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de septembre 1952, constituant en corporation : Isidore Aspler, courtier d'assurance, Benjamin L. Lovis, Edward S. Berger, tous deux avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Taylor Blvd. Realties Limited", avec un capital de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douxième jour de septembre 1952..

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

Taylor Blvd. Realties Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of September 1952, incorporating: Isidore Aspler, insurance broker, Benjamin L. Louis, Edward S. Berger, both lawyers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Taylor Blvd. Realties Limited.", with a capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

The Electors League of Pointe Claire
La Ligue des Electeurs de Pointe Claire

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: John McConnel, Cosmo Marchant, Paul Pullam, administrateurs, Douglas Cook, comptable, John Holmested, vendeur, James Pidduck, gérant des ventes, John Hugill, ingénieur chimiste, WM. Stevenson, chimiste, Robert Jamieson, avocat, tous de la ville de Pointe Claire, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager, promouvoir de bonnes relations et le règlement d'aucune et toutes questions concernant la localité et ses résidents, sous le nom de "The Electors League of Pointe Claire" — "La Ligue des Electeurs de Pointe Claire".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la compagnie est à Pointe Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C.-E. CANTIN.

The Electors League of Pointe Claire
La Ligue des Electeurs de Pointe Claire

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September 1952, incorporating without Paul Pullam, executives, Douglas Cook, accountant, John Holmested, salesman, James Pidduck, sales manager, John Hugill, chemical engineer, Wm. Stevenson, chemist, Robert Jamieson, advocate, all of the town of Pointe Claire, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To encourage and promote good citizenship and the settlement of any and all matters affecting the community and its residents, under the name of "The Electors League of Pointe Claire" — "La Ligue des Electeurs de Pointe Claire".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation will be at Pointe Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this noneteenth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Top-Line Children's Wear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-septième, jour de septembre 1952, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat, et Conseil en Loi de la Reine, Jonathan J.-Robinson, avocat, tous deux de la cité de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, Jean McFarlane, dactylo, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de "Top-Line Children's Wear Ltd.", avec un capital de

Top-Line Children's Wear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of September 1952, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, Jonathan J.-Robinson, advocate, both of the city of Westmounth, Thedore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, Jean McFarlane, typist, spinster, of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Top-Line Children's Wear Ltd.", with a capital stock of $100,000, divided

$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montéal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555 C.-E. CANTIN.

Transport d'Anjou Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six septembre 1952, constituant en corporation: Adélard d'Anjou, camionneur, Dame Virginie Dionne d'Anjou, épouse d'Adélard D'Anjou, dûment autorisée par son époux aux fins des présentes, Jacques D'Anjou, étudiant, tous de St-Pascal, district judiciaire de Kamouraska, Edgar-Ludger Boulet, comptable agréé, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le transport de marchandises, sous le nom de "Transport D'Anjou Inc.", avec un capital de $80,000, divisé en 550 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555-o C.-E. CANTIN.

Uptown Leather Goods Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept septembre 1952, constituant en corporation: Georges Beauregard, Claude Beauregard, notaires, Roger Ethier, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du cuir, sous le nom de "Uptown Leather Goods Limited", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555-o C.-E. CANTIN.

Valor Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Fernand Massicotte, ingénieur minier, Valère Roy, hotelier, de Val d'Or, donat Lavallée, garagiste, Jean R. Miquelon, Jacques Taschereau, notaires, Yvette Drolet, secrétaire, Fernand Côté, avocat, tous les cinq de Malartic, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerasi et les négocier, sous le nom de "Valor Mines Limited" (Li-

into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September 1952.

C.-E. CANTIN,

335555-o Acting Deputy Attorney General.

Transport d'Anjou Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1952, incorporating: Adélard D'Anjou, truckman, Dame Virginie Dionne D'Anjou, wife of Adélard D'Anjou, duly authorized by her husband, for the purposes hereof, Jacques D'Anjou, student, all of St-Pascal, judicial district of Kamouraska, Edgar Ludger Boulet, chartered accountant, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes.

To carry on the transportation of merchandise, under the name of "Transport D'Anjou Inc.", with a capital stock of $80,000, divided into 550 common shares of $100 each, and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1952.

C.-E. CANTIN,

33555 Acting Deputy Attorney General.

Uptown Leather Goods Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1952, incorporating: George Beauregard, Claude Beauregard, notaries, Roger Ethier, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in leather, under the name of "Uptown Leather Goods Limited", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1952.

C.-E. CANTIN,

33555 Acting Deputy Attorney General.

Valor Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September 1952, incorporating: Fernand Massicotte, mining engineer, Valère Roy, hotel-keeper, of Val d'Or, Donat Lavallée, garage-owner, Jean R. Miquelon, Jacques Taschereau, notaries, Yvette Drolet, secretary, Fernand Côté, lawyer, all five of Malartic, judicial discrict of Abitibi, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Valor Mines Limited" (No Personal Liability), with

bre de responsabilité personnelle), avec un capital de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du prix du montant payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C. E. CANTIN.

Wellington Fur Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce et le négoce de fourrures, vêtements et articles en fourrure, sous le nom de "Wellington Fur Shop Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4344 rue Wellington, cité de Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C. E. CANTIN.

Westbrook Clothes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du treizième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Hyman Segal, Jacob Blanshay, manufacturiers, Bernard Plisell, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises sèches, vêtements et habillements, sous le nom de "Westbrook Clothes Ltd." avec un capital de $2,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C. E. CANTIN.

Westfield Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, fille

a capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 shares of $1 each.

The shareholders will not incur any responsibility over and above the amount of the price paid or agreed to be paid by them to the company for its shares.

The head office of the company will be at Ma-artice, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September 1952.

C. E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Wellington Fur Shop Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September 1952, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, fille majeure, of Montreal, Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with furs, fur garments and fur articles, under the name of Wellington Fur Shop Ltd.", with a capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4344 Wellington St., city of Verdun, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1952.

C. E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Westbrook Clothes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of September 1952, incorporating: Hyman Segal, Jacob Blanshay, manufacturers, Bernard Plisell, salesman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods, clothing and garments, under the name of "Westbrook Clothes Ltd.", with a capital stock of $2,000, divided into 200 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenty day of September 1952.

C. E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Westfield Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of September 1952, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, Freda Pomerance, secretary, spinster, all of the city and judi-

majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Westfield Enterprises Inc.", avec un capital de $500,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $100 chacune, et 2,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555 C. E. CANTIN.

W.-P. McConnery & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de septembre 1952, constituant en corporation: Marie-Berthe Beauparlant, Suzanne Sauvé, sténographes, filles majeures, Joseph St-Marie, avocat, tous de la cité de Hull, district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Exploiter des garages et négocier des pièces d'accessoires d'automobiles; exercer le commerce comme directeur de funérailles, sous le nom de "W.-P. McConnery & Sons Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Maniwaki, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisièmes jour de septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,

33555 C. E. CANTIN.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britaniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux que les présentes concerneront ou qui les verront,

SALUT:

LETTRES PATENTES

ATTENDU que la loi concernant l'organisation municipale des villages miniers, chapitre 246 des statuts refondus de Québec, 1941, permet au Lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommendation du ministre des Mines et du ministre des Affaires municipales, de constituer en corporation de village, par lettres patentes, tout territoire où est établi un village minier, sous l'autorité des articles 37 et 38 de la Loi des mines de Québec et d'y adjoindre tout territoire adjacent, qu'il juge nécessaire pour la bonne administration de ce village et de ce territoire;

ATTENDU qu'un village minier connu sous le nom de "Village Chibougamau" a été établi sur les blocs D. et E du canton de McKenzie, sous l'autorité des articles 37 et 38 de la Loi des mines de Québec, par l'arrêté en conseil numéro 436, du 19 avril 1950;

ATTENDU qu'il est opportun de constituer en municipalité de village minier un territoire com-

cial district of Montreal, for the folloiwng purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Westfield Enterprises Inc.", with a capital stock of $500,000, divided into 2,500 common shares of $100 each and 2,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September 1952.

C. E. CANTIN,

33555-o Acting Deputy Attorney General.

W.-P. McConnery & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-thrid day of September 1952, incorporating: Marie-Berthe Beauparlant, Suzanne Sauvé, stonographers, spinsters, Joseph Ste-Marie, barrister, all of the city of Hull, judicial district of Hull, for the following purposes:

To operate garages and deal in automobile parts and accessories; to carry on business as director of funeral undertaking, under the name of "W.-P. McCornnery & Sons Ltd.", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Maniwaki, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September 1952.

C. E. CANTIN,

33555-o Acting Deputy Attorney General.

Canada,
Province of Quebec,
]L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING:

LETTERS PATENT

WHEREAS the Act concerning the municipal organization of mining villages, chapter 246 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, allows the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister of Mines and of the Minister of Municipal Affairs, to incorporate as a village corporation, by letters patent, any territory wherein a mining village is established under the authority of sections 37 and 38 of the Quebec Mining Act and annex thereto any adjacent territory which he may deem necessary for the proper administration of such village and of such territory;

WHEREAS a mining village known under the name of "Village of Chibougamau" has been established on blocks D and E of the township of McKenzie, under the authority of sections 37 and 38 of the Quebec Mining Act, by Order in Council number 436 of April 19, 1950;

WHEREAS it is expdient to incorporate into a mining village municipality a territory comprising

prenant le village minier de Chibougamau, ainsi qu'un territoire adjacent nécessaire à la bonne administration du village nouveau;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret portant le numéro 969, en date du 25 septembre 1952 et conformément aux dispositions de la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers, (S.R.Q. 1941, chap. 246) telle que modifiée par les lois 6 George VI, chapitre 54 et 7 George VI, chapitre 38, Nous déclarons par les présentes que le territoire faisant partie des cantons de McKenzie et Obalski, district électoral d'Abitibi-Est, et dont les limites se décrivent comme suit: Partant du point d'intersection de la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton d'Obalski avec la ligne séparative des lots 13 et 14 du rang IX du dit canton; de là, passant successivement par: la ligne séparative des lots 13 et 14 des rangs IX et X du canton d'Obalski et la ligne séparative des lots 13 et 14 des rangs I, II, III, IV du canton de McKenzie, la dernière prolongée jusqu'à la ligne séparative des rangs V et VI; la dite ligne séparative des rangs V et VI dans la direction Est astronomique jusqu'à un point situé à trois milles à l'Est de la ligne centrale; une ligne dans la direction Sud astronomique jusqu'à la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton d'Obalski; la dite ligne séparative des rangs VIII et IX du canton d'Obalski dans la direction Ouest astronomique, jusqu'au point de départ, y compris les chemins, rues, ruelles, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites ci-dessus décrites;

sera érigé en municipalité de village minier, sous le nom de "municipalité du village minier de Chibougamau", telle érection devant prendre effet à compter de la date de la publication des dites lettres patentes dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Province,

33555-o JEAN BRUCHÉSI.

THEREFORE, with the advice and consent of our Executive Council expressed in an Order bearing numbre 969, dated September 25, 1952 and pursuant to the provisions of the Act respecting the municipal organization of mining villages (R.S.Q. 1941, chapter 246), as amended by Acts 6 George VI, chapter 54 and 7 George VI, chapter 38, We hereby declare that the territory forming part of the townships of McKenzie and Obalski, electoral district of Abitibi-East, and the limits whereof are described as follows; Starting from the point of intersection of the division line of ranges VIII and IX of the township of Obalski with the division line of lots 13 and 14 of range IX of said township; thence, passing successively by: the division line of lots 13 and 14 of ranges IX and X of the township of Obalski and the division line of lots 13 and 14 of ranges I, II, III, IV of the township of McKenzie, the latter prolonged as far as the division line of ranges V and VI; said division line of ranges V and VI in an astronomical easterly direction as far as a point situate three miles east of the middle line; a line in a astronomical southerly direction as far as the division line of ranges VIII and IX of the township of Obalski; said division line of ranges VIII and IX of the township of Obalski in an astronomical westerly direction to the starting point; including roads, streets, lanes, rivers, lakes, water courses or part thereof enclosed in the limits hereinabove described; shall be erected into a mining village municipality under the name of "Mining village municipality of Chibougamau", such erection to come into force on and from the date of the publication of said letters patent in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Gouvernor of Our Province of Quebec.

Given at our Government House in Our City of Quebec in Our Province of Quebec, this tewntyninth day of October, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

33555 Under Secretary of the Province.

Lettres patentes supplémentaires

Excel 5c to $1.00 Stores Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 15 octobre 1952, à la compagnie "Excel 5c to $1.00 Stores Ltd.": 1°) augmentant son capital-actions de $99,000 à $249,000 par la création de 500 actions ordinaires additionnelles de $100 chacune et 1,000

Supplementary Letters Patent

Excel 5c to $1.00 Stores Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of October, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Excel 5c to $1.00 Stores Ltd.": 1) increasing its capital stock from $99,000 to $249,000, by the creation of 500 additional common shares of $100 each and 1,000 additional preferred

actions privilégiées additionnelles de $100 chacune; 2°) modifiant les droits et restrictions des actions privilégiées existantes.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C. E. CANTIN.

Stancrest Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 octobre 1952, à la compagnie "Stancrest Ltd.", étendant les pouvoirs de la compagnie à tels autres objets énoncés dans la résolution adoptée à cette fin.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555 C. E. CANTIN.

Traders Automotive Rebuilders Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 octobre 1952, changeant le nom de la compagnie "Clutch & Brake Service Limited", constituée en corporation par lettres patentes du 24 mars 1947, en celui de "Traders Automotive Rebuilders Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 16 octobre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C. E. CANTIN.

shares of $100 each; 2) modifying the rights and restrictions of the existing preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, the 15th day of October, 1952.

C. E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorney General.

Stancrest Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, s pplen enta y letters patent, bearing date the 16th day of October, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Stancrest Ltd.", extending the powers of the company to such other objects as set forth in the resolution therefor adopted.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of October, 1952.

C. E. CANTIN,
33555-o Acting Deputy Attorne yGeneral.

Traders Automotive Rebuilders Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of October, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R S.Q. 1941, chap. 276, changing the name of the company "Clutch & Brake Service Limited", incorporated by letters patent on March 24, 1947, into that of "Traders Automotive Rebuilders Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of October, 1952.

C. E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 22 octobre 1952 et présentés avant le 3 décembre 1952, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 22 novembre 1952 et reçues avant le 27 novembre 1952 et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 17 décembre 1952.

Québec, le 6 septembre 1952.

Le Greffier,
33184-37-9-0 (Signé) ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 22nd October, 1952, and introduced before the 3rd December, 1952. petitions for the introduction of private bills must be presented before the 22nd November 1952, and received before the 27th November, 1952, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 17th December, 1952.

Quebec, September 6, 1952.

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
33184-37-9 Clerk.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Grand'Mère s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de modifier la charte de Grand'Mère relative-

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Grand'Mère will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of Grand'-Mère concerning: the creation of a cash reserve;

ment à ce qui suit: la création d'un fonds de roulement; le salaire du maire et celui des échevins; l'octroi des permis de construction; les cautionnements sur plaintes pour violations des règlements relatifs à la circulation; l'appellation des officiers de la Corporation: la taxation des appareils d'amusement communément appelées "tables à boules"; l'installation de compteurs de stationnement; l'octroi de permis pour les bicycles.

Grand'Mère, le 15 octobre 1952.

Les Procureurs de la Cité de Grand'Mère.

33427-42-4-o DÉSILETS et DESHAIES.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de St-Marc, dans le comté de Portneuf, s'adresseront à La Législature, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans la municipalité à compter du 1er janvier 1953 une taxe spéciale dite taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, effets mobiliers, marchandises et autrs articles de commerce quelconques et pour toutes autres fins.

Québec, le 10 octobre 1952.

Les Procureurs des pétitionnaires,
DUSSAULT, DÉSILETS
33458-43-4-o & JOBIN,

AVIS

Avis est par les présentes donné que Mesdemoiselles Alice Taschereau, Agnès Flanaghan, Rose Cléroux, des cité et district de Montréal et Mesdemoiselles Marie-Anne Riopelle, Claudine Laferrière et Yvonne Godbout, des cité et district de Québec, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi incorporant "La Protection de la Jeunesse Féminine" avec pouvoirs de fonder et maintenir des foyers, des maisons defamille, diriger et organiser diverses œuvres de protection et d'éducation, dans le but d'aider à la protection et à la réhabilitation des jeunes filles et autres déshérités et pour autoriser cette corporation à assister financièrement diverses œuvres affiliées ou connexes et a recevoir de telles œuvres pareille assistance financière et autres fins. La loi décrira les pouvoirs de la corporation et pourvoira au mode d'administration et aux pouvoirs de la corporation de posséder et d'aliéner des immeubles.

Montréal, 10 octobre 1952.

Les Procureurs des pétitionnaires,
BADEAUX, FILION & BADEAUX.
33397-42-4-o

AVIS LÉGAL

Avis est par les présentes donné que la Ville Mont-Royal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi afin d'autoriser la Ville à disposer du lot numéro 623-1541 de la paroisse de St-Laurent, nonobstant la condition contenue dans l'acte de vente dudit lot de la compagnie "Canadian Northern Montreal Land Company Limited", à la Ville daté du 2 août 1917, et passé devant Mtre E.-R. Décary, N.P., lequel acte stipulant qu'elle doit utiliser ledit lot pour

the salaries of the mayor and of the aldermen; the granting of construction permits; the bails on complaints for violations of circulation by-laws; the names of the officers of the Corporation; the taxations of amusement devices commonly called "ball tables"; the installation of parking meters; granting of permits for bicycles.

Grand'Mère, October 15th, 1952.

DÉSILETS and DESHAIES,
33427-42-4-o Attorneys for city of Grand'Mère.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of St. Marc, in the county of Portneuf, will apply to the Legislature at its next session for the adoption of a law permitting to the said School Commissioners to may impose and levy, from the first of January, 1953, a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale of purchase price, retail, of any moveables, any merchandise and any article of trade whatsoever, and for other purposes.

Quebec, October 10th, 1952.

DUSSAULT, DÉSILETS
& JOBIN,
33458-43-4-o Attorneys for petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given by Misses Alice Taschereau, Agnes Flanaghan, Rose Cléroux, of the city and District of Montreal and Misses Marie-Anne Riopelle, Claudine Laferrière and Yvonne Godbout, of the City and District of Quebec, that they will apply to the Provincial Legislature, at its next session for the passing of an act incorporating "La Protection de la Jeunesse Féminine", with powers to establish and maintain homes and residences for young women; to administer and organise miscellaneous protection and éducation works for the purpose of helping towards the welfare and rehabilitation of young women and other outcasts and to authorize said corporation to assist financially other affiliated and connected works and to receive from same such financial assistance and for other purposes. The Act will describe the powers of the corporation and will provide for the mode of administration and powers of the corporation to possess and alienate immoveables.

Montreal, October 10th, 1952.

BADEAUX, FILION & BADEAUX,
Attorneys for Petitioners.
33397-42-4-o

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Mount Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the Town to dispose of lot number 623-1541 Parish of St. Laurent notwithstanding the condition contained in the Deed of Sale of the said lot from the "Canadian Northern Montreal Land Company Limited", to the Town dated August 2nd, 1917 before E.-R. Decary, N.P. that the Town shall use the said lot for the opening and maintenance of streets

l'ouverture et l'entretien de rues seulement, et amender le règlement d'emprunt de la Ville N° 296, concernant les taxes spéciales imposées en vertu de ce dernier règlement pour pourvoir au paiement des obligations émises relativement à cet emprunt, de manière à ce qu'une portion des fonds, devant être dérivés des taxes spéciales sur les propriétés aboutissant à certaines rues, sera plutôt dérivée des taxes spéciales sur toutes les propriétés immobilières imposables de la Ville suivant leur valeur.

Mont-Royal, 10 octobre 1952.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
33399-42-4 CHISHOLM, SMITH & DAVIS.

only, and to amend the Town's Loan By-law No. 296 in respect of the special taxes thereby imposed to provide for the payment of the bonds issued thereunder, so that a portion of the funds to be derived from special taxes upon properties abutting on certain streets shall instead be derived from special taxes upon all taxable immoveable properties of the Town according to their value.

Mount Royal, October 10th, 1952.

SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM, SMITH & DAVIS,
33399-42-4-o Attorneys for Petitioner.

Canada, Province de Québec, District de Québec

AVIS PUBLIC

Avis public est donné par les présentes que: La Corporation de la Ville des Sept-Iles, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Sept-Iles, comté de Saguenay, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session ou à toute autre session subséquente pour obtenir la passation d'une loi modifiant la loi XIV-XV, Geo. VI, chapitre 69, l'érigeant en corporation.

Les modifications demandées concerneront entre autres le droit d'établir une taxe de vente ainsi qu'une taxe personnelle; le pouvoir d'adopter des règlements pour déterminer le zonage de la municipalité et pour la nomination d'un gérant avec pouvoirs spéciaux ainsi que pour l'organisation d'une Cour du Recorder.

La ville de Sept-Iles demandera aussi le pouvoir de déterminer l'évaluation municipale des propriétés de la compagnie "Iron Ore Company of Canada."

Québec, 10 octobre 1952.

L'Agent de la Pétitionnaire,
33400-42-4-o FRÉDÉRIC DORION, C.R.,

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Sept-Iles, a corporation legally incorporated, having its head office at Sept-Iles, county of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, or at any other subsequent session, for the passing of an Act, amending the Act XIV-XV Geo. VI, chapter 69, erecting it into a corporation.

The amendments applied for will concern, amongst others, the right to establish a sales tax and also a personal tax; the power of adopting by-laws to determine the zoning in the municipality and for the appointment of a manager, with special powers and also for the organization of a Recorder's Court.

The town of Sept-Iles will also apply for power to determine the municipal valuation of the properties of the company "Iron Ore Company of Canada".

Quebec, October 10, 1952.

FRÉDÉRICK DORION, Q.C.,
33400-42-4 Agent for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité scolaire du Village St-Charles, comté de Joliette, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans la municipalité une taxe spéciale dite taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, marchandises et autres articles de commerce quelconques, et pour toutes autres fins.

Joliette, le 10 octobre 1952.

Le Procureur des pétitionnaires,
33401-42-4-o C.-E. HÉTU.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of the Village of St. Charles, County of Joliette, will apply to the Legislature, at its next session for the adoption of an Act permitting to the said School Commissioners to impose and levy in the municipality a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale price of any movable effects, merchandise and all articles of trade whatsoever, and for all other purposes.

Joliette, October 10th, 1952.

C. E. HÉTU,
33401-42-4-o Attorney for petitioners.

AVIS PUBLIC

Arthur Holmes, comptable, Carl Reed, opérateur, Thomas Hilliard, gérant, Eric McWilliam, gérant, Leslie H. Millar, directeur-gérant; tous de la cité de Drummondville, représentant la Corporation de l'Église Anglicane St. George de ladite cité de Drummondville; et Clifford Hargreaves, gérant, Herschel French, gérant de département, William R. Prentice, ingénieur; tous de ladite cité de Drummondville, représentant la Corporation de l'Église Unie du Canada de la dite cité de Drummondville; et Clarence Crook, expéditeur, de ladite Cité de Drummondville, représentant la Corporation de l'Église

PUBLIC NOTICE

Arthur Holmes, Esq., accountant, Carl Reed, Esq., operator, Thomas Hilliard, Esq., manager, Eric McWilliam, manager, Leslie H. Millard, managing director; all of the City of Drummondville in the District of Arthabaska and the Province of Quebec, representing the Corporation of St. George's Anglican Church of the said City of Drummondville; and Clifford Hargreaves, manager, Herschel French, Department Manager, William R. Prentice, engineer; all of the said City of Drummondville, representing the Corporation of the United Church of Canada of the said City of Drummondville; and, Clarence

Baptiste de ladite Cité de Drummondville donnent avis qu'ils s'adresseront à la prochaine session de la Législature de Québec, demandant à cette dernière de passer une loi, constituant en corporation les requérants et tous ceux qui dans l'avenir en deviendront membres sous le nom de "Drummondville Protestant Cemetery Company Incorporated", et autorisant la dite compagnie.

a) à acquérir le cimetière actuel appartenant à la Corporation de l'Eglise Anglicane St. George à Drummondville, Québec, et celui appartenant à la Corporation de l'Église Unie du Canada, à Drummondville, Québec.

b) à acquérir tous autres terrains ou cimetières par tous les moyens réputés légaux.

c) à passer des règlements, ordonnances et règles pour le maintien et l'entretien de tels cimetières et pour tous autres objets qui peuvent sembler nécessaires à la bonne administration et à la poursuite des fins pour lesquelles la compagnie a été formée.

d) à obtenir des fonds par la vente d'actions, celle de lots ou terrains, par la perception des cotisations des membres, et par tous autres moyens réputés légaux.

e) à recevoir des dons, legs ou donations, destinés à promouvoir l'usage, le maintien, l'amélioration et l'exploitation des cimetières.

Le Procureur des requérants,
33402-42-4-o ROGER SÉGUIN.

Crook, shipper, of the said City of Drummondville, representing the Corporation of the Baptist Church of said City of Drummondville give notice that they will present a bill at the next session at the Provincial Legislature praying the Honorable Houses to pass an act constituting the Petitioners and whose who may become members thereof a Corporation under the name of "Drummondville Protestant Cemetery Company Incorporated", and authorizing the said company:

a) To acquire the present cemetery properties belonging to the Corporation of St. George's Anglican Church at Drummondville, Quebec, and the Corporation of the United Church of Canada at Drummondville, Quebec.

b) To acquire other lands and cemeteries by any legal means of acquisition whatsoever.

c) To pass by-laws, rules and regulations for the maintenance and upkeep of the said cemetery property and other matters which may be necessary for the proper carrying out of the objects of the Corporation.

d) To raise money by the sale of shares and of lots and collection of membership dues and other lawful means.

e) To receive money by gift or bequest for the use, maintenance and management of the cemetery property.

ROGER SÉGUIN,
33402-42-4-o Attorney for petitionners.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA CITÉ DE RIVIÈRE-DU-LOUP

AVIS DE PÉTITION

Avis est donné par les présentes que les "Commissaires d'Ecoles de la Municipalité scolaire de la cité de Rivière-du-Loup", demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour ratifier un arrangement avec "La Manufacture de meubles Rivière-du-Loup Inc.", fixant à cinq cents dollars ($500.00) pendant une période de dix ans les taxes annuelles payables par cette compagnie.

Rivière-du-Loup, ce 8e jour d'octobre 1952.

Le Procureur des Commissaires d'Écoles,
de la municipalité de la cité,
de Rivière-du-Loup.
33403-42-4-o HORACE CIMON.

THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF RIVIÈRE-DU-LOUP

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the "School Commissioners of the Municipality of the City of Rivière-du-Loup", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. To ratify an agreement with "La Manufacture de meubles Rivière-du-Loup Inc.", for a commutation of taxes fixing for ten years at five hundred dollars ($500.00) the school taxes payable annually by the said company.

Rivière-du-Loup, this 8th day of October, 1952.

HORACE CIMON,
Attorney for the School Commissionners,
of the Municipality of the City,
33403-42-4-o of Rivière-du-Loup.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi aux fins suivantes:

a) Pour prolonger le pouvoir accordé par la Loi 14 George VI, chapitre 85 à la Commission des écoles catholiques de la cité des Trois-Rivières de décreter, imposer et percevoir l'impôt spécial de 1% (taxe de vente);

b) pour modifier le mode de distribution de cet mpôt;

c) pour modifier la loi électorale touchant les Commissaires d'Écoles;

d) et pour toutes autres fins;

Trois-Rivières, le 10 octobre 1952.

Le Président,
ROLAND LEROUX.
Le Secrétaire-Trésorier,
33405-42-4-o J.-U. GRÉGOIRE.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of Trois-Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, for the following purposes:

a) To prolong the power granted by the Act 14 George VI, chapter 85 to the Catholic School Commission of the City of Trois-Rivières, to enact, levy and collect a special tax of 1% (sales tax);

b) to modify the mode of distribution of said tax;

c) To amend the Election Act, respecting the School Commissioners.

d) And for other purposes.

Trois-Rivières, October 10, 1952.

ROLAND LEROUX,
President.
J. U. GRÉGOIRE,
33405-42-4 Secretary-Treasurer.

Canada, Province de Québec,
District d'Arthabaska

CITÉ DE THETFORD MINES

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de Thetford Mines demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant la charte de la dite Cité aux fins suivantes:

Pour que la qualification foncière pour être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin, soit fixée à mille deux cents dollars ($1,200.00) au lieu de six cents ($600.00) dollars.

Pour que la Cité ait juridiction sur le territoire des municipalités adjacentes, et ce, dans un rayon de cinq (5) milles afin qu'aucune nouvelle rue dans ce rayon de cinq (5) milles ne soit ouverte, ni aucune subdivision de terrains ou lots à bâtir ne soit faite, avant qu'un plan indiquant la location de cette nouvelle rue, sa largeur et sa direction, ou les dimensions des lots de cette nouvelle subdivision avec les tenants et aboutissants, ait été soumis à la Cité de Thetford Mines pour approbation et s'il n'y a pas d'entente entre les municipalités intéressées et la cité de Thetford Mines, la question sera soumise à la Régie des Services Publics, pour décision finale;

Pour amender la charte afin qu'à l'avenir les licences annuelles d'affaires des compagnies minières, opérant dans les limites de la cité de Thetford Mines, soient basées sur 1½% de la valeur des propriétés des dites compagnies tel que porté au rôle d'évaluation en vigueur lors de l'exigibilité de ces licences; et sur les lots miniers non exploités, que cette licence soit de $500.00 annuellement;

Pour que la taxe de locataire ou d'occupant soit portée à un taux n'excédant pas 12 centins par dollar sur le montant du loyer ou de la valeur annuelle de la propriété inscrite sur le rôle d'évaluation;

Pour que le Maire retire annuellement une indemnité de $1,000.00 et les échevins, chacun $500.00, et ce, à compter du premier juin 1953;

Pour que la Cité soit autorisée à affecter la somme de $200,000.00 pour fins industrielles, au lieu de $100,000.00 tel que déjà prévu dans la charte de la Cité.

Et pour d'autres fins.

Thetford Mines, 8 octobre 1952.

Le Procureur de la requérante,
33404-42-4-o LUCIEN DROLET, C.R.

AVIS

Avis est, par les présentes donné que "La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence", s'adressera à la Législature provinciale à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi relative aux titres de propriété du couvent de St-Vincent-de-Paul où ses religieuses enseignent actuellement, et pour conclure un accord à ce sujet avec les Curé et Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse de St-Vincent-de-Paul de l'Ile Jésus, et aussi avec les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Vincent-de-Paul dans le comté de Laval.

Montréal, le 30 septembre 1952.

Les Procureurs de la requérante,
MONETTE, FILION et LACHAPELLE.
33411-42-4-o

Canada, Province of Quebec,
District of Arthabaska

CITY OF THETFORD MINES

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the city of Thetford Mines will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act amending the charter of the said City, for the following purposes:

That to be qualified for the office of mayor or alderman, the value of the landed property be fixed at one thousand two hundred, ($1200) instead of six hundred ($600) dollars.

That the city have jurisdiction over the adjacent municipalities, and such within a radius of five (5) miles so that no new street within said radius of five miles (5) be opened, nor any subdivision of building lot or lots of land be made, until a plan indicating the location of such new street, its width and its direction or the dimensions of the lots of such new subdivision with the adjacent parts thereof have been submitted for approval to the City of Thetford Mines, and if there be no agreement between the interested municipalities and the city of Thetford Mines, the question be submitted to the Public Service Board for a final decision.

To amend the charter so that in future, the annual business licenses of mining companies, operating within the limits of the City of Thetford Mines be based on 1½% of the value of the properties of said companies as appearing in the valuation roll in force, when such licenses have become exigible; and the unexploited mining lots, that such license be $500, annually.

That the tenant's tax or occupation tax be carried to a rate not exceeding 12 cents per dollar on the amount of the rent or of the annual value of the property as inscribed on the valuation roll.

That the mayor receive annually an indemnity of $1,000, and the aldermen each $500, from and after June first, 1953.

That the City be authorized to affect an amount fo $200,000, for industrial purposes, instead of $100,000, as provided for in the charter of the City.

And for other purposes.

Thetford Mines, October 8, 1952.

LUCIEN DROLET, Q.C.,
33404-42-4 Attorney for the petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that "La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence", will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act respecting its title deeds to its St. Vincent-de-Paul convent where its sisters are teaching presently and to exécute an agreement in connection with said title deeds with the Rector and Churchwardens of the Fabrique of the Parish of St. Vincent-de-Paul de l'Ile Jésus and also with the school commissioners for the school municipality of St. Vincent-de-Paul in Laval county.

Montreal, September 30, 1952.

MONETTE, FILION & LACHAPELLE,
Attorneys for Petitioner.
33411-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec, corps politique incorporé en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de la Province de Québec, le 12 mars 1948, ayant son siège social dans la cité de Trois-Rivières, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins d'accomplir les buts primordiaux de La Fédération des Sociétés St. Jean-Baptiste du Québec. Par cette loi La Fédération serait divisée en société diocésaine, et les sociétés diocésaines seraient divisées en sociétés locales ou paroissiales dont chacune formerait également partie de la Fédération tout en conservant son autonomie administrative et son existence légale.

Par cette loi, la Fédération serait autorisée par l'entremise des sociétés diocésaines à exercer, au moyen de groupes de membres composant: des "cercles de philanthropie" et des "services d'entraide St-Jean-Baptiste", la distribution de secours aux membres ou à leurs représentants légaux même un fonds de secours à être perçu par dons entre vifs ou souscriptions volontaires entre les membres. La dite loi ne devant affecter en rien les recours pendants ni les droits acquis à toute société diocésaine St-Jean-Baptiste ou à toute société locale existante, ni en particulier les pouvoirs et privilèges déjà accordés par des lois spéciales à: La Société St-Jean-Baptiste de Québec, ayant son siège social dans la cité de Québec, et La Société St-Jean-Baptiste de Montréal, ayant son siège social dans la cité de Montréal.

Trois-Rivières, le 14 octobre 1952.

Le Président,
ANTOINE GRONDIN, M.D.
Le Chef du secrétariat,
JEAN PELLERIN.
C.P. 186, Trois-Rivières.
Le Procureur du Requérant,
J. A. JOLI-COEUR, C.R.
33407-42-4-o 10 du Parloir, Québec.

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that "La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec" a body politic and corporate, in virtue of Part III of the Province of Quebec Companies' Act, on March 12, 1948, and having its head office in the city of Trois-Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act, for the carrying out of the principal purposes of "La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec". By said Act, the Fédération would be divided into diocesan societies the diocesan societies would be divided into local or parochial societies, each of which would also form part of the federation, while keeping its administrative autonomy and its legal existence.

By such Act, the Federation would be authorized through the Diocesan societies, to carry on by means of groups composing its "Philanthropic circles" (Cercles de Philanthropie") and of its Mutual Aid Services "(Services d'Entraide St-Jean-Baptiste)" the distribution of assistance to members or their legal representatives out of a Help Fund, to be collected by donation inter vivos (entre vifs) or by voluntary subscription among the members. The said Act not affecting in any manner any recourse pendent, nor acquired rights of any Diocesan St-Jean-Baptiste Society, nor any existing local society, nor, especially, the powers and privileges already granted by special Acts to "La Société St-Jean-Baptiste de Québec" having its head office in the City of Quebec, and "La Société St-Jean-Baptiste de Montréal" having its head office in the City of Montreal.

Trois-Rivières, October 14, 1952.

ANTOINE GRONDIN, M.D.,
President.
JEAN PELLERIN,
Chief Secretary.
P.O. Box 186, Trois-Rivières.
J. A. JOLI-COEUR, Q.C.,
Attorney for the plaintiff,
33407-42-4 10 du Parloir Street, Quebec.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "L'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, Incorporée," s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec.

Québec, le 14 octobre 1952.

Le Procureur de la petitionnaire,
33409-42-4-o VICTOR TRÉPANIER, c.r.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Quebec Chiropractic Association, Incorporated," shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, applying for the adoption of an act to regulate the practice of chiropratic in the province of Quebec.

Quebec, October 14th, 1952.

VICTOR TREPANIER, Q.C.,
33409-42-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la corporation du séminaire de Nicolet, dans le comté de Nicolet, constituée par lettres patentes émises le 10 décembre 1821, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi aux fins de changer son nom, de modifier le nombre et le mode de nomination de ses membres ainsi que ses pouvoirs corporatifs et les règles pour leur exercice et de ratifier les acquisitions d'immeubles faites par elle.

Québec, le 14 octobre 1952.

Le Procureur de la pétitionnaire,
33410-42-4-o VICTOR TRÉPANIER, c.r.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the "Corporation of the Seminary of Nicolet", in the county of Nicolet, incorporated by letters patent issued on December 10th, 1821, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of changing its name, of modifying the number of its members and the manner of their nomination and also its corporate powers and the rules for their exercise and to ratify the acquisition of the immovables made by said Corporation.

Quebec, October 14th, 1952.

VICTOR TREPANIER, Q.C.,
33410-42-4-o Attorney for petitioner.

AVIS DE PÉTITION A LA LEGISLATURE

Avis est donné par les présentes que Dame Sybil Nemiroff, épouse séparée de biens de Bernard Plotnick, aussi connu sous le nom de Bennie Plotnick, marchand, des cité et district de Montréal, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, présentent à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session une pétition concluant à la ratification du transport des lots 150-91, 150-92, 150-93, aux plan et lvre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte des Neiges, à son épouse, en vertu de son contrat de mariage, par ledit Bernard Plotnick et créditant ce dernier de la somme y stipulée, déclarant l'insaisissabilité de partie desdits lots, avec droit de disposer du résidu.

Montréal, le 14 octobre 1952.

Les agents des pétitionnaires,
LORANGER, BEAUDETTE,
33412-42-4-o BÉLANGER & LAGANIÈRE.

NOTICE OF PETITION TO THE LEGISLATURE

Notice is hereby given that Dame Sybil Nemiroff, wife separate as to property of Bernard Plotnick, also known as Bennie Plotnick, merchant, of the City and District of Montreal, and the latter personally as well as to authorize his wife, shall present at the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, a petition asking the ratification of the transfer of lots 150-91, 150-92, 150-93, of the Official Plan and Book of Reference for the Incorporated Village of Côte des Neiges, by the said Bernard Plotnick to his wife, in virtue of his marriage contract, and crediting the latter for the sum therein stipulated, declaring unseizable part of the said lots, with right of disposal as to the residue.

Montreal, October 14, 1952.

LORANGER, BEAUDETTE,
BÉLANGER & LAGANIÈRE,
33412-42-4-o Agents for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la "Ville de Côte St-Luc", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 15-16 Georges VI, chapitre 98, sur les matières suivantes: pour obtenir le droit de signer avec la Cité de Montréal tout contrat pour le service d'eau ou d'égoût, avec pouvoir de soumettre tel service dans la municipalité à la juridiction de la Cité de Montréal ou autrement; pour accorder certains pouvoirs relativement à l'approbation des règlements d'emprunt; pouvoir de ne faire la liste électorale que durant l'année d'élection; pour règlementer la fermeture des magasins, et pour autres fins.

Montreal, ce 14 octobre 1952.

Les Procureurs de la Ville,
de Côte St-Luc,
33417-42-4-o LACROIX & VIAU.

PUBLIC NOTICE

Public notice is, hereby, given that the "Town of Côte St. Luc," will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, the Act 15-16 George VI, chapter 98, for the following purposes: to obtain the right to sign with the City of Montreal any contract for the water and sewer services, with power to submit such services in the municipality to the jurisdiction of the City of Montreal or otherwise; to grant certain powers in connection with the approval of loan by-laws; power to prepare the electoral list only during the election year; to regulate the closing of stores, and for other purposes.

Montreal, October 14, 1952.

LACROIX & VIAU,
Attorneys for the Town,
33417-42-4-o of Cote St. Luc.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville LaSalle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 2 Georges V, chapitre 73 et amendements, sur les matières suivantes: pour règlementer ou défendre l'usage de plages publiques, la location d'embarcations, les cirques, pique-niques; pouvoir de ne faire la liste électorale que durant l'année d'élection; établir les émoluments du Maire et des Échevins; règlementer la fermeture des magasins; rendre le droit de vote conforme au cens d'éligibilité; augmenter le pouvoir de taxation en vertu des articles 526, 528 de la Loi des Cités et Villes et pour autres fins.

Montréal, ce 29 septembre 1952.

Les Procureurs de la Ville LaSalle,
33418-42-4-o LACROIX & VIAU.

PUBLIC NOTICE

Public notice, is, hereby, given that the Town of LaSalle will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, the Act 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following purposes: to regulate or prohibite the use of public beaches, circus, picnics, renting of boats; power to prepare the electoral list only during the election year; to consider the indemnity of the Mayor and Aldermen; to regulate the closing of stores; to comply the voting right with the electoral qualification; to increase the power of taxation provided by articles 526, 528 of the Cities and Towns Act, and for other purposes.

Montreal, September 29, 1952.

LACROIX & VIAU,
33418-42-4-o Attorneys for the Town of LaSalle.

AVIS PUBLIC

CITÉ OF SILLERY

Prenez avis que la requérante, la Cité de Sillery, s'adressera à la Legislature de la Province de Québec, siégeant en Parlement, à Québec, à sa prochaine Session, aux fins suivantes: — la ratification de l'achat d'un souffleur à neige et d'un camion nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'artilce 4 de la loi 15 et 16 George

PUBLIC NOTICE

CITY OF SILLERY

Take notice that the petitioner, the City of Sillery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, sitting in Parliament, at Quebec, at its next session, for the following purposes: the ratification of the purchase of a snow blower and of a truck notwithstanding the provisions of paragraph 2 of section 4 of the Act

VI, chapitre 80; la légalisation de la location d'une plage et le droit de l'opérer avec tous les services accessoires; rendre les délinquants passibles du paiement des honoraires du procureur de la Cité poursuivante dans le cas de condamnation pour infraction aux règlements du Conseil ou de la loi des Cité et Ville ou de la Charte; le droit de règlementer la vitesse des véhicules-moteurs dans les limites de la Cité; légaliser les dons faits par la Cité et le droit de donner annuellement pour fins charitables, patriotiques, humanitaires et d'éducation un montant n'excédant pas $600. annuellement; le droit de définir, sans referendum, le mot profession se trouvant dans le règlement N° 267, dit de construction et de zonage; la cotisation de la Cité pour fins d'unité sanitaire proportionnellement à sa population et non au prorata de son évaluation; rendre la taxe de vente partageable et payable par le Ministre des Finances de la Province de Québec; autoriser la Cité à porter au rôle d'évaluation, pendant une période de 10 ans, avec une évaluation de $2100., l'immeuble actuellement employé comme musée et connu sous le nom de Maison des Jésuites; le droit d'emprunter, avec l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission Municipale de Québec, $95,000. pour gravelage, pavage et chaines de rues, et $25,000. pour l'acquisition de terrains destinés à être érigés en terrains de jeu;

Québec, ce 14 octobre 1952.

Le Procureur de la requérante,
33419-42-4-o PHILIPPE LANCTOT C.R.

15 and 16 George VI, chapter 80; the legalization of the location of a beach and the right to operate it with all the accessory services; in the case of condemnation for infringement to the by-laws of the Council and the regulations of the Cities and Towns Act, or of the Charter, delinquents shall be rendered liable to the payment of the fees of the attorney of the City prosecuting; the right to regulate the speed of motor-vehicles within the limits of the city; to legalize gifts made by the City and the right to give annually for charitable, patriotic, humanitary and educational purposes, an amount not exceeding $600. annually; the right to define, without referendum, the word profession as found in by-law No. 267, mentioned as building and zoning; assessment of the City for sanitation purposes in proportion to the population of the City and not prorata to its valuation; to have the sales tax shared and made payable by the Minister of Finance of the Province of Quebec; to authorize the City to enter on the Valuation roll for a period of 10 years, at a valuation of $2100., the immoveable actually used as a museum and known as "Maison des Jésuites"; the right to borrow, with the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, $95,000. for gravelling, paving and street curbs, and $25,000. for the acquisition of grounds destined to be erected as playgrounds;

Quebec, this 14th day of October, 1952.

PHILIPPE LANCTOT, Q.C.,
33419-42-4 Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "The Montreal Thistle Curling Club", corps politique dûment incorporé par la loi 34 Victoria Chapitre 63, de la Législature de la province de Québec, et ayant son seul bureau d'affaires dans la ville de Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session l'adoption d'une loi modifiant ladite loi d'incorporation aux fins d'augmenter ses pouvoirs.

Montréal, le 15 octobre 1952.

Les Procureurs de la requérante,
McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
33421-42-4-o KER & CATE.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "The Montreal Thistle Curling Club", a body politic and corporate, duly incorporated by the Act of Legislature of the Province of Quebec, 34 Victoria, Chapter 63, and having its sole office in the City of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to amend its said Act of Incorporation for the purpose of extending its powers.

Montreal, October 15, 1952.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
KER & CATE,
33421-42-4-o Attorneys for Applicant.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de modifier la Loi des opticiens d'ordonnances à l'égard: de l'énumération des cas où les opticiens d'ordonnances peuvent fournir ou ajuster des verres ophtalmiques; de l'obligation pour chacun des opticiens d'ordonnances d'avoir un bureau permanent dans la localité où il pratique; de l'autorité de la Corporation en cas de manquement aux règles de la profession; de la création d'un bureau de discipline et de la définition de sa juridiction; des réclames prohibées; des amendes dans les cas d'infraction à la loi.

Montréal, le 15 octobre 1952.

Les Procureurs de la Corporation
des opticiens d'ordonnances
de la province de Québec,
33426-42-4-o DÉSILETS et DESHAIES.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Corporation of Dispensing Opticians of the Province of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the Dispensing Opticians' Act concerning: the enumeration of the instances when the Dispensing Opticians may supply or fit ophthalmic glasses; the obligation for every Dispensing Optician to have a permanent office in the locality where he practises his profession; the powers of the Corporation in cases of infringements of the rules of the profession; the creation of a Board of Discipline and a definition of its jurisdiction; the prohibited advertising; the fines in case of infringements of the statute.

Montreal, October 15th, 1952.

DÉSILETS and DESHAIES,
Attorneys for the Corporation
of Dispensing Opticians,
33426-42-4-o of the Province of Quebec.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville d'Asbestos s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, pour les matières suivantes, savoir:

Préparation de deux rôles d'évaluation dont l'un pour les taxes foncières annuelles ou spéciales et l'autre pour toutes les autres taxes spéciales; nomination de deux bureaux d'évaluateurs; préparation de deux rôles de perception; dispositions diverses facilitant la perception des taxes spéciales, indiquant la façon de préparer le second rôle d'évaluation et le second rôle de perception et déterminant les devoirs des deux bureaux d'évaluateurs, et pour autres fins.

Asbestos, 17 octobre 1952.

Le Procureur de la Ville d'Asbestos,
33445-43-4-o LOUIS LANGLAIS.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Asbestos will apply to the next sesssion of the Legislature of the Province of Quebec, praying it to pass an act with the object of amending its charter in the following manner, namely:

Permission to prepare two valuations rolls, one for annual or special property taxes and one for all other special taxes; permission to appoint two boards of assessors; permission to prepare two collection rolls; various dispositions facilitating the collection of special taxes, showing the way to make up the second valuation roll and the second collection roll and determining the duties of the second board of assessors, and for other purposes.

Asbestos, October 17, 1952.

(signed) LOUIS LANGLAIS,
Attorney for the Town of Asbestos.
33445-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Messieurs Louis Kenneth Weiner, marchand, Moses Cohen, marchand, Joseph Cohen, marchand, Manuel Goodman, marchand, Julius Krasovitsky, marchand, et autres, tous du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi les constituant en corporation, ainsi que ceux qui pourront subséquemment devenir membres, en une congrégation religieuse sous le nom de "Congrégation Beth Moishe" avec le droit et le pouvoir d'acquérir et détenir des propriétés immobilières, lesquelles peuvent être requises à l'établissement d'une synagogue ou lieu de culte, pour une résidence servant au rabbin ou ministre officiant, pour un cimetière ou terrain d'inhumation; vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner ses propriétés ou toute partie d'icelles, et acquérir d'autres propriétés immobilières pour les remplacer; rédiger, faire, accepter et endosser pour ses propres fins des effets de commerce, billets promissoires et autres instruments négociables sous les signatures de ses officiers ou autres, tel que déterminé par son bureau de direction; garder des registres pour les actes de statut civil; nommer de temps en temps un ou des rabbins ou un ou des ministres officiants et le ou les destituer et en nommer un autre ou d'autres en sa ou leurs places, ledit ou lesdits rabbins et/ou le ministre ou les ministres officiants de la congrégation auront l'autorité et le pouvoir de garder des registres pour les actes de statut civil et agir relativement à iceux, tous autres pouvoirs civils concernant les ministres de congrégations religieuses; ce ou ces rabbins et/ou ce ou ces ministres officiants ne seront pas tenus d'obtenir un permis du Gouverneur ou de la personne dirigeant le Gouvernement, tel que décrété dans la Loi de l'anciennne Province du Bas Canada, 9-10 George IV, ch. 75, et auront néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite Loi se rapportant aux ministres ainsi licenciés; assumer l'actif et le passif de la corporation qui a été constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 février 1938, en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, sans capital-actions, sous le nom de "Congregation Beth Moishe", avec le consentement de ladite congrégation.

Montréal, 16 octobre 1952.

Les Procureurs des pétitionnaires,
33446-43-4 SPERBER, GOLD & LAPIN.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Messrs. Louis Kenneth Weiner, Merchant, Moses Cohen, Merchant, Joseph Cohen, Merchant, Manuel Goodman, Merchant, Juluis Krasovitsky, Merchant, and others, all of the District of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of an act incorporating them and such others as may hereafter become members, into a religious congregation under the name of "Congregation Beth Moishe", with the right and power to acquire and hold immoveable property which may be required for a synagogue or place of worship, for a residence for a rabbi or officiating minister, for a cemetery or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof, and acquire other immoveable property in lieu thereof; to draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory notes, and other negotiable instruments under the signatures of its officers or others as may be determined by its Board of Directors; to keep registers for acts of civil status; to appoint from time to time, a rabbi or rabbis or officiating minister or ministers, and to remove him or them and appoint another or others in his or their places, the said rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers, of the congregation, to have authority and power to keep registers for acts of civil statuts and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertainfng to ministers of religious congregations; such rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers shall not need to obtain a license from the Governor or person administering the Government as enacted in the Act of the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, Ch. 75, and shall nevertheless have all the powers conferred by the said act on ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of the corporation which was incorporated on February 7th, 1938, by Letters Patent under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, without share capital, under the name of "Congregation Beth Moishe", with the consent of the said congregation.

Montreal, October 16th, 1952.

SPERBER, GOLD & LAPIN,
33446-43-4-o Attorneys for Petitioners.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE DE QUÉBEC

Avis public est par les présentes donné que John Harold Cooney et Dame Frances Ann Mahoney, son épouse, et Dame Veronica Ann Cooney, veuve de feu John Lawrence Daley, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant l'adoption par ledit John Harold Cooney et sadite épouse de leur neveu, Peter Thomas Daley, fils de ladite Veronica Ann Cooney, et changeant le nom dudit Peter Thomas Daley à Peter Thomas Cooney, et autres fins accessoires.

Daté à Montréal, ce 15ième jour d'aoctobre 1952.

Les Procureurs des requérants,
McMICHAEL, COMMON, HOWARD
33447-43-4-o KER & CATE.

APPLICATION TO QUEBEC LEGISLATURE

Public notice is hereby given that John Harold Cooney and Dame Frances Ann Mahoney, his wife, and Dame Veronica Ann Cooney, widow of the late John Lawrence Daley, all of the City of Montreal, will apply at the next session of the Quebec Legislature for an Act authorizing the said John Harold Cooney and his said wife to adopt their nephew, Peter Thomas Daley, son of the said Veronica Ann Cooney, and to cause the name of said Peter Thomas Daley to be changed to Peter Thomas Cooney, and for other purposes.

Dated at Montreal this 15th day of October, 1952.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD
KER & CATE,
33447-43-4-o Attorneys for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Val d'Or s'adressera à la Législatue de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale modifiant sa charte aux fins suivantes et autres fins accessoires:

1. Autoriser la ville de Val d'Or à faire du pavage et à cherger aux propriétaires riverains la proportion du pavage en face de leurs propriétés;

2. Octroyer des deniers à différentes associations ou organisations;

3. Acquérir un immeuble pour fins municipales et louer en partie cet immeuble;

4. Obtenir des pouvoirs speciaux pour les agents de la paix dans les cas de contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique;

5. Réglementer le nombre des taxis et exiger des permis;

6. Réglementer les autobus et camionneurs;

7. Augmenter la taxe d'eau sur les lots vacants à un maximum de 4%;

8. Imposer une taxe ou licence sur les machines à jeux mécaniques, distributeurs mécaniques de marchandises;

9. Prélever une taxe pour l'enlèvement de la neige;

10. Prélever une taxe pour l'enlèvement des vidanges.

Val d'Or, ce 18 octobre 1952.

Le Procureur de la Ville de Val d'Or,
33450-43-4-o LUCIEN TOURIGNY, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Val d'Or will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a special law amending its Charter for the following purposes and other incidental purposes:

1. To be authorized to do some paving and to charge a proportion of the cost of such paving to the proprietors in front of whose property such paving is done;

2. To make grants or donations to different associations or organizations;

3. To acquire a building for municipal purposes and to rent part of said building;

4. To obt in special powers for the police officers in cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic or public safety;

5. To regulate the number of taxis and grant them permits;

6. To regulate the autobus companies and truckers;

7. To increase the water tax on vacant lots to a maximum of 4%;

8. To impose a license or tax on machines selling merchandise or pin ball machines of any description;

9. To impose a fee to each proprietor for the removal of snow in front of his premises;

10. To impose a fee to each proprietor for the removal of garbage from his property.

Val d'Or, October 18th, 1952.

LICIEN TOURIGNY, Q. C.,
33450-43-4-o Sollicitor for the Town of Val d'Or.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné, que la Cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la loi I George VI, chapitre 105, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1° Amender la Loi 10 George VI, chapitre 60, article 9;

2° Amender la Loi 1 George VI, chapitre 105, articles 23 et 92;

3° Légaliser et valider le rôle spécial de perception pour le territoire de la Municipalité d'Orford annexé par 14-15 George VI, chapitre 75;

4° Rectifier erreurs à la loi 15-16 George VI, chapitre 70, articles 5 et 11;

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its Charter, the Act I. George VI, Chapter 105, and the various statutes amending it, for the following matters:

1. To amend 10 George VI, chapter 60, section 9;

2. To amend I George VI, chapter 105, section 23 and 92;

3. To legalise and validate the special collection roll for the annexed territory of Orford Municipality (14-15 George VI, chapter 75);

4. To rectify errors in section 5 and 11 of Act 15-16 George VI, chapter 70;

5° Ajouter, pour la cité à l'article 473 de la Loi des Cités et Villes, après le paragraphe 9° le suivant:

9A Pour aider par tous les moyens jugés convenables, aux organisations sportives dans la municipalité;

6° Ajouter à l'article 429 de la Loi des Cités et Villes l'article 429a aux fins d'éviter l'émission d'une plainte sur paiement de $2.00 pour contravention au règlement de circulation.

Sherbrooke, ce seizième jour d'octobre, 1952.

Le Procureur de la Requérante,

33448-43-4-o ALBERT RIVARD.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 24 George V, chapitre 94 et amendements, concernant les matières suivantes: pour valider et confirmer la vente faite par la cité à la "Griffin Steel Foundries Limited" d'un certain terrain lui appartenant, pour le prix de $11,000.00 et autres considérations; pour être autorisée à emprunter par règlement, sans autre formalité que l'approbation du Ministre des affaires municipales et la Commission municipale de Québec, une somme n'excédant pas $100,000.00 pour construire une voie ferrée de raccordement du Canadian National Railways à l'usine de la compagnie; pour valider et confirmer une entente qu'elle a faite avec la "Griffin Steel Foundries Limited", concernant la fixation des taxes municipales pour une période de dix ans; pour valider et confirmer une entente entre les commissaires d'écoles pour la municipalité du Village de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe et la "Griffin Steel Fouudries Limited", concernant la fixation des taxes scolaires pour une période de dix ans; pour permettre au conseil de nommer ses vérificateurs dans le cours du mois de janvier de chaque année; pour permettre à la cité d'emprunter chaque année par règlement qui ne requiert pas d'autre formalité que l'approbation du Ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, une somme n'excédant pas $50,000.00 pour travaux permanents urgents, et pour autres fins.

Saint-Hyacinthe, ce 17 octobre 1952.

Le Procureur de la Cité,
de Saint-Hyacinthe,

33449-43-4-o GAETAN SYLVESTRE.

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que la Ville de Trois-Pistoles demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi, 6, George V, (1916) chapitre 62, aux fins suivantes:

1° Pour abroger l'article 9 de la loi 6 George V, (1916) chapitre 62;

2° Pour pouvoir, par résolution, imposer, sous forme de licence, une taxe n'excédant pas $100, à tout colporteur;

3° Pour avoir le droit d'imposer une taxe de vente n'excédant pas 2%;

4° Pour accorder des ristournes ou remises de taxes variant de 20% à 30% pendant dix ans, à toute industries nouvelle;

5° Pour pouvoir emprunter $20,000., pour dépenses urgentes ou travaux permenents urgents.

Le Procureur de la ville de Trois-Pistoles,

33467-43-4-o JEAN-PAUL BÉRUBÉ.

5. To add after paragraphe 9. article 473 of the Cities and Towns Act, paragraphe 9A:

9A. To aid by any means deemed advisable, sport organisations in the municipality of Sherbrooke;

6. To add after section 429 of the Cities and Towns Act, section 429a to avoid lodging of complaint on payment of $2.00 fine for the violation of traffic by-laws.

Sherbrooke, October sixteenth, 1952.

ALBERT RIVARD,

33448-43-4-o City Attorney.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Saint-Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 24 George V, chapter 94 and amendments, respecting the following matters, to validate and confirm the sale made by the City to the "Griffin Steel Foundries Limited", of a lot of land belonging to it, for the price of $11,000.00 and other considerations; to be authorized to borrow by by-law, without any other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs, and the Quebec Municipal Commission, a sum not exceeding $100,000.00 for the construction of a branch line, of the Canadian National Railway to reach the company's plant; to validate and confirm an agreement made by it, with the "Griffin Steel Foundries Limited", concerning the fixing of Municipal taxes for a period ot ten years; to validate and confirm an agreement between the School Commissioners for the municipality of the village of Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, and the "Griffin Steel Foundries Limited", concerning the fixing of school taxes for a period of ten years; to allow the Council to appoint its auditors in the course of the month of January of each year; to allow the City to borrow, every year, by by-law, not requiring any other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission, a sum not exceeding $50.000.00, for urgent permanent works, and for other purposes.

Saint-Hyacinthe, October 17, 1952.

GAETAN SYLVESTRE,
Attorney for the city,

33449-43-4 of Saint-Hyacinthe.

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the town of Trois-Pistoles will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, amending its charter, the Act 6 George V, (1916) chapter 62, for the following purposes:

1. To cancel section 9 of the Act 6 George V (1916), chapter 62;

2. To be empowered to levy by resolution, under form of a license, a tax, not exceeding $100, upon all pedlers;

3. To be empowered to levy a sales tax not exceeding 2%;

4. To grant to any new industry, a refund or remittance of taxes varying from 20% to 30%, for the duration of ten years;

5. To be empowered to borrow $20,000, for urgent expenses, or for urgent permanent works.

JEAN PAUL BÉRUBÉ,

33467-43-4 Attorney for the town of Trois-Pistoles

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la Corporation de la Paroisse de St-Laurent, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour les fins suivantes:

1° Pour annexer le territoire qui forme actuellement la Municipalité de la paroisse de la Présentation de la Ste-Vierge de Dorval, à certains conditions;

2° Pour créer un fonds de roulement;

3° Pour diviser, par règlement, la Municipalité en trois quartiers représentés au Conseil par deux Conseillers chacun, élus par les électeurs du quartier; augmenter le nombre de ces quartiers et en fixer les bornes;

4° Pour valider certaines résolutions adoptées en vue d'aider à l'agriculture dans la Municipalité;

5° Pour valider un don fait à les Curé et Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse St-Laurent;

6° Pour voter, par règlement, et payer à même les fonds généraux une somme n'excédant pas mille cinq cents dollars annuellement, en vue de l'établissement de Centres de Loisirs ou organisation de Terrains de Jeux et lieux d'amusements;

Et pour d'autres fins.

St-Laurent, ce 17 octobre 1952.

Le Procureur de la paroisse de St-Laurent,
33466-43-4-o HENRI S. BEAULIEU, avocat.

NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the parish of St-Laurent, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. To annex, under certain conditions, the territory actually forming the Municipality of the parish of "La Présentation de la Ste-Vierge," of Dorval;

2. To create a working fund;

3. To divide, by By-law, the Municipality into three wards, represented at the Council by two Councillers for each, elected by the electors of the ward; to increase the number of such wards and to fix the boundaries thereof;

4. To validate certain resolutions, adopted for the purpose of aid to agriculture, in the Municipality;

5. To validate a gift to the parish Priest and Churchwardens of "L'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de St-Laurent";

6. To vote for, by By-law, and to pay out of the general funds, a sum not exceeding one thousand five hundred dollars, annually, for the purpose of establishing recreational Centres, or for the organization of playgrounds and places of amusement.

And for other purposes.

St-Laurent October 17, 1952.

HENRI S. BEAULIEU, advocate,
33466-43-4 Attorney for the parish of St-Laurent.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Ville de Bedford, s'adressera à l'Assemblée législative de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi dont l'objet sera de changer le nom en celui de Ville de Bedford, de lui rendre applicables les dispositions de la Loi des Cités et Villes, chapitre 233 des S.R.Q., 1941, et amendements, sauf dispositions dérogatoire, et de lui accorder certains pouvoirs spéciaux et additionnels, nécessaires à sa bonne administration, et plus particulièrement, les pouvoirs suivants: acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles d'une valeur ne dépassant pas cent cinquante mille dollars pour fins municipales ou industrielles, emprunter à cette fin une somme égale et réemployer la même somme aux mêmes fins et conditions après paiement du prix de vente; octroyer des deniers pour aider diverses œuvres sociales, récréatives, sportives, patriotiques, scientifiques, agricoles ou littéraires, ainsi que des hôpitaux, institutions, associations, bibliothèques et musées publics, ou toutes œuvres similaires pour un montant ne dépassant pas cinq mille dollars par année; pourvoir à certains services d'enlèvement des vidanges et de la neige et imposer des taxes à ce sujet; limiter le nombre de taxis, leur imposer un permis annuel ne dépassant pas $25.00 par voiture, exiger un permis annuel des conducteurs de taxis d'au plus cinq dollars par année, révoquer les permis pour cause; déterminer des endroits de stationnement pour autobus, exiger le paiement d'amende par billet d'assignation pour infractions aux règlements de circulation et de sécurité publique; pour imposer une taxe d'eau sur les terrains vagues; pour limiter le nombre de magasins ambulants, les réglementer ou interdire, annuler les permis émis à certaines conditions; prohiber l'élevage des abeilles et l'exploitation de ruchers; obliger certains contribuables à donner avis au secrétaire-trésorier de l'arrivée et du départ des loca-

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Corporation of the town of Bedford shall apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act the object whereof will be to change its name for the name of "Town of Bedford", to make applicable to it the provisions of the Cities and Towns Act, (Revised Statute 41, Chap 233 and amendments) except derogatory provision and to grant it certain special and additional powers necessary to its proper administration and more particularly the following powers: acquire, erect and maintain one or more immoveables of a value not to exceed $150,000, for municipal or industrial purposes, borrow for such purposes an equal amount and reemploy the same amount for the same purposes and under the same conditions after payment of the sale price; grant moneys to aid various social, recreative, sporting, patriotic, scientific, agricultural or literary organizations as well as to hospitals, institutions, associations and public libraries and museums, or any other organizations of a similar nature, up to an amount not to exceed five thousands dollars per annum; provide for certain services of garbage and snow removal and levy taxes in that respect; limit the number of taxis and impose thereon an annual permit not exceeding $25.00 per taxi, exact an annual permit from taxi driver not exceeding $5.00 per annum, revoke such permits for cause; fix parking places for other buses exact the payment of a fine by means of notice of summons for infractions to trafic regulations and public safety; to impose water rates on vacant lands; to limit the number of itinerant stores, regulate or prohibit same, cancel permits issued upon certain conditions; prohibit the raising of bees and exploitation of beehives, oblige certain rate-payers to give notice to the secretary-treasurer of the arrival and departure of tenants of occupants, impose certain annual duties on mechanical apparatus

taires ou occupants; imposer certains droits annuels sur des appareils mécaniques pour distribution automatique de marchandises, sur des jeux mécaniques et des phonographes, à l'exclusion des balances publiques et des appareils de téléphones; imposer des droits annuels sur chaque pompe à gazoline, chaque table de billard ou de pool, chaque chaise de barbier ou coiffeur, chaque voiture "drive yourself," chaque camion faisant du transport, chaque allée de quilles, ne dépassant pas deux cents dollars par un même établissement; imposer plusieurs genres de commerce différents dans un même établissement pour un total ne dépassant pas deux cents dollars par année; ainsi que tous autres pouvoirs jugés nécessaires.

Donné à Farnham, le 15 octobre 1952.

Le Procureur de la pétitionnaire,
La Corporation de la Ville de Bedford,
MAURICE ARCHAMBAULT, c.r.

33465-43-4-o

for the automatic distributors of merchandise, on mechanical games and phonographs except public scales and telephones; impose annual duties on each gasoline pump, each billard or pool table, each barber or hair-dresser chair, each drive your-self automobile, each truck for transportation purposes, each bowling alley, not to exceed $200.00 for one and the same establishment; impose various kinds of commerce in a same establishment for a total not to exceed $200.00 per annum; as well as any other power deamed necessary.

Given at Farnham, October 15, 1952.

MAURICE ARCHAMBAULT, Q.C.,
Attorney for the petitioner,
The Corporation of the town of Bedford.

33465-43-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Ville de Baie Comeau, dans le comté de Saguenay, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant une résolution établissant une évaluation fixe de cinq millions de dollars pour les biens imposables possédés par la Quebec North Shore Paper Company, ses subsidiaires, successeurs ou ayants droit, pour fixer à trois pour cent de la valeur imposable les taxes que pourront être appelés à payer les contribuables de la ville pour une période de dix ans, pour amender pour la ville l'article 473 de la Loi des Cités et Villes de façon à autoriser la ville à accorder une pension à certaines, catégories d'officiers et employés présents et passés et qui ne seraient pas autrement éligibles.

Baie Comeau, 20 octobre 1952.

Le Greffier de la ville de Baie Comeau,
MAURICE CARPENTIER.

33468-43-4-o

NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Baie Comeau, in the County of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of ratifying and validating a resolution adopted by the council establishing a fixed valuation of five million dollars ($5,000,000.00) for a period of ten years, of the properties of Quebec North Shore Paper Company, its such subsidiaries and assigns, to fix at 3% of the assessable value the taxes which the ratepayers may be called upon to pay for a period of ten years, and to amend for the town article 473 of the Cities and Towns Act in order to authorize the town to grant a pension to certain categories of present and past officers and employees who might not be otherwise eligible.

Baie Comeau, October 20, 1952.

MAURICE CARPENTIER,
Clerk of the town of Baie Comeau.

33468-43-4-o

Avis est donné que l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, corporation dûment constituée par la loi 55-56 Victoria, chapitre 94, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à ladite loi aux fins suivantes: mieux définir ses buts et certains pouvoirs qu'elle a actuellement; acquérir toutes propriétés mobilières et immobilières, pourvu que le revenu annuel des immeubles appartenant à la corporation et possédées par elle pour fins de revenus n'excède pas la somme de cinq cent mille dollars; faire des emprunts sur son crédit; engager ses biens, meubles et immeubles de toutes manières, pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations, contractés spécialement par émission d'obligations ou d'autres titres ou valeurs; définir que les pouvoirs de la corporation seront exercés par son conseil composé ainsi qu'il sera statué; édicter des dispositions relatives à la dissolution de la corporation, à sa régie interne, à la représentation de ses membres par ladite corporation, aux officiers dont la signature liera celle-ci, à la modification de son nom corporatif et de son siège social, et pour toutes autres fins.

Québec, 21 octobre 1952.

Le Procureur de la requérante,
ALBERT DUMONTIER, C.R.

33469-43-4-o

Notice is hereby given that l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, à corporation duly incorporated by the Act 55-56 Victoria, chapter 94, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain amendments to said Act, as follows: define more clearly its aims and certain powers which it now possesses; acquire any moveable and immoveable properties, provided that the annual revenue of the immoveables belonging to the corporation and owned by it for purposes of revenue does not exceed five hundred thousand dollars; borrow money upon its credit, encumber its moveable or immoveable properties in any way whatsoever to secure the payment of its loans or the discharge of its obligations, specially by issuing bonds or other title-deeds or securities; declare that the powers of the corporation shall be exercised by its council, composed in the manner which shall be defined; enact dispositions relating to the dissolution of the corporation, to its internal administration, to the representation by said corporation of its members, to the officers whose signature shall bind the corporation, to the altering of its corporate name or of the location of its corporate seat, and for any other purposes.

Quebec, October 21st, 1952.

ALBERT DUMONTIER, Q.C.,
Attorney for Petitioner.

33469-43-4-o

BILL

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la Municipalité de Hauterive, dans le comté de Saguenay, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant une résolution adoptée par lesdits commissaires, ainsi qu'un contrat intervenu avec Manicouagan Power Company, fixant l'évaluation des biens de ladite compagnie dans les limites de la Municipalité Scolaire de Hauterive, pour une période de dix ans à un million de dollars.

Hauterive, le 20 octobre 1952.

Le Secrétaire,
33470-43-4-o MAURICE EMOND.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que les "Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval)", s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: imposer et prélever dans la municipalité de Dorval une taxe spéciale dite "taxe d'éducation" n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconques; annexer le territoire de la Commission Scolaire de Saint-Théophile de la Côte-de-Liesse, et pour toutes autres fins.

Montréal, le 12 octobre 1952.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
33472-43-4-o LACROIX & VIAU.

AVIS LÉGAL

Avis est par les présentes donné que les "Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains", corporation constituée par la Loi 56 Victoria Ch. 88, tel que modifiée par la Loi 62 Victoria, Ch. 97, tel que modifiée par la Loi I Edouard VIII, Ch. 19, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour la modification de sa charte de façon à mieux définir ses droits et vu son développement et ses besoins, lui accorder de plus amples pouvoirs nécessaires à ses fins, et spécialement constituer un conseil général.

Montréal, le 21 octobre 1952.

Le Procureur des requérants,
33477-43-4-o LUCIEN ROUX.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la ville d'Acton Vale s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir:

a) La modification de l'article 1 de la loi II George VI, chapitre 100, loi concernant la ville d'Acton Vale, pour que la ville d'Acton Vale soit déclarée propriétaire de certains lots situés dans les limites de la dite ville:

b) La modification de l'article I de la loi II George VI, chapitre 100, aux fins de valider certains contrats de vente de lots effectuées par ladite ville d'Acton Vale.

Saint-Hyacinthe, le 20 octobre 1952.

Le Procureur de la ville d'Acton Vale,
JACQUES BOUSQUET, avocat,
515, rue St-Denis,
33478-43-4-o Saint-Hyacinthe P.Q.

BILL

Public notice is hereby given that the School Commissioners of the Municipality of Hauterive, in the County of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the purpose of ratifying and validating a resolution of the said Commissioners as well as an agreement with Manicouagan Power Company, establishing a fixed valuation of the properties of the said Manicouagan Power Company situated in the Municipality for a period of ten years, at one million dollars.

Hauterive, October 20th, 1952.

MAURICE EMOND,
33470-43-4-o Secretary.

PUBLIC NOTICE

Public notice is, hereby, given that the "School Commissioners for the Municipality of Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval)", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of a law for the following purposes: to impose and levy in the Municipality of Dorval a special tax called "education tax" not exceeding one par cent (1%) of purchase price of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever; to annex the territory of the School Commission of Saint-Théophile de la Côte-de-Liesse, and for all other purposes.

Montreal, October 21, 1952.

LACROIX & VIAU,
33472-43-4-o Attorneys for Petitioners.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that "Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains", a corporation constitued in virtue of Law 56 Victoria, Ch. 88, as amended by Law 62 Victoria, Ch. 97, as amended by Law I Edward VIII, Ch. 19, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the amendment of its charter for the purpose of defining its rights more clearly and in view of its expansion and needs, to grant to it fuller powers necessary for its purposes and especially to constitute a general council.

Montreal, October 21, 1952.

LUCIEN ROUX,
33477-43-4-o Attorney for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Acton Vale, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain:

a) The amendment of section I of the Act II, George VI, chapter 100, an Act concerning the Town of Acton Vale, so that the Town of Acton Vale be declared the owner of certain lots situate within the limits of the said Town;

b) The amendment of section I of the Act II George VI, chapter 100, for the prupose of validating certain contracts, respecting the sale of lots, effectuated by the said Town of Acton Vale.

Saint-Hyacinthe, October 20, 1952.

JACQUES BOUSQUET, advocate,
Attorney for the Town of Acton Vale,
515 St. Denis Street,
33478-43-4 Saint-Hyacinthe, P.Q.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: terme de trois ans pour le Maire et les Echevins; formation d'une commission d'urbanisme; formation d'une commission pour administrer le Musée; règlementer la location des embarcations de tous genres; confection d'un rôle spécial pour les nouvelles constructions; ratification de certaines vents et échanges de ruelles; pour amender la Loi 5 George VI, chapitre 73, article 6 (Charte de la Cité de Montréal), afin que la Cité de Lachine soit incluse; pour annexer une partie du territoire de la paroisse de la Présentation de la Sainte-Vierge; et pour autres fins.

Montréal, le 20 octobre 1952.

Les Procureurs de la Cité de Lachine,

33471-43-4-o LACROIX & VIAU.

PUBLIC NOTICE

Public notice is, hereby, given that the City of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act. 9 Edward VII, chapter 86, and amendments, for the following purposes: three years term for Mayor and Aldermen; formation of a town planning commission; formation of a commission to govern the Museum; to regulate the rental of boats of all kinds; preparation of a special roll for the new buildings; ratification of certain sales and exchanges of lanes; to amend the Act 5 Georges VI, chapter 73, article 6 (Charter of the City of Montreal), in order that the City of Lachine be included; to annex a portion of the territory of the Municipality of the Parish of La Présentation de la Sainte-Vierge; and for other purposes.

Montreal, October 20, 1952.

LACROIX & VIAU,
Attorneys for the City of Lachine.

33471-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Omer Barbeau de Valleyfield, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour la prier d'adopter une loi concernant l'interprétation à donner au testament de feu Alexandre H. Barbeau, de Saint-Constant, afin d'éliminer tout doute qui pourrait être soulevé quant à l'existence d'une substitution créée par ce testament et décréter que telle substitution n'a jamais existé.

Donné en la Ville de Valleyfield, Comté de Beauharnois, Province de Québec, ce 21ième jour d'octobre 1952.

L'Avocat d'Omer Barbeau,

33486-43-4-o BERNARD LEFEBVRE.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by these presents that Omer Barbeau of Valleyfield, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session requesting it to adopt a law regarding the interpretation of a will of the late Alexandre H. Barbeau of St. Constant, for the purpose of eliminating any doubt whatsoever which may be raised as regards the existence of a substitution created by this will and to decree that a substitution had never existed.

Given at the Town of Valleyfield, County of Beauharnois, Province of Quebec, this 21st day of October, 1952.

BERNARD LEFEBVRE,
Attorney for petitioner, Omer Barbeau.

33486-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que les "Commissaires d'écoles pour la Municipalité scolaire de Pointe-Claire Ville", s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans la Ville de Pointe-Claire une taxe spéciale dite "taxe d'éducation" n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toutes propriétés mobilières, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconques et pour toutes autres fin.

Montréal, 20 octobre, 1952.

Les Procureurs des Pétitionnaires.

CHARBONNEAU, CHARBONNEAU,

33475-43-4-o & CHARLEBOIS.

PUBLIC NOTICE

Public notice is, hereby, given that the School Commissioners for the "Municipality of Pointe-Claire Ville", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of a law permitting to the said School Commissioners to impose and levy in the Town of Pointe-Claire a special tax called "Education Tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale of purchase price, of any moveables, any moveable effects, any merchandises and any article of trade whatsoever, and for other purposes.

Montreal, October 20th, 1952.

CHARBONNEAU, CHARBONNEAU,
& CHARLEBOIS,

33475-43-4-o Attorneys for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que dame Katleen Mary Paquette, née Mary Sarah Leclerc, épouse de John Lyndol Waterman s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de légaliser, à compter de 1896, son adoption faite par feu John F. Paquette et son épouse Mary Ellen Gauthier Gilmore.

Le Procureur pour la pétionnaire,

33538-44-4-o ALBERT H. FREGEAU,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that dame Katleen Mary Paquette, nee Mary Sarah Leclerc, wife of John Lyndol Waterman, will apply to the Legislature at its next session praying for the adoption of an act to legalise as from 1896 her adoption by the late John F. Paquette and his wife Mary Ellen Gauthier Gilmore.

ALBERT H. FREGEAU,

33238-44-4-o Attorney for the petioner.

AVIS LÉGAL

Avis est par les présentes donné qu'une pétition introductive d'un Bill Privé a été faite par Albert Lapointe, Louis Carrier et Idonia Bélanger et sera présentée à l'Assemblée Législative et au Conseil Législatif de la Province de Québec pour obtenir qu'une loi soit adoptée pour retrancher et annuler à toutes fins que de droit dans la clause 3 du testament olographe fins que de droit dans la clause 3 du testament olographe de Dame Eva Bélanger en date du 12 avril 1947, vérifié et homologué le 23 mars 1949, la clause qui se lit comme suit: "Je veux que cette maison demeure dans la famille de mon mari". Ladite clause affecte un immeuble portant le numéro 7 des subdivisions du lot originaire numéro 2370 du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur avec une maison dessus construite. Ledit immeuble par ledit testament était légué à Albert Lapointe, pétitionnaire, domicilié à Petite Rivière.

Québec, 21 octobre 1952.

L'Avocat,
33473-43-4-o GASTON ESNOUF, C.R

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that a petition to present a private bill was made by Albert Lapointe, Louis Carrier and Idonia Lapointe of Petite Rivière to be presented to the Legislative Assembly and the Legislative Council of the Province of Quebec in order to obtain that a law be passed to cancel and annul in clause 3 of the olograph will of Mrs Eva Bélanger dated April 12th, 1947, which was probated and homologated on the 23rd of March 1949, the clause which reads as follows: "Je veux que cette maison demeure dans la famille de mon mari". Said clause affects the property bearing number 7 of the subdivisions of original lot number 2370 of the official cadastre for the parish of St. Sauveur of Quebec with the buildings thereon and all appartenances. Said property by the will was legated to Albert Lapointe, one of the Petitioners, domiciled at Petite Rivière.

Quebec, October 21st, 1952.

GASTON ESNOUF, Q.C.,
33473-43-4-o Barrister.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la ville de Richmond s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant, pour la ville de Richmond, la Loi des cités et villes et la Loi 46 Victoria, chapitre 21, concernant l'Instruction Publique dans la ville de Richmond, sur les matières suivantes:

Pouvoir de créer un fonds industriel et municipal et d'emprunter une somme n'excédant pas $150,000.00 pour acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles; droit d'instituer une commission de l'industrie; pouvoirs additionnels concernant la construction d'égoûts et autres conduites privées; droit de percevoir des amendes par billet d'assignation; pouvoir de limiter la vitesse des véhicules automobiles dans la municipalité; pouvoir de répartir par moitiés entre la ville et les intéressés, le coût du pavage des rues et de la construction des trottoirs; droit d'exiger des locataires ou occupants un avis de déplacement; pouvoir de taxer les maisons de chambres; pouvoirs additionnels concernant la taxation des commerces; abrogation de plusieurs dispositions spéciales concernant l'Instruction Publique à Richmond.

Richmond, ce 20 octobre 1952.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
33476-43-4-o REDMOND HAYES, C.R

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Richmond will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending, for the Town of Richmond, the Cities and Towns Act and the act 46 Victoria, chapter 21, respecting Public Instruction in the Town of Richmond, on the following subjects:

Power to constitute an industrial and municipal fund and to borrow a sum not exceeding $150,000.00 to acquire, construct and maintain one or more immoveables to serve wholly or in part for municipal or industrial purposes; power to establish an industrial commission; additional powers respecting the construction of sewers and other private conduits; power to collect fines following a notice of summons; power to regulate the speed of motor vehicles in the Municipality; power to apportion the costs of paving streets and constructing side-walks, one half upon the Town and one half upon the interested property owners; power to demand a notice of leave from tenants or occupants; power to tax rooming houses; additional powers respecting the taxing of trades; the repeal of several special provisions respecting Public Instruction in Richmond.

Richmond, this 20th October, 1952.

REDMOND HAYES, Q.C.,
33476-43-4-o Attorney for petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la ville de Bromptonville s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi lui accordant le pouvoir de municipaliser, en tout ou en partie, les systèmes d'éclairage, d'énergie électrique et hydraulique dans les limites de son territoire; et à cette fin, de lui accorder le droit d'acquérir, de gré à gré ou par voie d'expropriation, en totalité ou en partie, le ou lesdits systèmes existant déjà dans les limites de son territoire.

Bromptonville, ce 20 octobre 1952.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
33488-43-4-o DESMARAIS & BARNARD.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Bromptonville will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act granting it the power to municipalize, wholly or in part, the lighting, electric power and waterpower systems within the limits of its territory and, for this purpose, to obtain the right to acquire, by agreement or by way of expropriation, wholly or in part, any or all said systems presently existing within the limits of its territory.

Bromptonville, this 20th October, 1952.

DESMARAIS & BARNARD,
33488-43-4-o Attorneys for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Cité de Montréal

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir, sur les matières suivantes, certaines modifications à sa charte, le Statut 62 Victoria ch. 58, de même qu'aux différents statuts, généraux ou particuliers, qui la modifient ou la concernent:

Annexion d'un lisière du territoire de la Ville de Côte Saint-Luc; règlementation de la vitesse des véhicules-automobiles; règlementation de la construction; règlementation et restrictions concernant la destination et l'usage des terrains et des constructions; règlementation et restrictions concernant l'usage des logements et des appartements et la location des chambres; fermeture de rues; exploitation de restaurants, salles à manger, et autre commodités dans les parcs et édifices municipaux; autorisation rétroactive d'imposer, sous forme de permis, la taxe spéciale déjà permise sur les autobus; rôle de perception, fixation de la valeur locative et nouvelle base d'imposition de la taxe d'eau, de la taxe d'affaires et des taxes personnelles; exigibilité des taxes foncières, sur les immeubles expropriés par la Cité; augmentation de la contribution des locataires du réseau de canalisation électrique au fonds de retraite de la commission des services électriques; ratification d'actes, conventions, règlements, résolutions, rôles et plans; pouvoirs du conseil et du comité exécutif; remplacement d'un conseiller représentant un corps public quand il cesse d'en faire partie; pensions; constitution et pouvoirs de la Cour du Recorder, des recorders et des avocats, greffiers et officiers de cette Cour; budget et finances; taxes et exemptions de taxes; rôles d'évaluation, de contributions foncières et de perception; ligne homologuées; expropriations, de contributions foncières et de perception; lignes homologuées; expropriations; égoûts; pavages; trottoirs; améliorations locales; aqueduc; sur toutes autres matières jugées utiles ou pertinentes.

Montréal, le 21 octobre 1952.

Le Greffier de la Cité,
J. ALPHONSE MONGEAU.

Bureau du greffier,
Hôtel de ville. 33484-43-4-o

PUBLIC NOTICE

City of Montreal

Notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature, at its forthcoming session, to obtain, on the following matters, certain amendments to its Charter, the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the different acts, general or special, which amend or concern it:

Annexation of a strip of the territory of the Town of St. Luc; regulation of the speed of motor vehicles; regulation of construction; regulation and restrictions concerning the purpose and the use of land and construction; regulation and restrictions concerning the use of dwelling and apartments and the rental of rooms; closing of streets; operation of restaurants, dining rooms and other services in municipal parks and buildings; retroactive authorization to levy, under the form of permits, the special tax already allowed on autobuses; tax rolls, establishment of the rental value and a revised basis of taxation for water, business and personal taxes; exigibility of real estate taxes on immovables espropriated by the City; increase in the contribution of lessees of the underground electric conduit system to the superannuation fund of the Electric Commission; approval of deeds, agreements, by-laws, resolutions, rools and plans; powers of the Council and of the Executive Committee; replacement of Councillor representing a public body when he ceases to be a member thereof; pensions; constitution and powers of the Recorder's Court, of the recorders and of the attorneys, clerks and officers of this Court; budget and finances; taxes and tax exemptions; permits; assessment, real estate and tax rolls; homologated lines; expropriations; sewers; pavings; sidewalks; local improvements aqueduct; on all other matters deemed useful or pertinent.

Montreal, 21st October, 1952.

J. ALPHONSE MONGEAU,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall. 33484-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Shawinigan Falls s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de l'autoriser à établir un pont de péage entre l'île Melville et la rive de la rivière Saint-Maurice, dans les limites de la municipalité de Shawinigan Falls.

Shawinigan Falls, le 20 octobre 1952.

Les Procureurs de la Cité de
Shawinigan Falls,
33485-43-4-o DÉSILETS et DESHAIES.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the City to establish a toll bridge between Melville Island and the shore of St. Maurice River, within the limits of the Municipality of Shawinigan Falls.

Shawinigan Falls, October 20th, 1952.

DÉSILETS and DESHAIES,
Attorneys for City of
33485-43-4-o Shawinigan Falls.

Canada, Province de Québec

Avis public, est, par les présentes donné que la corporation du village de Pointe au Pic, une corporation municipale légalement constituée par la Loi 40 Victoria, chapitre 46, amendé par 1 Edouard VII, chapitre 53 et 5 Edouard VII, chapitre 51, s'adressera à la Législature de Québec à sa Session commençant le 12 novembre

Canada, Province of Quebec

Public notice, is hereby, given that the Corporation of the Village of Pointe-au-Pic, a municipal corporation duly constituted by the Special Act 40 Victoria, Chapter 46, as amended by 1 Edward VII, Chapter 53 and by 5 Edward VII, Chapter 51, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its Session beginning on

1952, aux fins d'obtenir l'adoption et la sanction d'une loi modifiant sa charte aux fins:

1° de lui accorder de plus amples pouvoirs en matière d'imposition de licences aux charretiers ou rouliers publics, propriétaires et conducteurs de voitures de louage publiques ou de chevaux gardés pour location;

2° de l'autoriser à imposer et prélever annuellement certaines taxes d'affaires;

3° de décreter que le sens d'éligibilité d'un membre du conseil devra exister depuis au moins douze mois précédant la date de la mise en nomination;

4° d'autoriser la corporation à prendre possession du système d'aqueduc appartenant à la Compagnie d'Aqueduc de Pointe au Pic et comprenant les ruisseaux et sources d'approvisionnement, réservoirs, tuyaux d'adduction ou de distribution, appareils de chloration, bornes-fontaines, terrains, droits, servitudes et autres accessoires situés tant dans les limites de la municipalité qu'en dehors de ses limites et alimentant les contribuables de la municipalité de même que les usagers de la paroisse de Saint-Etinnne de la Malbaie qui est adjacente et contigue, tout en prévoyant la procédure de fixation d'indemnité à défaut d'entente;

5° de préciser le pouvoir de la corporation municipale de vendre de l'eau en dehors de ses limites, et pour autres fins.

La Malbaie, le 22 octobre 1952.

La Corporation du Village,
de la Pointe au Pic.
Par le Procureur de la pétitionnaire,
33489-43-4-o PIERRE GOBEIL.

November 12, 1952 for the purpose of obtaining the adoption of a special act amending its charter for the following purposes:

1. to grant it wider powers in matters of imposition of commercial licenses to carters and public carriers, owners and drivers of vehicles for rental to the public or horses kept for the same purposes;

2. to authorize it to impose and collect annually certain business taxes;

3. to edict that the qualifications for the position of member of the council shall be required to exist at least twelve months before the date of the nomination of candidates;

4. To authorize the corporation to take over the waterworks system belonging to La Compagnie d'Aqueduc de Pointe-au-Pic, including brooks, rivers and other sources of supply, reservoirs, adduction and distribution pipes, chlorating apparatus, hydrants and all the lands, real rights and other rights, servitudes and other accessories situated within the limits of the municipality and outside of such limits, presently supplying water to the tax-payers of the municipality as well as to certain inhabitants of the Parish of Saint-Etienne de La Malbaie which is next to it and also to provide for a procedure to permit the establishment of the indemnity payable to the owners thereof, should the parties fail to come to an agreement;

5. to define with more precision the right of the corporation to sell water outside of its limits and for other purposes.

La Malbaie, October 22, 1952.

The Corporation of the Village,
of Pointe-au-Pic.
PIERRE GOBEIL,
33489-43-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Joseph d'Alma et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Naudville, dans le district électoral de Lac Saint-Jean, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de prolonger les dispositions de la loi 14 George VI, chapitre 137 (Loi concernant les commissions scolaires de ville de Saint-Joseph d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Ile Maligne) pour une période de cinq années, à compter de 1953 inclusivement, et de porter le taux de la taxe scolaire spéciale, dont l'imposition a été autorisée par l'article 2 de la loi ci-dessus, de un demi de un pour cent qu'il était à un pour cent, et pour porter l'âge scolaire de 6 à 14 ans qu'il était à 6 à 16 ans, et autres fins.

Québec, le 23 octobre 1952.

Les Procureurs des pétitionnaires,
VICTORIEN TREMBLAY, C.R.,
VICTOR TRÉPANIER, C.R.
33501-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of the town of Saint-Joseph d'Alma and the school commissioners for the municipality of the village of Naudville, in the electoral district of Lake Saint-John, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session praying for the adoption of an Act to extend the provisions of the Act 14, George VI, chapter 137, (an Act respecting the School Boards of the town of Saint-Joseph d'Alma, of Naudville, of Riverbend and of Ile Maligne) during a period of 5 years as from the year 1953 inclusive, and to increase the special school tax the levying of which was authorized by section 2 of the above Act from one half of one per cent to one per cent, and to increase the ages of school attendance from 6 to 14 as it was to 6 to 16 years, and other purposes.

Quebec, October 23rd, 1952.

VICTORIEN TREMBLAY, Q.C.,
VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
Attorneys for petitioners.
33501-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Saint-Joseph d'Alma s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi l'autorisant à s'annexer la ville de Riverbend.

Québec, le 23 octobre 1952.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
VICTORIEN TREMBLAY, C.R.,
VICTOR TRÉPANIER, C.R.
33502-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the town of Saint-Joseph d'Alma will apply to the Legislature at its next session praying for the adoption of an act authorizing the said town to annex to its territory the town of Riverbend.

Quebec, October 23rd, 1952.

VICTORIEN TREMBLAY, Q.C.,
VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
Attorneys for petitioner.
33502-43-4-o

Canada, Province de Québec

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Ste-Foy", une corporation municipale constituée par la Loi 13 George VI, chapitre 101, s'adressera à la Législature de Québec à sa Session commençant le 12 novembre 1952 aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi modifiant sa charte aux fins:

1° d'autoriser le conseil de ville à adopter sans referendum un nouveau règlement de construction et de zonage en remplacement du règlement actuel numéro 113 devenu insuffisant et désuet par suite de l'orientation nouvelle donnée au développement du territoire municipal,

2° de valider à toutes fins que de droit trois contrats intervenus entre le conseil de ville d'une part et le gouvernement fédéral d'autre part relativement aux contributions qui doivent être versées au conseil municipal en retour de la fourniture de certains services municipaux requis par la construction de maisons d'habitation et autres édifices;

3° d'autoriser le conseil de ville à renouveler, avec ou sans modification, les trois contrats dont la validation est demandée, et ce, à l'époque de leur expiration;

4° d'autoriser le conseil de ville à effectuer avec le gouvernement fédéral ou l'une de ses corporations toute convention jugée appropriée au développement du territoire municipal, sujet à certaines approbations;

5° d'autoriser le conseil de ville à retarder au 15 décembre le dépôt de la liste électorale confectionnée annuellement;

6° d'autoriser le conseil de ville à imposer par règlement une taxe spéciale d'aqueduc sur les lots vacants en front desquels tel service municipal est établi;

7° de légaliser les travaux exécutés à même le surplus resté disponible sur le produit d'un emprunt effectué pour l'exécution de travaux publics qui ont été complétés en bas du coût estimatif prévu et valider en même temps l'emploi de ce surplus resté disponible sur le dit emprunt de $880,000.00 effectué sous l'autorité du règlement numéro V-5;

8° d'autoriser la ville à emprunter, par émission d'obligations, sans referendum et sujet à certaines approbations, une somme de $105,000.00 dont le produit servira à l'acquittement du coût de travaux publics, permanents et urgents qui ont été exécutés sans appropriation particulière et sans capitalisation ou consolidation;

9° d'autoriser la ville à emprunter, par émission d'obligations, sans referendum et sujet à certaines approbations préalables, une somme n'excédant pas $100,000.00 dont le produit servira à payer le coût de construction d'extensions d'aqueduc et d'égoût, mais en autant seulement que le revenu des dites extensions sera égal à au moins 8% du coût des dits travaux;

10° d'autoriser la ville à emprunter annuellement, par émission d'obligations, sans referendum et sujet à certaines approbations préalables, une somme n'excédant pas $50,000.00 pour défrayer le coût de travaux publics et permanents de voirie;

11° et pour autres fins.

Quebec, le 22 octobre 1952.

LA VILLE DE STE-FOY,
Par le Secrétaire-trésorier
de la pétitionnaire,
JOSEPH MORIN.

33493-43-4-o

Canada, Province of Quebec

Public notice is hereby given that the "Town of Ste-Foy", a municipal corporation incorporated by Act 13, George VI, chapter 101, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session starting November 12, 1952, for the purpose of obtaining the adoption of an Act modifying its charter, to wit:

1. to authorize the Town Council to adopt, without referendum, a new building and zoning by-law to replace the present by-law number 113, now insufficient and obsolete, following the new trend in the development of the municipal territory;

2. to validate for all purposes thereof three contracts entered into between the Town Council on the one part and the Federal Government on the other part, relative to contributions which are to be paid to the municipal council in return for supplying certain municipal services required for the construction of dwelling houses and other buildings;

3. to authorize the Town Council to renew with or without modification, the three contracts for which validation is requested, and this, at the time of their expiration;

4. to authorize the Town Council to effect with the Federal Government or one of its corporations, any arrangement deemed appropriate to the development of the municipal territory, subject to certain approvals;

5. to authorize the Town Council to delay until December 15 the deposit of the electoral list prepared annually;

6. to authorize the Town Council to impose by by-law a special water tax on vacant lots in front of which such a municipal service is established;

7. to legalize the work done with the surplus which was available from the proceeds of a loan made for the execution of public works which were completed below the expected estimated cost and to validate, at the same time, the use of this available surplus of the said loan of $880,000.00 made under the authority of by-law number V-5;

8. to authorize the Town to borrow, by bond issue, without referendum and subject to certain approvals, a sum of $105,000.00 the proceeds of which will serve to defray the cost of public works, permanent and urgent, which were made without special appropriation and without capitalization or consolidation;

9. to authorize the Town to borrow, by bond issue, without referendum and subject to certain previous approvals, a sum not to exceed $100,000.00 the proceeds of which will serve to pay the cost of building extensions to the waterworks and sewers, but only insofar as the revenue of the said extensions will be equal to at least 8% of the cost of the said work,;

10. to authorize the Town to borrow annually, by bond issue, without referendum and subject to certain previous approvals, a sum not to exceed $50,000.00, to defray the cost of public and permanent road work;

11. and for other purposes.

Quebec, October 22, 1952.

The TOWN OF STE-FOY,
Per: JOSEPH MORIN,
Secretary-Treasurer
for Petitioner.

33493-43-4

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la "Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec," aussi connue sous le nom de "Coopérative Fédérée de Québec" présentera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, une pétition concluant à l'adoption d'une loi pour amender sa charte, étant la loi 13 George V, chapitre 109, (1922), telle qu'amendée, de la manière suivante: porter son capital autorisé de deux millions de dollars à huit millions; permettre la création de deux ou plusieurs catégories d'actions ordinaires, et d'être autorisée à payer un intérêt sur l'une ou l'autre ou chacune de ces catégories d'actions; d'enlever la disposition l'obligeant à payer un minimum de cinq pour cent (5%) et un maximum de sept pour cent (7%) d'intérêt sur ses actions privilégiées; stipuler que les actions privilégiées auront, quant au principal, priorité sur les actions ordinaires et permettre au bureau de direction de déterminer les autres privilèges, droits ou limitations des dites actions privilégiées; modifier le droit de vote de ses associations-membres de façon à ce qu'il soit basé sur le nombre de sociétaires de chacune d'elles et, dans un certaine proportion, sur le chiffre d'affaires traitées par les associations-membres avec la Coopérative Fédérée; modifier la date de clôture de son exercice financier ainsi que les délais prévus pour la tenue de son assemblée générale annuelle; clarifier les pouvoirs respectifs du bureau de direction et de l'assemblée générale concernant la répartition et le paiement des bénéfices; donner à la société le pouvoir d'adop dopter un règlement permettant au bureau de direction d'attribuer des actions en paiement de ristournes et à compter de telle attribution, chaque association-membre sera sensée avoir souscrit ces actions et sera obligée de les payer au moyen des ristournes qui lui sont ainsi créditées; et pour toute autre fin.

Québec, ce 18 octobre 1952.

Le Procureur de la pétitionnaire,

33490-43-4-o FRANÇOIS JOBIN.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the "Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec" also known under the name of "Quebec Federated Co-operative", will present to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, a petition conducive to the adoption of an Act to amend its charter, being Act 13, George V, chapter 109 (1922), as amended, in the following manner, namely: to increase its authorized capital from two million dollars to eight million dollars; to allow the creation of two or several classes of common shares and to be authorized to pay interest on one or the other or each of these classes of shares; to remove the provision which obliges it to pay a minimum of five per cent (5%) and a maximum of seven per cent (7%) interest on its preferred shares; to stipulate that the preferred shares shall have, as to principal, priority over the common shares and to allow the Board of Directors to determine the other privileges, rights or limitations of the said prefered shares; to modify the right to vote of its member-associations so that it be based upon the number of associates of each one of them and, in a certain proportion, upon the business turnover negotiated by the member-associations with the Quebec Federated Co-operative; to modify the closing date of its fiscal year as well as the delays provided for the holding of the annual general meeting; to clarify the respective powers of the Board of Directors sand those of the general meeting regarding the allotment and payment of profits; to give the Society the power to adopt a by-law permitting the board of directors to allot shares in payment of patronage dividends and upon such allotment each member-association shall be deemed to have made application for the said shares and shall be under an obligation to pay therefor by the application of said patronage dividends; and for any other purpose.

Quebec, October 18, 1952.

FRANÇOIS JOBIN,

33490-43-4 Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville Montréal-Nord s'adressera à la Législature de la Province, à sa prochaine session, en vue de faire adopter une loi amendant sa charte, la Loi 5 George V, chapitre 108 et amendements, pour raftifier une correction effectuée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault auRécollet, et concernant le lot numéro 67 situé dans la Ville Montréal-Nord; pour autoriser la ville à aliéner certains terrains qui lui avaient été cédés gratuitement pour servir de rues et ruelles; pour accroitre et modifier les pouvoirs de la ville de règlementer la construction; pour amender les articles 28a et 28b de sa charte, relativement aux travaux d'améliorations locales de la Ville; pour augmenter l'indemnité annuelle du Maire et des échevins; et pour d'autres matières.

Ville Montréal-Nord, ce 22ième jour d'octobre, 1952.

Le Procureur de la Ville Montréal-Nord,

GASTON POULIOT,

33491-43-4-o 265 ouest, rue Craig, Montréal.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Montreal-North will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, Act 5, George V, chapter 108 and amendments, to ratify a correction made to the official plan and book of reference for the Parish of Sault au Recollet, concerning lot 67 situated in the Town; to authorize the Town to alienate certain parcels of land previously transferred to the Town to be used as streets and lanes; to increase and modify the Town's power to make building by-laws; to increase the annual indemnity of the Mayor and aldermen; to amend sections 28a) and 28b) of its charter concerning municipal works of local improvements, and for other purposes.

Town of Montreal-North, October 22nd, 1952.

GASTON POULIOT,

Attorney for the Town of Montreal-North,

33491-43-4-o 265 Craig Street West, Montreal.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville St-Michel s'adressera à la Législature de la Province, à sa prochaine session, en vue de faire adopter une loi amendant sa charte, la Loi 4

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of St-Michel will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, Act 5,

George V, chapitre 109 et amendements, pour autoriser la ville à aliéner certains terrains qui lui avaient été cédés gratuitement pour servir de rues et ruelles; pour augmenter l'indemnité annuelle des échevins; pour amender les articles 37a et 37b de sa charte relatifs aux travaux d'amélioration locales de la ville; pour changer le nom de Ville St-Michel en celui de Cité de St-Michel: et pour d'autres matières.

Ville St-Michel, ce 22ième jour d'octobre, 1952.

Le Procureur de la Ville St-Michel,
GASTON POULIOT,
33492-43-4-o 265 ouest, rue Craig, Montréal.

George V, chapter 109 and amendments, to authorize the Town to alienate certain parcels of land previously transferred to the Town, to be used as streets and lanes; to increase the annual indemnity of the aldermen; to amend sections 37a) and 37b) of its charter concerning municipal works of local improvements; to change the name of the Town of St-Michel into City of St-Michel; and for other purposes.

Town of St-Michel, the 22nd of October, 1952.

GASTON POULIOT,
Attorney for the Town of St-Michel,
33492-43-4-o 265 Craig Street West, Montreal.

AVIS

Avis est par les présentes donné, que la Ville d'East-Angus s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la loi 2 George V, chapitre 72 et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes: permettre de fixer l'évaluation de Thomas Bonar & Co. (Canada) Limited à $38,000.00; autoriser le conseil à passer un règlement sujet à referendum accordant une rémunération annuelle ne devant pas excéder $1,000.00 pour le maire et $500.00 pour chaque échevin; dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation ou à la sécurité publique, permettre l'émission d'un billet constatant l'infraction et autoriser le greffier de la Cour du Recorder à percevoir la somme de $2.00 du contrevenant, ce qui aura pour effet de le libérer de toute autre pénalité relative à cette infraction en autant que la Corporation de la ville d'East-Angus est concernée; autoriser le conseil à refuser tout permis de construction à quiconque voudra construire sur un terrain non cadastré; autoriser le conseil à imposer et prélever sur tout colporteur faisant affaires dans la municipalité un droit annuel ne devant pas excéder $500.00 qui pourra être augmenté de moitié sur ceux qui ne résident pas dans ladite municipalité; autoriser le conseil à imposer et prélever sur tout habitant du sexe msaculin, âgé de 21 ans ou plus, qui n'est pas autrement taxé, une taxe annuelle de $5.00 dollars; autoriser le conseil à imposer et prélever annuellement sur tout locataire payant loyer dans la municipalité une somme n'excédant pas 10 centins par dollar sur le loyer annuel ou sur le montant de la valeur annuelle de la propriété inscrite au rôle d'évaluation; et pour d'autres fins.

Sherbrooke, ce 1er octobre 1952.

Les Procureurs de la requérante,
33503-43-4-o COTÉ & CRÉPEAU.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of East-Angus will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act amending its Charter, the Act 2, CGeorge V, chapter 72, and the different statutes which amend it, on the following matters; to be allowed to fix the valuation of Thomas Bonar & Co. (Canada) Limited to $38,000.00; to authorize the Council to pass a by-law subject to referendum granting an annual remuneration that shall not exceed $1,000.00 for the Mayor and $500.00 for each of the Aldermen; in the case of offences against the municipal by-laws relative to traffic or public security, to be allowed to issue a ticket stating the infringement and to authorize the clerk of the Recorder's Court to collect the sum of $2.00 from the offender, which shall have for effect to free him from any other penalty relative to this infringement inasmuch as the Corporation of the Town of East-Angus is concerned; to authorize the Council to refuse any building permit to anyone wishing to build upon land not listed on the cadastre; to authorize the Council to impose and levy on any peddler doing business in the municipality an annual charge which shall not exceed $500.00, and which may be increased by half for non-residents of the said municipality; to authorize the Council to impose and levy on any male inhabitant, aged 21 years or more, who is not otherwise taxed, an annuel tax of $5.00; to authorize the Council to impose and levy annually on all tenants paying rent in the municipality a sum not to exceed 10 cents on the dollar on the annual rent or on the amount of the annual value of the property inscribed on the valuation roll; and for other purposes.

Sherbrooke, October 1st, 1952.

COTÉ & CRÉPEAU,
33503-43-4 Attorneys fof the petitioner.

AVIS PUBLIC

Cité de Lauzon

Avis est par les présentes donné par la Cité de Lauzon qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins suivantes et autres fins accessoires:

1° Limiter le nombre des permis et imposer des taxes sur les autos-taxis et les automobiles de louage;

2° Ratifier les conventions intervenues entre la cité et le gouvernement du Canada concernant l'achat par la Cité de certains terrains situés dans la municipalité.

Et pour autres fins.

Lauzon, ce 22 octobre 1952.

Le Procureur de la pétitionnaire,
33518-44-4-o ALBERT DUMONTIER.

PUBLIC NOTICE

City of Lauzon

Notice is hereby given by the City of Lauzon that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes, and other accessory purposes:

1. To limit the number of licenses and levy taxes on auto-taxis and rented automobiles;

2. To ratify the agreements concluded between the city and the Government of Canada concerning the purchase by the City of certain lands situate within the municipality

And for other purposes.

Lauzon, October 22, 1952.

ALBERT DUMONTIER,
33518-44-4 Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présente donné que H. Adélard Champagne, Rita Champagne, Raymonde Champagne, René Champagne et Robert Champagne, tous de la cité de Hull, district de Hull, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'annulation de l'abandon de la charte de Wellington Hotel Company et la restauration de ladite charte.

Le Procureur des requérants,
33435-42-4-o AVILA LABELLE.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Adélart H. Champagne, Rita Champagne, Raymonde Champagne, René Champagne et Robert Champagne, of Hull, district of Hull, Province of Quebec, will ask the Province of Quebec Legislature, at their next session, for the annulment of the surrender of the charter of Wellington Hotel Company and for the renewal of said charter.

AVILA LABELLE,
33435-42-4-o Attorney for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Fernand Grégoire, medecin de la cité de Montréal, Albert Doyon, économiste de Ville Mont-Royal, Marius Doye, ingénieur et Marcel Piché, avocat, Conseil en Loi de la Reine, tous deux de la cité d'Outremont, Louis-Philippe Plamondon, industrlel de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de Québec à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation avec toutes autres presonnes qui pourront dans l'avenir faire partie de la dite corporation sous le nom de "Centre Médical Claude Bernard Médical Centre", avec pouvoirs d'acquérir certains biens meubles et immeubles et d'établir, maintenir, administrer et développer un hôpital avec clinique de diagnostic pour patients ambulants et hospitalisés et un institut de recherches avec les services et œuvres connexes, et d'exercer en plus tous les droits et privilèges ordinaires des corporations civiles.

Montréal, le 23 octobre 1952
Le Procureur des pétitionnaires
33517-44-4-o MARCEL PICHÉ, C. R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Fernand Grégoire, doctor in medecine of the city of Montreal, Albert Doyon, economist of Town of Mount-Royal, Marius Doye, engineer and Marcel Piché, advocate, Queen's Counsel, both of the city of Outremont, and Louis-Philippe Plamondon, industrialist of the city of Quebec, will make application to the legislature of Quebec at its next session, to propose the adoption of a Bill incorporating them and all other persons who may in the future become members of the said corporation under the name of "Centre Médical Claude Bernard Medical Centre", with the right to acquire certain moveable and immoveable assets, and to establish, maintain, administer and develop an hospital with a diagnostic clinic for ambulatory and hospitalized patients and a research institute with the services and charities thereto pertaining, and to moreover exercise all the rights and ordinary privileges of civil corporations.

Montréal, this 23rd day of October, 1952.
MARCEL PICHÉ, Q.C.,
33517-44-4-o Solicitor for the Petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que "Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Ville Sainte-Agathe des Monts", dans la comté de Terrebonne demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi spéciale les autorisant à imposer et prélever dans leur territoire une taxe d'éducation de 1% sur la vente en détail et à passer toutes résolutions à cet effet.

Sainte-Agathe-des-Monts, le 22 octobre 1952.
Les Procureurs des pétitionnaires,
33519-44-4-o GIBEAULT & GÉLINAS.

NOTICE

Notice is hereby given that "The School Commissioners for the Municipality of the Town of Sainte-Agathe-des-Monts", in the County of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the enactment of a private bill authorizing them to impose and levy, within the limits of the territory of said Municipality, an education Tax of 1% on retail sales and to adopt any resolutions to that effect.

Sainte-Agathe-des-Monts, October 22, 1952.
GIBEAULT & GÉLINAS,
33519-44-4-o Attorneys for Petitioners.

AVIS

Avis est par la présente donné que la Ville Sainte-Agathe des Monts présentera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, une petition introductive d'un bill privé modifiant sa charte, la Loi 5 Georges V, chapitre 103, telle que modifiée par la Loi 17 George V, chapitre 86, ratifiant un contrat intervenu entre la Ville et Antonio Byette le 31 mars 1951 et autorisant la Ville à réglementer l'ouverture de nouvelles rues, à dépenser pour fins publicitaires, à réglementer les taxes sur plusieurs commerces exploités par la même personne, à acquérir ou à construire des immeubles pour fins municipales et industrielles et à emprunter à ces fins jusqu'à concurrence de $150,000, à ne pas signer de conventions collectives avec les employés affectés à des travaux remédiateurs au chômage, à faire

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Ste. Agathe des Monts will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, by a petition introducing a private bill amending its charter, Act 5 George V, Chapter 103, as amended by Act 17 George V, Chapter 86, ratifying a contract entered into between the Town and Antonio Byette dated March 31st, 1951 and authorizing the Town to regulate the opening of new streets, to make expenditures for publicity purposes, to regulate taxes on businesses operated by the same person, to acquire or build immoveables for municipal and industrial purposes and to borrow for said purposes up to $150,000, not to sign collective agreements with the employees assigned to works done to remediate unemployment, to give grants to welfare

des octrois aux œuvres de bienfaisance, à payer des frais de représentations et déboursés au maire et aux échevins, à installer des compteurs de stationnement, à limiter le nombre de taxis et à réglementer ce commerce, à établir pour fins de taxation l'évaluation des immeubles industriels, à imposer et prélever une taxe de 2% sur la vente en détail, à adopter tous règlements pour en assurer la perception et à imposer et prélever des droits ou taxes annuelles sur les jeux mécaniques et de façon spéciale sur certaines catégories de commerces; accordant certains pouvoirs aux agents de la paix relatifs aux contraventions aux règlements municipaux de circulation et de sécurité publique; établissant une nouvelle procédure pour l'approbation des règlements décrétant un emprunt et, enfin, accordant à la Ville le contrôle exclusif sur le niveau des eaux du lac des Sables et tous les pouvoirs nécessaires à cette fin, et contenant toutes autres dispositions.

Sainte-Agathe-des-Monts, le 22 octobre 1952.

Les Procureurs de la Pétitionnaire
Ville Sainte-Agathe des Monts,
33520-44-4-o GIBEAULT & GÉLINAS.

organizations, to pay to the mayor and alder men entertainment expenses and disbursements, to install parking meters, to limit the number of taxis and regulate the taxi business, to fix for taxation purposes the evaluation of industrial immoveables, to impose and levy a 2% retail sales tax, to adopt any by-laws to assure the collection of same and to impose and levy annual dues or taxes on mechanical games and in a special manner on certain categories of trades; granting special powers to police officers relating to violations to traffic and public safety by-laws; enacting a new procedure for the approval of borrowing by-laws and, lastly, granting to the Town the exclusive control on the water level of lac des Sables and any powers necessary for said purpose and containing any other provisions.

Ste. Agathe des Monts, October 22nd, 1952.

GIBEAULT & GÉLINAS,
Attorneys for the Petitioner
33520-44-4-o Town of Ste. Agathe des Monts.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la municipalité de la Cité de Joliette comté de Joliette, s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et de prélever, dans les limites de la dite municipalité, une taxe spéciale dite taxe de vente n'excédant pas deux (2%) pour cent du prix de vente de toute propriété mobilière, marchandises et autres articles de commerce quelconques, et pour toutes autres fins.

Joliette, le 27 octobre 1952.

Le Procureur des Pétionnaires,
33539-44-4-o ARMAND LAVALLÉE, N.P.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Municipality of the City of Joliette, county of Joliette will apply to the Provincial Legislature at its next session, for the passing of an Act, for the purpose of levying and imposing, within the limits of the said municipality, a special tax called Sales Tax, not exceeding two per cent (2%) on the sale-price of any movable property, merchandise and other commercial articles whatsoever, or for any other purposes:

Joliette, October 27, 1952.

ARMAND LAVALLÉE N.P.
33539-44-4 Attorney for the Petioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville Saint-Laurent, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 8 Edouard VII, chapitre 94, et amendements, sur les matières suivantes: encouragement des arts et sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; frais de représentation des membres du conseil; zonage des territoires annexés; publicité; obligation pour les propriétaires de faire cadastrer certaines subdivisions de terrains bâtis ou à bâtir; honoraire sur permis de construction; droit d'émettre des billets d'assignation pour infraction aux règlements municipaux, relatifs à la circulation et à la sécurité publique; lots vacants acquis pour taxes; pension à Gédéon Crevier; annexion des lots numéros 481 et 488 du cadastre officiel de la Paroisse de St-Laurent, faisant présentement partie de la Municipalité de Notre-Dame-de-Liesse et des lots numéros 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 484, 486 et 487 du cadastre officiel de la Paroisse de St-Laurent, faisant partie présentement de la Municipalité de la Paroisse de St-Laurent; et pour autres fins.

Montréal, le 28 octobre 1952.

Les Procureurs de la Ville Saint-Laurent,
JACQUES VIAU & ROBERT HODGE.
33547-44-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is, hereby given that the Town of St. Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 8 Edward VII, chapter 94, and amendments, for the following purposes: encouragement to the arts and sciences, establishment of recration centers and organization of games and sports; indemnity for representation to the members of the council; zoning of annexed territories; publicity; obligation for the proprietors to have a sadastre made on certain subdivisions of land built on or to be built on; fees on building permit; right to issue notice of summons for offence to the traffic and public security by-laws of the Town; vacant lots acquired for taxes; pension to Gedeon Crevier; annexation of lots numbers 481 and 488 of official cadastre of the Parish of St. Laurent, presently a part of the Municipality of Notre-Dame-de-Liesse, and of lots numbers 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 484, 486 and 487 of official cadastre of the Parish of St. Laurent, presently a part of the Municipality of the Parish of St. Laurent; and for other purpurses.

Montreal, October 28, 1952.

JACQUES VIAU & ROBERT HODGE,
Attorneys for the Town of St. Laurent.
33547-44-4-o

AVIS

Avis public est par les présentes donné que la compagnie Barvue Mines Limited, ayant son siège social pour la province de Québec à Barraute, Olivier Hamel, contremaître, Fred A. Anderson, électricien, Alphonse M. Bilodeau, policier, Gordon H. Hawker, comptable, Douglas Isbister, ingénieur minier, tous domiciliés à Barvue, dans le canton de Baurraute, comté d'Abitibi-Est, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi constituant en corporation un certain territoire du canton de Barraute, sous le nom de "Ville de Barvue".

Québec, 20 octobre 1952.

Le Procureur des requérants,

33537-44-4 PAUL MIQUELON.

NOTICE

Public notice is hereby given that Barvue Mines Limited, a company having its head office for the Province of Quebec at Barraute, Olivier Hamel, foreman; Fred A. Anderson, electrician; Alphonse M. Bilodeau, policeman; Gordon H. Hawker, accountant, Douglas Isbister, mining engineer, all residing at Barvue in the Township of Barraute, County of Abitibi-East, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating a certain territory of the Township of Barraute, under the name of "Town of Barvue".

Quebec, October 20th, 1952.

PAUL MIQUELON,

33537-44-4-o Attorneys for Petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la ville Saint-Pierre s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi détachant, pour fins municipales, du territoire de la ville de Montréal-Ouest la partie des lots 138, 139 et 140 du cadastre de la paroisse de Montréal située au sud du droit de passage de la Commissions des Transports de Montréal, et l'annexant au territoire de la ville Saint-Pierre, corrigeant la description de son territoire et pour autres fins.

Ville Saint-Pierre, 20 octobre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,

33551-44-4-o H. F. MALO.

NOTICE

Public notice is hereby given that the town of St-Pierre will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act detaching for municipal purposes from the territory of the town of Montreal West the part of lots 138, 139 and 140 of the cadastre of the Parish of Montreal situated to the south of the right of way of the Montreal Transportation Commission, and annexing it to the territory of the town of St-Pierre, correcting the description of its territory, and for other purposes.

Town of St-Pierre, October 20th, 1952.

H. F. MALO,

33551-44-4-o Secretary-Treasurer.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Mortimer Ross Rubenstein de la cité de Westmount dans le district de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi changeant son nom à Mortimer Ross.

Montreal, le 21 octobre 1952.

Les Procureurs du réquérant,

33552-44-4-o PENDER, WEST & BRYSON.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Mortimer Ross Rubenstein of the City of Westmount in the District of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act changing his name to Mortimer Ross.

Montreal, October 21st, 1952.

PENDER, WEST & BRYSON,

33552-44-4-o Solicitors for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que le Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi amendant la Loi 15 George V chapitre 45 et diverses lois l'amendant, aux fins de:

a) Le partage de la liste neutre pour fins scolaires dans la municipalité civile de Saint-Michel de Laval.

b) Le paiement des frais d'éducation des enfants non-catholiques et non-protestants dans la municipalité civile de Saint-Michel de Laval.

c) La modification des pouvoirs du Bureau relativement au taux de la taxe imposable sur les propriétés dans les listes protestantes et neutres.

d) Et pour d'autres fins.

Montréal, 21 octobre 1952.

Le Procureur des pétitionnaires,

33554-44-4 ALFRED M. WEST.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that The Protestant School Board of Greater Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, amending the Act 15 George V, chapter 45, and various acts amending same, for the purpose of:

a) The division of the Neutral Panel for school purposes in the civil municipality of Saint-Michel de Laval.

b) Payment of the cost of education of Non-Catholic and Non-Protestant children in the civil municipality of Saint-Michel de Laval.

c) The alteration of the powers of the Board in regard to the tax rate chargeable to the properties in the Protestant and Neutral panels.

d) And for other matters.

Montreal, October 21st, 1952.

ALFRED M. WEST,

33554-44-4-o Attorney for Petitioners.

Avis est par les présentes donné que Charles E. Chaisson, des ville et district de Montréal, Paul Émile Lesage de Mont-Laurier dans le district de Labelle, Augustin Hubert de Mani-

Notice is hereby given that Charles E. Chaisson of the City and District of Montreal, Paul Émile Lesage of the Town of Mont-Laurier in the District of Labelle, Augustin Hubert of Maniwaki

waki dans le district de Hull, et Paul Périgny de Amos dans le district d'Abitibi, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi constituant une compagnie en corporation sous le nom de "Montreal & James Bay Railway Company", pour les fins de construire, maintenir et opérer un chemin de fer, à partir du voisinage d'Amos, dans le district électoral d'Abitibi, dans la Province de Québec, et s'étendant par les routes les plus directes et faciles aux points de jonction avec les chemins de fer existant à Val d'Or, Maniwaki, Mont-Laurier et St-Rémi, de même que Rupert House, au nord d'Amos, avec un capital-actions d'un million de dollars, avec privilège de l'augmenter, avec un bureau chef dans la cité de Montréal, avec tous les pouvoirs ordinaires conférés à une telle compagnie de chemin de fer et spécialement de fixer le nombre des directeurs; exempter la compagnie de certaines dispositions de la Loi des Chemins de Fer, et spécialement des dispositions 179 et 180; construire des embranchements; construire des chemins; construire et exploiter des lignes de téléphone, de télégraphe, des hôtels, et des postes de radio; faire des arrangements avec d'autres compagnies de transport; émettre des débentures et obligations; et pour toutes autres fins.

Québec, le 21 octobre 1952.

Le Procureur des requérants,
ALBERT DUMONTIER.

33553-44-4-o

in the District of Hull, and Paul Périgny of Amos in the District of Abitibi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating a company under the name of "Montreal & James Bay Railway Company", for the purpose of the construction, maintenance and operation of a railway from the vicinity of Amos, in the electoral district of Abitibi, in the Province of Quebec, and extending by the most direct and feasible routes to points of connection with the existing railway at Val d'Or, Maniwaki, Mont-Laurier and St. Rémi, as well as Rupert House, to the North of Amos, with a capital stock of one million dollars with power to increase, with Head Office at the City of Montreal, with all the powers usually conferred upon such a railway company and specially to determine the number of directors; to exempt the said company from certain provisions of the Quebec Railway Act, and more specially to the provisions of sections 179 and 180; to construct branch lines; to construct roads, to construct and operate telegraph and telephone lines, hotels and radio; to enter into agreements with other transportation companies; to issue bonds; and for other purposes.

Quebec, October 21st, 1952.

ALBERT DUMONTIER,
Attorney for Petitioners.

33553-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que A. Jarjour, S. Cassar, B. Batrie, J. Therrian, C. Haddad, N. Komery, A. Haddad, J. Komery, G. Yakehi, A. Zaor, T. Hendy, I. Batrie, D. Komery, V. Cassar, G. Cassar, J. Batrie, A. Komery et N. Harron tous commerçants de Sherbrooke, East-Angus, Weedon ou Lac Mégantic s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi les constituant en corporation eux, et les autres membres qui professent la même foi et qui sont de la même communion religieuse, sous le nom de L'Eglise Syrienne Orthodoxe Apostolique d'Antioche", avec les pouvoirs des autres sociétés religieuses tel que tenir les régistrs de l'état civil, répandre la doctrine et les croyances de la communion religieuse, pouvoirs corporatifs, maintien des écoles, entretien de cimetières, etc., Le Siège social de ladite corporation sera dans la cité de Sherbrooke.

Lac Mégantic, 7 octobre 1952.

L'Avocat des Petitionnaires,
BARTHÉLÉMY DURAND.

33398-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that A. Jarjour, S. Cassar, B. Batrie, J. Therrian, C. Haddad, N. Komery, A. Haddad, J. Komery, G. Yakehi, A. Zaor, T. Hendy, L. Batrie, D. Komery, V. Cassar, G. Cassar, J. Batrie, A. Komery, and N. Harron, all traders of Sherbrooke, East-Angus, Weedon, or Lake Megantic, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, to incorporate them and the other members who profess the same faith and who belong to the same religious community, under the name of "L'Eglise Syrienne Orthodoxe Apostolique d'Antioche", with the powers of other religious societies, such as keeping records of civil status, the spreading of the doctrine and beliefs of the religious community, corporate powers, maintenance of schools, maintenance of cemeteries, etc. The head office of said corporation will be in the city of Sherbrooke.

Lake Megantic, October 7, 1952.

BARTHÉLÉMY DURAND,
Attorneys for the Petitioners.

33398-42-4

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que l'Hôtel-Dieu St-Vallier de Chicoutimi, corporation dûment constituée par la loi 48 Victoria (1885), chapitre 43, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, aux fins de préciser les objets de la corporation, d'augmenter la valeur annuelle des propriétés qu'elle peut détenir d'une manière permanente et, généralement, aux fins d'augmenter les pouvoirs de la corporation.

Chicoutimi, le 30 octobre 1952.

Le Procureur de la requérante,
ALBERT DUMONTIER.

33566-45-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that l'Hotel-Dieu St-Vallier of Chicoutimi, a body corporate, duly incorporated by the Act 48 Victoria (1885), Chapter 43, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next Session, for the passing of an act amending its charter to specify the objects of the corporation, to increase the annual value of the property held by it for its permanent purposes and generally to augment the powers of the corporation.

Chicoutimi, October 30, 1952.

ALBERT DUMONTIER,
Attorney for the Petitioner.

33566-45-4-o

Avis public est présentement donné que les exécuteurs testamentaires de la succession Pater Mastoris, celui-ci en son vivant de la cité de Montréal, demanderont aux Corps législatifs de la province de Québec, à leur prochaine ou actuelle session, l'adoption d'une loi tendant à les autoriser à vendre l'immeuble de la succession sis à Montréal et à placer le produit de la vente suivant l'art. 981° du Code civil; et à d'autres fins.

Montreal, 29 octobre 1952.

L'Avocat des pétitionnaires,
33567-45-4-o D. COULOURIDES.

Public notice is hereby given that the testamentory executors of the estate Peter Mastoris, in his lifetime of the city of Montreal, will petition the Legislative Bodies of the Province of Quebec ,at their next or present session, for an act purporting to authorize them to sell the immovable of the estate and invest the price under section 981° of the Civil Code; and other ends.

Montreal, October 29th, 1952.

D. COULOURIDES,
33567-45-4-o Attorney for the Petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Ville de Montréal-Sud, comté de Chambly, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1° Ratification des titres de propriété de la Ville des rues et des ruelles;

2° Disposer autrement que prévu par leurs auteurs les ruelles suivantes: lots numéros 158, 230, 245, 251, 261, 266 et 272 de la Paroisse St-Antoine de Longueuil;

3. Amender les règlements de construction et de zonage de la Ville;

4° Le droit d'imposer un permis pour l'exploitation de jeux mécanisés, phonographes et distributeurs automatiques;

5° Droit de la Ville de disposer des terrains acquis pour taxes;

6° Réglementer l'affichage;

7° Le droit de déterminer les taux payables pour l'obtention de permis de construction.

Le Procureur de la pétitionnaire,
33568-45-4-o GABRIEL HOUDE.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Montreal-South Chambly County, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session for the passing of a law amending its Charter and giving it special power on the following matters:

1. To ratify the Town property title regarding streets and laneways:

2. To lay-out other than previously done the following laneways: lots no: 158, 230, 245, 251, 261, 266 and 272 of the Parish of St. Antoine de Longueuil;

3. To amend building by-laws and the Town zoning;

4. The right to issue a permit for the use of mechanical games, phonographs and automatic distributors:

5. The right of the Town to dispose of lots acquired through taxes;

6. To make regulations regarding posting-up of signs;

7. The right of the Town to determine the rates payable to secure building permits.

GABRIEL HOUDE,
33568-45-4-o Attorney for Petitionner.

AVIS ÉGAAL

Avis public est par les présentes donné que "L'Union Canadienne Compagnie d'Assurance", s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi ayant pour effet de diviser son capital-action autorisé de $5,000,000. en vingt mille actions de $25. chacune et de libérer les actionnaires actuels de la prime non versée sur le capital souscrit.

Le Procureur de la requérante,
33574-45-4-o DOLLARD DANSEREAU.

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that the "Canadian Union Insurance Company", shall introduce at the Legislature of Quebec, at its next session, a private bill to devide its authorized capital of $5,000,000. in twenty thousand shares of $25. each and to free its present shareholders from the capital premium on the subscribed capital.

DOLLARD DANSEREAU,
33574-45-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les révérends Pères Lucien Gagné, S.M., Roch Bertrand, S.M., Placide Labbé, S.M., Jacques Pelletier, S.M., Jean-Paul Grenier, S.M., s'adresseront à la Législature de la province de Québec, lors de la prochaine session, pour la passation d'une loi aux fins suivantes:

Obtenir les pouvoirs et privilèges ainsi que les droits et obligations d'une corporation civile avec siège social dans la cité de Sillery, dans le district de Québec;

Adopter les règlements nécessaires pour disposer et administrer les biens, suivant les règles de l'institut;

Fonder des missions, des paroisses, des œuvres d'éducation, des centres de pèlerinage, des petits et des grands séminaires et des maisons d'étudiants.

L'Avocat des pétitionnaires,
33583-45-4-o JACQUES DROUIN, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Reverend Fathers Lucien Gagné, S.M., Roch Bertrand, S.M., Placide Labbé, S.M., Jacques Pelletier, S.M., Jean-Paul Grenier, S.M., shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the adoption of a special law for the following purposes:

To obtain the powers and privileges with the rights and the obligations of a civil corporation with a corporate seat in the city of Sillery, in the district of Quebec;

To adopt the By-laws necessary to the administration and to the disposal of its property consistant with the regulations of the institution;

To establish missions, parishes, educational societies, pilgrimage centres, smaller and larger seminaries and colleges.

JACQUES DROUIN, Q.C.,
33583-45-4-o Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes, donné que la Ville de Victoriaville s'adressera à la Législature Provinciale, lors de la prochaine session, pour faire modifier sa charte, aux fins d'obtenir le pouvoir d'imposer une taxe, dite "Taxe de vente" au taux d'au plus 2%, dans les limites de la Ville.

Les Procureurs de la requérente,
LACOURCIERE & LALIBERTE

33569-45-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Victoriaville will apply to the provincial legislature, at its next session, in order to modifiy its charter, so as to obtain power to levy a tax, called "sales tax" at the rate of 2% at the most within the limits of the said town.

LACOURCIERE & LALIBERTE,
Attorneys of the Plaintiff.

33569-45-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné qu'un bill sera présenté, lors de la prochaine session de la Législature provinciale, par les Naturopathes de la province de Québec, aux fins de légaliser l'exercice de la naturopathie dans la province de Québec.

Québec, le 28 octobre 1952.

L'Avocat des Naturopathes de la province de Québec,
33593-45-4-o VICTOR TRÉPANIER, c.r.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that a private bill will be presented at the next session of the Provincial Legislature by the Naturopaths of the Province of Quebec, so that the practice of Naturopathy may be legalized in the Province of Quebec.

Quebec, October 28th, 1952.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
Attorney for the Naturopaths of the province
33593-45-4-o of Québec.

Avis de pétition a l'assemblée législative de Québec

Avis est par les présentes donné que Gilbert Thomas Robert Salmon de la Cité et du District de Montréal s'adressera à la législature provinciale de Québec à la prochaine session pour changer son nom de Gilbert Thomas Robert Salmon à celui de Gilbert Thomas Robert Noall et pour qu'il puisse exercer ses droits civils sous ce dernier nom.

Ce 3 novembre 1952.

Les Procureurs du Requérant,
WALKER, MARTINEAU, CHAUVIN,
33594-45-4-o WALKER & ALLISON.

Notice of Application to the Quebec Legislature

Public notice is hereby given that Gilbert Thomas Robert Salmon of the City and District of Montreal will apply at the next session of the Quebec Legislature for an Act authorizing him to change his name of Gilbert Thomas Robert Salmon to that of Gilbert Thomas Robert Noall and to exercise his civil rights under this name.

November 3rd, 1952.

WALKER, MARTINEAU, CHAUVIN,
WALKER & ALLISON,
33594-45-4-o Attorneys for Petitioner.

Action en séparation de corps et de biens

Canada province de Québec, District de Chicoutimi, dans la cour supérieure, cause N° 16,218. Dame Marie Devreker, épouse commune en biens de sieur Georges-Lionel Nadeau, ménagère, domiciliée au 117 de la rue King-George en la ville de Kénogami, dûment autorisée en justice aux fins des présentes, demanderesse, vs Georges-Lionel Nadeau, autrefois de Kénogami et maintenant de Chicoutimi ou de Bagotville, district de Chicoutimi, défendeur.

AVIS

En conformité de l'article. — 1092 C.P.C., la demanderesse donne avis qu'elle a institué contre le défendeur une action en séparation de biens et de corps.

Chicoutimi, 29 octobre 1952.

Les Procureurs de la demanderesse.
33556-o McNICOLL & FORTIN.

Action for Separation as to Bed and Board

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, case No. 16,218. Dame Marie Devreker, wife common as to property of Mr. Georges-Lionel Nadeau, housewife, domiciled at 117 King George Street, Kénogami, duly authorized by law for these purposes, plaintiff, vs Georges-Lionel Nadeau, heretofore of Kenogami and now of Chicoutimi or of Bagotville, district of Chicoutimi, defendant.

NOTICE

In conformity with section 1092 C.C.P., the plaintiff gives notice that she has instituted an action against the defendant as to bed and board.

Chicoutimi, October 29, 1952.

McNICOLL & FORTIN,
33556 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Moosehead Breweries (Quebec) limited

Avis est par les présentes donné que le règlement spécial "X" a été décrété par les directeurs

Miscellaneous Notices

Moosehead Breweries (Quebec) Limited

Notice is hereby given that Special By-law "X" was enacted by the Directors of Moosehead

de la compagnie "Moosehead Breweries (Quebec) Limited", le 3 octobre 1952, en vertu des dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie parmi ses actionnaires.

Montréal, le 29 octobre 1952.

Le Secrécaire,
33560 W. J. MURPHY.

Breweries (Quebec) Limited on October 3rd, 1952, under the provisions of Section 90 of the Quebec Companies' Act, providing for the distribution of the assets of the Company among its Shareholders.

Montreal, October 29th, 1952.

W. J. MURPHY,
33560-o Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Damasa de L'Islet", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 29 octobre 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Damase, comté de l'Islet.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33557-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Damase de L'Islet" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on October 29, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Damase, county of L'Islet.

JEAN BRUCHÉSI,
33557 Under Secretary of the Province.

AVIS AUX CRÉANCIERS

MODERN INVESTMENT INC.

Lors de l'assemblée des directeurs de la compagnie "Modern Investment Inc." du 30 septembre 1952, il a été convenu à l'unanimité de disposer des biens de ladite Compagnie et de diviser son actif proportionnellement parmi ses actionnaires en vue de la dissolution de la Compagnie.

Ce règlement portant le numéro 30 a été dûment ratifié par l'assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le même jour.

Montréal, ce 27 octobre 1952.

Le Secrétaire,
33558-o L. de TRAVERSAY.

NOTICE TO CREDITORS

MODERN INVESTMENT INC.

At a Meeting of the Directors of "Modern Investment Inc.", held on the 30th day of September 1952, it has been unanimously resolved to dispose of its property and distribute its assets rateably among its shareholders in view of the dissolution of the Company.

This By-Law bearing number 30 has been duly approved by a special general meeting of the Shareholders held on the same day.

Montreal, this 27th day of October 1952.

L. de TRAVERSAY,
33558-o Secretary.

TÉLÉPHONE CHIBOUGAMAU, LIMITÉE
CHIBOUGAMAU TELEPHONE, LIMITED

Règlement N° 10 pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie.

Attendu qu'il est à propos d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie;

Il est en conséquence, par le présent règlement de Téléphone Chibougamau, Limitée — Chibougamau Telephone, Limited, décrété et statué ce qui suit, savoir:

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de cinq à sept;

2. Le premier paragraphe de l'article II du règlement N° 1, concernant la régie interne de la compagnie, est en conséquence modifié en remplaçant le mot "cinq" par le mot "sept" dans la dernière ligne dudit paragraphe.

Daté à Chicoutimi ce quatorzième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-deux.

Le Présidenc,
JEAN DUBUC.
Le Secrétaire,
33559-o RAY. BELLEAU.

TÉLÉPHONE CHIBOUGAMAU, LIMITÉE
CHIBOUGAMAU TELEPHONE, LIMITED

By-law No. 10 to increase the number of Directors of the Company.

Whereas it is deemed expedient to increase the number of Directors of the Company;

It is, therefore, by the present by-law of Téléphone Chibougamau, Limitée — Chibougamau Telephone, Limited, enacted and resolved the following, to wit:

1. The number of the Directors of the Company is increased from five to seven;

2. The first paragraph of Article II of by-law No. 1, concerning the internal management of the Company is therefore, modified by replacing the word "five" by the word "seven" in the last line of the said paragraph.

Dated at Chicoutimi, this fourteenth day of October, nineteen hundred and fifty-two.

JEAN DUBUC.
President.
RAY. BELLEAU.
33559 Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Iustituteurs et Institutrices Catholiques de la Région de Val d'Or", pour l'étu-

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la Région de Val d'Or"

de, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée paf le Secrétaire de la Province le 28 octobre 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Val d'Or, comté d'Abitibi-Est.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33564-o JEAN BRUCHÉSI.

CHARMAINE HOSIERY MILLS CO. LTD.

Extrait des minutes de la première assemblée des Actionnaires de "Charmaine Hosiery Mills Co. Ltd." tenue à Montréal, le 11 octobre 1952, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à quatre.

"Il est résolu d'approuver le règlement passé par les directeurs à une assemblée tenue ce 11 octobre et qui se lit comme suit:

A compter de la publication de ce règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, les affaires de la Compagnie seront administrées par un bureau de direction de quatre membres élus par les actionnaires à l'assemblée générale annuelle sauf pour la présente année 1952 alors qu'ils seront élus à une assemblée spéciale des actionnaires que le Secrétaire-Trésorier devra convoquer aussitôt que possible après la publication ci-dessus indiquée dans la *Gazette Officielle de Québec*."

Copie conforme

Le Président,
JOHN CHER.
Le Secrétaire-trésorier,
33565-o PAUL E. GOUGEON.

INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 9 janvier 1952, concernant la réduction du nombre des directeurs de sept à trois:

"3° Conseil d'administration — Le dit conseil sera composé de trois membres . . ."
33571-o Sœur ALICE LAVERDURE, S.G.M.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 29 octobre 1952, les règlements numéros 1 à 13 inclusivement de l'"Institut de Cardiologie de Montréal", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 9 janvier 1952, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 3 novembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33572-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Matane", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 29 octobre 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Matane, comté de Matane.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33573-o JEAN BRUCHÉSI.

---

for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on October 28, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Val d'Or, county of Abitibi-East.

JEAN BRUCHÉSI,
33564 Under Secretary of the Province.

CHARMAINE HOSIERY MILLS CO. LTD.

Excerpt from the book of the minutes of the first meeting of the shareholders of "Charmaine Hosiery Mills Co. Ltd." held at Montreal, on October 11, 1952, concerning the increase in the number of directors from three to four.

"It is resolved to approve the by-law passed by the directors at a meeting held this 11th of October, 1952 and which reads as follows:

From and after the date of the publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*, the affairs of the company shall be managed by a board of Directors of four members elected by the shareholders at the annual general meeting except for the present year 1952, when these four members shall be elected at a special meeting of the shareholders which the Secretary-Treasurer shall convene as soon as possible after the publication hereinabove set forth has appeared in the *Quebec Official Gazette*".

True Copy

JOHN CHER,
President.
PAUL E. GOUGEON,
33565 Secretary-Treasurer.

INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL

Excerpt from the By-laws of the above-mentioned corporation as adopted at the meeting held on January 9th, 1952, concerning the reduction of the number of Directors from seven to three.

"3. Board of Directors — The said Board shall be composed of three Directors."
33571 Sister ALICE LAVERDURE, S.G.M.

Notice is given that upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, under date of October 29, 1952, approved By-laws numbers 1 to 13 inclusively of "Institut de Cardiologie de Montréal", as adopted at the meeting held on January 9, 1952, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act, (R.S. Q. 1941, chapter 276).

Dated at the office of the Provincial Secretary, November 3, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33572 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Matane", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 29, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Matane, county of Matane.

JEAN BRUCHÉSI,
33573 Under Secretary of the Province.

PARK ESTATES LIMITED

Règlement spécial "B"

Etant un règlement concernant la distribution de l'actif de la compagnie et l'abandon de sa charte.

Sommaire

La compagnie cessera d'exercer son commerce à compter du 31 mai 1952; suivant cette discontinuation, l'actif de la compagnie sera distribué entre les actionnaires et demande sera faite pour obtenir l'abandon de la charte de la compagnie.

Montréal, 3 novembre 1952.

Le Secrétaire,
33575 ERNEST C. COLE.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé en date du 3 novembre 1952, les règlements un à treize inclusivement de "The Electors League of Pointe-Claire — La ligue des Électeurs de Pointe Claire" adoptés à l'assemblée générale tenue le 11 octobre 1952, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 4e jour de novembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33580 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 3 novembre 1952, les règlements 1 à 16 inclusivement du "Club Juvénile de la Police de la cité de Saint-Jérôme", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 10 janvier 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 4 novembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33581-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 6 novembre 1951, le changement de nom de "Le Conseil Corporatif des Compagnons Horlogers de Montréal" en celui de "La Corporation des Horlogers de Montréal", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7 novembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
33582-o JEAN BRUCHÉSI.

PARK ESTATES LIMITED

Special By-Law "B"

Being a by-law respecting the distribution of the assets of the company and the surrender of its charter.

Summary

The company shall cease to carry on business as at May, 31, 1952; following such discontinauance the assets of the company shall be distributed amongst the shareholders and application made for the surrender of the charter of the company.

Montreal, November 3, 1952.

ERNEST C. COLE,
33575-o Secretary.

Notice is hereby given that, under the recommendation of the Deputy-Attorney General, By-laws one to thirteen inclusive of "The Electors League of Pointe-Claire — La Ligue des Électeurs de Pointe Claire", as adopted at the general meeting held on October 11th, 1952, were approved on November 3rd, 1952, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S. Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of November, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33580-o Under-Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-laws 1 to 16 inclusively, of "Club Juvénile de la Police de la cité de Saint-Jérôme", as adopted at the meeting held on January 10, 1951, were approved by the Honourable, the Provincial Secretary, on November 3, 1952, pursuant to the provisions of section 8 of the Amusement Clubs' Act, and of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of November, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33581 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on the 6th of November, 1951, authorized the change of name of "Le Conseil Corporatif des Compagnons Horlogers de Montréal" into that of "La Corporation des Horlogers de Montréal", and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of November, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
33582 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AVIS

MOOSEHEAD BREWERIES (QUEBEC) LIMITED

Moosehed Breweries (Quebec) Limited, donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au

Charters — Surrender of

NOTICE

MOOSEHEAD BREWERIES (QUEBEC) LIMITED

Moosehead Breweries (Quebec) Limited hereby gives notice that it will make application to

Procureur général, en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qu'il plaira au Procureur général de fixer.

Montréal, le 29 octobre 1952.

Le Secrétaire,
33561 W. J. MURPHY.

L. HARCOURT LIMITED

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "L. Harcourt Limited" donne par les présentes avis, qu'elle s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, ce 4e jour de novembre 1952.

Les Procureurs de la compagnie,
33584 PENDER, WEST & BRYSON.

AVIS LÉGAL

Avis est par les présentes donné, que la compagnie "Geraldine Fashion Shoppe Inc." s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte immédiatement, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 5 novembre 1952.

Le Secrétaire,
33596 M. MANN.

Compagnies dissoutes

Avis est par les présentes donné, que la compagnie "Jonirmo Company", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 27 février 1885, sous le nom originaire de "Johnson's Company", et ayant sa principale place d'affaires à Thetford Mines dans le district judiciaire d'Arthabaska, a été dissoute à compter du 31e jour d'octobre 1952, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q. 1941, chapitre 278).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 3e jour de novembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33570 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Dorlene Realty Corp.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 septembre 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er novembre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 3 novembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'arti-

the Attorney General under the provisions of Section 26 of the Quebec Companies' Act, for the acceptance of the surrender of its Charter on and from a date to be fixed by the Attorney General.

Montreal, October 29th, 1952.

W. J. MURPHY,
33561-o Secretary.

L. HARCOURT LIMITED

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "L. Harcourt Limited" hereby gives notice that this Company will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter and its cancellation from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 4th day of November, 1952.

PENDER WEST & BRYSON,
33584-o Attorneys for the company.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that "Géraldine Fashion Shoppe Inc." will make an application for leave to surrender its Charter immediately to the Attorney General of the Province of Quebec, in accordance with the Quebec Companies' Act.

Montreal, November 5th, 1952.

M. MANN,
33596-o Secretary.

Companies Dissolved

Notice is hereby given that Jonirmo Company, a company incorporated under the Quebec Companies Act by Letters Patent dated February 27th, 1885, under the original name of "Johnson's Company", and having its principal place of business at Thetford Mines in the Judicial District of Arthabaska, has been dissolved on and from the 31st day of October, 1952, pursuant to the provisions of the Winding-up Act (R.S.Q. 1941, chapter 278),

Given at the office of the Provincial Secretary this 3rd day of November, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33570-o Under-Secretary of the Province.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dorlene Realty Corp.", incorporated by letters patent on September 18, 1950.

Notice is also hereby given that from and after November 1st, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, November 3, 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attor-

cle 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Hub Realty Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 septembre 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er novembre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 3 novembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Venus Jewellery Mfg. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 mars 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er novembre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 3 novembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Wilder Bermingham Investment Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 janvier 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er novembre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 3 novembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33555-o C.-E. CANTIN.

ney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hub Realty Co. Ltd.", incorporated by letters patent on September 30, 1949.

Notice is also hereby given that from and after November 1st, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, November 3, 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Venus Jewellery Mfg. Ltd.", incorporated by letters patent on March 27, 1951.

Notice is also hereby given that from and after November 1st, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, November 3, 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the company "Wilder Bermingham Investment Corporation", incorporated by letters patent on January 7, 1930.

Notice is also hereby given that from and after November 1st, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, November 3, 1952.

C.-E. CANTIN,
33555 Acting Deputy Attorney General.

Curatelle publique

Canada, Province de Québec,
District de Montréal

Succession vacante de William Tilles, alias Wolfe Tieles.

En sou vivant marchand de Montréal.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 2 mai 1952 par un juge de la cour supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal, qu'il est, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra à l'adresse ci-dessous, dans les quinze jours suivant le 8 novembre 1952, le paiement de toutes dettes envers la succession et la preuve de toutes les réclamations exigibles contre elle.

Le Curateur public intérimaire,
J.-A. ALLARD, N.P.
187, rue Ste-Catherine (Ouest),
Montréal 18. 33562-o

Public Curatorship

Canada, Province of Quebec
District of Montreal

Vacant Estate of William Tilles, alias Wolfe Tieles,

In his lifetime, merchant of Montreal.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant, in virtue of a judgment rendered on May 2, 1952, by a judge of the Superior Court sitting at Montreal, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act, (9 Ceo VI. c. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, within the fifteen days following the 8th of November, 1952, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

J.-A. ALLARD, N.P.
Tempory Public Curator.
187, St-Catherine St., (West),
Montreal 18. 33562

Département de l'Instruction publique

N° 1420-51.

Québec, le 5 novembre 1952.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Gertrude, dans le comté de Nicolet, les lots 571 à 582 du rang XVI (16), du canton de Maddington, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Marie-de-Blandford, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33600-45-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 672-49.

Québec, le 27 octobre 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 15 octobre 1952, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gérard Majella, dans le comté de Québec, le territoire ci-dessous décrit et de l'annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Val St-Michel, même comté:

Première concession Saint-Michel:

Le lot N° 298 borné vers le N.-O. par le lot N° 299; au S.-E. par le lot 297; au N.-E. et au S.-O. par des chemins publics;

Le lot N° 299 borné vers le N.-O. par le lot 300; au S.-E. par le lot N° 298; au N.-E. et au S.-O. par les chemins publics;

Le lot N° 300 borné vers le N.-O. par le lot N° 301; au S.-E. par le lot N° 299; au N.-E. par la partie du lot N° 300 faisant actuellement parde la municipalité scolaire de la Ville de Val St-Michel; au S.-O. par un chemin public;

Le lot N° 301 borné vers le N.-O. par le lot N° 302; au S.-E. par le lot N° 300; au N.-E. par la partie du lot N° 301 faisant actuellement partie de la municipalité scolaire de la Ville de Val St-Michel; au S.-O. par un chemin public;

Le lot N° 302 borné vers le N.-O. par le lot N° 303; au S.-E. par le lot N° 301; au N.-E. par la partie du lot N° 302 faisant actuellement partie de la municipalité scolaire de la Ville de Val St-Michel; au S.-O. par un chemin public;

Le lot N° 303 borné vers le N.-O. par le lot N° 304; au S.-E. par le lot N° 302; au N.-E. par la partie du lot N° 303 faisant actuellement partie de la municipalité scolaire de la Ville de Val St-Michel; au S.-O. par un chemin public.

Le lot N° 306 borné vers le N.-O. par le lot N° 307; au S.-E. par le lot N° 305; au N.-E. et au S.-O. par des chemins publics;

Le lot 312 borné vers le N.-O. par le lot N° 313; au S.-E. par le lot N° 311; au N.-E. par la partie du lot N° 312 faisant actuellement partie de la municipalité scolaire de la Ville de Val St-Michel; au S.-O. par un chemin public;

Le lot N° 318 borné vers le N.-O. par la route allant à la gare du C.N.R.,; au S.-E. par le lot N° 316; au N.-E. par loe lot N° 317; au S.-O. par un chemin public;

Le lot N° 328 borné au N.-O. par la ligue limitation de la nouvelle municipalité scolaire de la Ville de Val St-Michel avec la paroisse de St-Gabriel-de-Valcartier (Camp Valcartier); au S.-E. par le lot N° 327; au N.-E. par les lots N° 342, 343 et 344 de la deuxième concession St-Michel; au S.-O. par le lot N° 315 de la XIème concession (Gauderville);

Deuxième concession St-Michel;

Le lot N° 388, de figure irrégulière, borné au N.-O. par la partie du lot N° 388 faisant actuel-

Department of Education

No. 1420-51.

Quebec, November 5, 1952.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte-Gertrude, in the county of Nicolet, lots 571 to 582 of range XVI (16), of the township of Maddington, and to annex them to the school municipality of Sainte-Marie de-Blandford, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
33600-45-2 Superintendent of Education.

No. 672-49.

Quebec, October 27, 1952.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by Order in Council, dated October 15, 1952, to detach from the school municipality of Saint-Gérard Majella, in the county of Quebec, the territory hereinafter described and to annex it to the school municipality of the Town of Val St-Michel, same county:

First Concession St-Michel:

Lot No. 298 bounded on the N. W. by lot No. 299; on the S. E. by lot 297; on the N. E. and S. W. by public roads.

Lot No. 299 bounded on the N. W. by lot 300; on the S. E. by lot No. 298; on the N. E. and S. W. by public roads.

Lot No. 300 bounded on the N. W. by lot No. 301; on the S. E. by lot No. 299; on the N. E. by that part of lot No. 300 actually forming part of the school municipality of the Town of Val St-Michel; on the S. W. by a public road.

Lot No. 301 bounded on the N. W. by lot No. 302; on the S. E. by lot No. 300; on the N. E. by that part of lot No. 301 actually forming part of school municipality of the Town of Val St-Michel; on the S. W. by a public road.

Lot No. 302 bounded on the N. W. by lot No. 303; on the S. E. by lot No 301; on the N. E. by that part of lot No. 302 actually forming part of the school municipality of the Town of Val St-Michel; on the S. W. by a public road.

Lot No. 303 bounded on the N. W. by lot No. 304; on the S. E. by lot No. 302; on the N. E. by that part of lot No. 303 actually forming part of the school municipality of the Town of Val St-Michel; on the S. W. by a public road.

Lot No. 306 bounded on the N. W. by lot No. 307; on the S. E. by lot No. 305; on the N. E. and S. W. by public roads.

Lot No. 312 bounded on the N. W. by lot No. 313; on the S. E. by lot No. 311; on the N. E. by that part of lot No. 312 actually forming part of the school municipality of the Town of Val St-Michel; on the S. W. by a public road.

Lot No. 318 bounded on the N. W. by the road leading to the C.N.R. station on the S. E. by lot No. 316; on the N. E. by lot No. 317; on the S. W. by a public road.

Lot No. 328 bounded on the N. W. by the limit line of the new school municipality of the Town of Val St-Michel with the parish of St. Gabriel de Valcartier (Valcartier Camp); on the S. E. by lot No. 327; on the N. E. by lots Nos 342, 343 and 344 of the second St-Michel concession on the S. W. by lot No. 315 of the XI concession (Gauderville).

Second Concession St-Michel;

Lot No. 388, of irregular figure, bounded on the N. W. by that part of lot No. 388 forming actual-

lement partie de la municipalité scolaire de la Ville de Val St-Michel; au S.-E. par le lot N° 390; au N.-E. par un ruisseau et au S.O. par un chemin public;

Le lot N° 390 borné vers le N.-O. par le lot N° 388; au S.-O. par le lot N° 390-A; au N.-E. par un ruisseau et au S.-O. par un chemin public;

Le lot N° 390-A borné vers le N.-O. par le lot N° 390; au S.-E. par les lots N° 396 et 389; au N.-E. par un ruisseau et au S.-O. par un chemin public;

Le lot 389 de figure irrégulière borné vers le N.-O. par le lot N° 390; au S.-E. par le lot N° 396; au N.-E. par un ruisseau et au S.-O. par un chemin public;

Le lot N° 396 borné vers le N.-O. par les lots N° 389 et 390-A; au S.-E. par le lot N° 397; au N.-E. par un ruisseau et au S.-O. par un chemin public;

Le lot N° 397 borné au N.-O. par le lot N° 396; au S.-E. par le lot N° 401; au N.-E. par un ruisseau et au S.-O. par un chemin public.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er. juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33578-o O. J. DESAULNIERS.

ly part of the school municipality of the town of Val St-Michel; on the S. E. by lot No. 390; on the N. E. by a stream and on the S. W. by a public road.

Lot No. 390 bounded on the N. W. by lot No. 388; on the S. W. by lot No. 390A, on the N. E. by a stream and on the S. W. by a public road.

Lot No. 390A bounded on the N. W. by lot No. 390; on the S. E. by lots Nos. 396 and 389; on the N. E. by a stream and on the S. W. by a public road.

Lot No. 389, of irregular figure, bounded on the N. W. by lot No. 390; on the S. E. by lot No. 396; on the N. E. by a stream and on the S. W. by a public road.

Lot No. 396 bounded on the N. W. by lots Nos. 389 and 390A; on the S. E. by lot No. 397; on the N. E. by a stream and on the S. W. by a public road.

Lot No. 397 bounded on the N. W. by lot No. 396; on the S. E. by lot No. 401; on the N. E. by a stream and on the S. W. by a public road.

Said Order in Council to take effect on the 1st of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
33578 Superintendant of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (Ville de Charlesbourg), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 708-110 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 octobre 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
33579-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre revisé de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, (Ville de Loretteville), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 1046-1 et 1046-2 sont remplacés par les lots 1046-9 et 1046-10 et les lots 1046-3, 1046-5 et 1046-8 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 octobre 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
33579-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel du village Incorporé de Sainte-Thérèse-de-Blainville, (Maintenant situé dans la municipalité de la ville de Sainte-Thérèse), division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 115-134 à 115-137. 115-139 à 115-142 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 octobre 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
33579-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, (Town of Charlesbourg), registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 708-110 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 27th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
33579-o Deputy Minister.

NOTICE

Revised cadastre of the parish of Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, (Town of Loretteville), registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 1046-1 and 1046-2 are replaced by lots 1046-9 and 1046-10 and lots 1046-3, 1046-5 and 1046-8 are corrected in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 29th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
33579-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the Incorporated village of Sainte-Thérèse-de-Blainville (Now situated in the municipality of the Town of Sainte-Thérèse), registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 115-134 to 115-137, 115-139 to 115'142 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 25th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
33579-o Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 33-38-1 est remplacé par le lot 33-38-B-1 et le lot 33-38 est remplacé par le lot 33-38-B en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 octobre 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
33579-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch-Nord, cité de Québec division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 568-A-3; les lots 568-A-3-A, 568-A-3-B, 568-A-30-A, 568-A-30-B, 576-13-A, 576-13-B, 576-43 et 576-44 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
33579-o AVILA BÉDARD.

Québec, le 24 octobre 1952.

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Beauport Registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 33-38-1 is replaced by lot 33-38-B-1 and lot 33-38 is replaced by lot 33-38-B in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 20th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
33579-o Deputy Minister.

NOTICE

Official Cadastre of the parish of St. Roch-North, city of Quebec. registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 568-A-3; lots 568-A-3-A, 568-A-3-B, 568-A-30-A, 568-A-30-B, 576-13-A, 576-13-B, 576-43 and 576-44 are cancelled invirtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 24th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
33579-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapiter 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers d'horloger et de bijoutier dans les cités et villes d'un certain nombre de comtés de la province, rendue obligatoire par le décret numéro 163 du 12 février 1948, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Que les paragraphes suivants soient ajoutés à l'article I:

"*q*) Le terme "maître-horloger-bijoutier" désigne toute personne qualifiée comme maître-horloger-bijoutier par la Corporation des Horlogers-Bijoutiers de la Province de Québec et possédant un certificat en vigueur de ladite Corporation.

r) Le terme "compagnon-horloger-bijoutier" désigne toute prsonne qualifiée comme compagnon-horloger-bijoutier par la Corporation des Horlogers-Bijoutiers de la Province de Québec et possédant un certificat en vigueur de ladite Corporatino.

s) Le terme "apprenti-horloger-bijoutier" désigne toute personne qualifiée comme apprenti-horloger-bijoutier par la Corporation des Horlogers-Bijoutiers de la Province de Québec et possédant un certificat en vigueur de ladite Corporation."

2° Que l'article III (Juridiction territoriale) soit remplacé par le suivant:

"III. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret comprend:

1. Toutes les cités et villes de la province de Québec et un rayon de deux (2) milles de leurs

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chaptr 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the clockmaking and jewellery trades in the cities and towns of some counties of the province, rendered obligatory by the decree number 163 of February 12, 1948 have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

1. The following subsections will be added to section I:

"*q*) The words "master clockmaker-jeweller" mean any person qualified as master clockmaker-jeweller by the Corporation of Watchmakers and Jewellers of the Province of Quebec and who holds a certificate in force from the said Corporation.

r) The words "journeyman clockmaker-jeweller" mean any person qualified as journeyman clockmaker-jeweller by the Corporation of Watchmakers and Jewellers of the Province of Qubec and who holds a certificate in force form the said Corporation.

s) The words "apprentice clockmaker-jeweller" mean any person qualified as apprentice clockmaker-jeweller by the Corporation of Watchmakers and Jewellers of the Province of Quebec and who holds a certificate in force from the said Corporation."

2. Section III (Territorial jurisdiction) will be replaced by the following:

"III. *Territorial jurisdiction*' The territorial jurisdiction of the present decree comprises:

1. All cities and towns of the province of Quebec and a radius of two (2) miles from their limits,

limites, sauf celles qui sont situées dans l'Ile de Montréal ou dans les comtés de St-Hyacinthe, Hull, Nicolet, Huntingdon, Laval et Saguenay.

2. Les municipalités suivantes: Pierreville (Yamaska), Drummondville-Oust, St-Philippe, St-Nicéphore, St-Charles-Borromée, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, St-Guillaume, St-Majorique, L'Avenir, St-Simon, St-Jean-Baptiste, St-Cyrille et St-Germain de Grantham (Drummond), Ulverton, Melbourne, Danville, St-Félix de Kingsey, Kingsey-Falls, (Richmond), St-Norbert, Warwick et St-Albert (Arthabaska), Wotton (Wolfe), Price (Matane), Naudville (Lac St-Jean), Shawinigan-Sud (St-Maurice), Laprairie et Chambly-Bassin (Chambly)."

3° Que l'article IV-A suivant soit ajouté:

"IV-A. Les heures de travail doivent être réparties entre les heures d'ouverture et de fermeture établies par règlements municipaux pour les établissements assujettis au décret."

4° Que les dispositions suivantes soient ajoutées à l'article VI:

"Maître-Horloger-Bijoutier..... $52.50
Compagnon-horloger-bijoutier..... 37.50"

5° Que les paragraphes suivants soient ajoutés à l'article VIII (Vacances payées);

"*Période annuelle:* Une année pour les fins de calcul des vacances, commence le 1er juin et se termine le 31 mai.

Rémunération: Les vacances sont rémunérées sur une base de 2% du salaire gagné pendant l'année précédente dans le cas d'un salarié qui a droit à une semaine de vacances et pour celui qui n'a pas encore une année complète de service, et à 4% dans le cas d'un salarié qui a droit à deux semaines de vacances et pour celui qui n'a pas encore complété sa quatrième année de service."

6° Que l'article VIII-A suivant "Congés payés" soit ajouté:

"VIII-A. *Congés payés:* Les congés reconnus et chômés dans une municipalité assujettie au décret seront les congés chômés et payés que l'employeur doit donner à ses salariés."

7° Qu'à l'article X, les mots "n'exerçant pas le métier d'horloger ou de bijoutier" soient remplacés par les suivants: "n'étant pas un maître-horloger-bijoutier".

8° Que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article X:

"Tout individu, société, firme ou corporation qui tient ou opère plusieurs établissements, doit avoir en permanence dans chacun de ses établissements, une personne possédant un certificat de maître-horloer-bijoutier ou un certificat d'horloger-senior"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 novembre 1952. 33591-o

excepting those situated on the Island of Montreal or in the counties of St. Hyacinthe, Hull, Nicolet, Huntingdon, Laval and Saguenay.

2. The following municipalities: Pierreville (Yamaska), Drummonville-Ouest, St. Philippe, St. Nicephore, St. Charles-Borromée, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, St. Guillaume, St. Majorique, L'Avenir, St. Simon, St. Jean-Baptiste, St. Cyrille and St. Germain de Grantham (Drummond), Ulverton, Melbourne, Danville, St. Felix de Kingsey, Kingsey-Falls (Richmond), St. Norbert, Warwick and St. Albert (Arthabaska), Wotton (Wolfe), Price (Matane), Naudville (Lake St. John), Shawinigan-South (St. Maurice), Laprairie and Chambly-Bassin (Chambly)."

3. The following section IV-A will be added:

"IV-A. The hours of work shall be distributed between the hours of opening and closing established by municipal by-laws for the establishments governed by the decree."

4. The following provisions will be added to section VI:

"Master clockmaker-jeweller $52.50
Journeyman clockmaker-jeweller ..... 37.50"

5. The following paragraphs will be added to section VIII (Vacation with pay):

"*Annual period:* One year, for the purposes of computing the vacation period, begins on June 1st and ends on May 31st.

Remuneration: Vacation is paid on the basis of 2% of the wages earned during the foregoing year in the case of employees who are entitled to one week of vacation and of those who have not yet completed one year of service, and of 4% in the case of employees who are entitled to two weeks of vacation and of those who have not yet completed their fourth year of service."

6. The following section VIII-A (holidays with pay) will be added:

"VIII-A. *Holidays with pay:* Holidays recognized and observed in a municipality governed by the decree shall be the holidays to be observed and paid by the employers to the employees hereby governed.

7. In section X, the words "not plying the clockmaking or jewellery trade" will be replaced by the words "not qualified as master clockmaker-jeweller".

8. The following paragraph will be added to section X:

"Every individual, partnership, firm or corporation who operates more than one establishment shall employ, on a prmanent basis, in each establishment a person holding a certificate as master clockmaker-jeweller or a certificate as senior clockmaker."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 8, 1952. 33591-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'ascenseur, rendue obligatoire par le décret numéro 411 du 17 avril 1952, relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the elevator industry, rendered obligatory by the decree number 411 of April 17, 1952, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, have submitted

Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret, de la façon suivante:

Le sous-paragraphe "*a*" du paragraphe 9 de l'article XV sera remplacé par le suivant:

"*a*) *Région de Montréal:*

	L'heure
Mécanicien	$2.09
Aide	1.46"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 novembre 1952. 33591-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 142 du 22 janvier 1947, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

Le paragraphe "*a*" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Salaires minima: a*) Les taux de salaires minima sont les suivants pour les salariés qualifiés de chacun des métiers ci-après:

ZONE I

Métiers	*Salaire hebdomadaire*	*Salaire horaire*
Préposé au bloquage à la main	$61.56	$1.54
Bloqueur	57.20	1.43
Coupeur	55.89	1.39¾
Préposé à la couture des pailles	55.89	1.39¾
Préposé à la couture des tissus	55.89	1.39¾
Drapeuse	39.60	0.99
Drapeuse préposée aux garnitures	34.80	0.87
Préposée aux garnitures	31.90	0.79¾"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 novembre 1952. 33591-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des produits de métal en feuilles dans l'Ile de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 683 du 4 juin 1952, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret, de la façon suivante:

to him a petition to amend the said decree, as follows:

Paragraph "*a*" of subsection 9 of section XV will be replaced by the following:

"*a*) *Montreal Region:*

	Per hour
Mechanic	$2.09
Helper	1.46"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 8, 1952. 33591-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions or the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the women's and children's headwear industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 142, of January 22, 1947, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended as follows:

Subsection "*a*" of section III will be replaced by the following:

"III. *Minimum wages: a*) The minimum wage rates shall be the following in each of the various trades for skilled workers:

ZONE I

Trades (Crafts)	*Per week*	*Per hour*
Hand Blockers	$61.56	$1.54
Blocker	57.20	1.43
Cutter	55.89	1.39¾
Straw Operator	55.89	1.39¾
Fabric Operator	55.89	1.39¾
Draper	39.60	0.99
Trimmer Draper	34.80	0.87
Trimmer	31.90	0.79¾"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 8, 1952. 33591-o

NOTICE OF AMENDEMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisons of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the sheet metal fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 683 of June 4, 1952, have submitted to him a petition to amend the said decree, as follows:

Le paragraphe "*d*" suivant sera ajouté à l'article V;

"*d*) A la demande de la majorité des salariés dans tout établissement et après entente avec l'employeur concerné, il est permis de remplacer le 26 décembre 1952 et le 2 janvier 1952 par un nombre équivalent d'heures rémunérées au taux régulier, les 6 et 13 décembre 1952. Dans un tel cas, les dispositions du paragraphe "*c*" de l'article VI s'appliqueront à la nouvelle date choisie."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 novembre 1952. 33591-o

The following subsection "*d*" will be added to section V:

"*d*) If requested by the majority of employees in any establishment and with the agreement of the employer concerned, it shall be permissible to substitute for December 26, 1952 and January 2, 1953, an equivalent number of hours to be worked at regular rates on December 6 and 13, 1952. In such case, Section VI-c will apply to the substituted day".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 8, 1952. 33591-o

Greffe de Notaire

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 27 octobre 1952, a accordé à Me Lucien Cyr, notaire exerçant à l'Annonciation, district judiciaire de Hull, la transmission de partie du greffe de Me Guy Villeneuve, notaire à Mont-Laurier, soit du N° 1 au N° 3300, du 10 septembre 1940 au 30 décembre 1950.

Montréal, le 4 novembre 1952.

Le Secrétaire de la Chambre des Notaires,
33595-o ARTHUR COURTOIS.

Notarial Record

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal on the 27th of October 1952, has granted to Me Lucien Cyr, notary practising at l'Annonciation, judicial district of Hull, the transfer of part of the greffe of Me Guy Villeneuve, notary practising at Mont-Laurier, N° 1 to No. 3300, from September 10th, 1940, to December 30th, 1950.

Montreal, November 4th, 1952.

ARTHUR COURTOIS,
33595-o Secretary of the Board of Notaries.

Liquidation: — avis de

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de "La Caisse Populaire de Saint-Octave-de-l'Avenir," tenue à Saint-Octave-de-l'Avenir, comté de Gaspé-Nord, le 19 octobre 1952, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que, à ces fins, MM. Léonidas Ouellet, Thomas Desbiens et Paul Deroy ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 octobre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33585-o JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notice:

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the associates of "La Caisse Populaire de Saint-Octave-de-l'Avenir", held at Saint-Octave-de-l'Avenir, county of Gaspé-North, on October 19, 1952, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said Association be voluntarily wound up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act, and of the Winding-Up Act, and that, for these purposes, Messrs. Léonidas Ouellet, Thomas Desbiens and Paul Deroy were appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 29, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33585 Under Secretary of the Province.

Proclamations

Canada
Province de Québec

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Defenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT:

Proclamations

Canada
Province of Quebec

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING:

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le vingt-quatre septembre 1952, mais que, pour diverses considérations. Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger jusqu'au douze novembre mil neuf cent cinquante deux:

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le vingt-quatre septembre 1952; vous convoquons par les présentes pour le DOUZE NOVEMBRE mil neuf cent cinquante-deux et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif. en la cité de Québec pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., L.L.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement à Québec, le troisième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-deux, et de Notre règne la première année.

Par ordre,
Le Secrétaire de la chancellerie
à Québec.
33184-37-9-o ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS. ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu' un certain territoire de la municipalité de la paroisse de St-Benoit-Joseph-Labre, dans le comté de Matapédia, soit détaché et érigé en municipalité distincte, sous le nom de municipalité de la paroisse de Sainte-Irène, comté de Matapédia.

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code Municipal à cet égard ont été remplies, que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de St-Benoit-Joseph-Labre, après cette érection, une population de plus de trois cents âmes.

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1040 en date du 8 octobre 1952, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands convened for the dispatch of business for the twenty-fourth day of September, 1952, but that, for various consideration. We have, with the advice of the Executive Council of the Province, thought fit to prorogue it to November twelfth, one thousand nine hundred and fifty-two;

THEREFORE, We now inform you that you are dispensed from meeting on the twenty-fourth day of September, 1952, We hereby convene you for the TWELFTH day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and fifty-two, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

By command.
ANTOINE LEMIEUX,
Secretary in Chancery,
33184-37-9 Quebec.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, *Deputy Attroney General.* WHEREAS a petition has been presented to Us, praying that a certain territory in the Municipality of the parish of St-Benoit-Joseph Labre, in the county of Matapédia, be detached and erected into a separate municipality, under the name "The Municipality of the Parish of Sainte-Irène, county of Matapedia;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code, to this effect, have been fulfilled, that the said territory is within the conditions required by law to form a municipality and there shall remain to the Municipality of the parish of St-Benoit-Joseph-Labre, after such erection a population of over three hundred souls.

WHEREAS it is expedient to grant said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order. bearing number 1040, under date of October 8, 1952, and pursuant to the provisions of the Municipal Code, of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

Un territoire situé dans le canton de Nemtayé, comprenant en référence au cadastre officiel pour le dit canton tous les lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparant la seigneurie du Lac Matapédia du Canton Nemtayé avec la ligne séparative des rangs I et II du dit canton; de là, passant successivement par les lignes suivantes: la dite ligne séparant la seigneurie du Lac Matapédia du canton de Nemtayé, la ligne séparative des lots G et H dans chacun des rangs III, IV et V, partie de la ligne séparative des lots B-2 et C rang VI, partie de la ligne séparative des rangs VI et VII et de la ligne séparative des cantons de Nemtayé et de Pinault, la ligne séparative des lots 52 et 53 dans chacun des rangs VI, V, IV, III, II et I, partie de la ligne séparative des cantons de Nemtayé et Awantjish, la ligne séparative des lots 10 et 11 du rang 1 et enfin partie de la ligne séparative des rangs I et II jusqu'au point de départ; lequel territoire sera, quant à sa partie comprenant les lots de A à G des rangs III, IV et V et les lots A, B-1 et B-2 du rang VI, détaché de la municipalité de la paroisse de St-Benoit-Joseph-Labre, et sera érigé en municipalité distincte, sous le nom de municipalité de la paroisse de Sainte-Irène, telle érection devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la date de la publication de ladite proclamation, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-huitième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par odrer,
Le Sous-secrétaire de la Province,
33555-o JEAN BRUCHÉSI.

A territory situate in the township of Nemtayé, containing, with reference to the official cadastre for said township, all the lots and the present and future subdivisions thereof, and also the roads, rivers, lakes, water-courses or part thereof, enclosed within the following limits, to wit: Starting from the point of intersection of the line separating the Seigniory of "Lac Matapédia du canton Nemtayé" from the division line of Ranges I and II of said township, thence passing successively by the following lines: the said line separating the Seigniory of "Lac Matapédia du Canton de Nemtayé" the division line of lots G and H in each of ranges III, IV and V, part of the division line of ranges V and VI, the division line of lots 1-2 and C, range VI part of the division line of Ranges VI and VII and the division line of the townships of Nemtayé and Pineault, the division line of lots 52 and 53, in each of the ranges VI, V, IV, III, II and I part of the division line of the townships of Nemtayé and Avantjish, the division line of lots 10 and 11 of range I and finally, part of the division line of ranges I and II, to the starting point; said territory shall, as to part thereof including A to G of ranges III, IV and V, and A, B-1 and B-2 of range VI, detached from the Municipality of the parish of St-Benoit-Joseph Labre, and shall be erected into a separate municipality, under the name of the Municipality of the Parish of Sainte-Irène, such erection to take effect from and after the first of January following the date of publication of the present Procalmation, the whole pursuant to the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all other, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved, the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House ,in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-eighth day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
33555 Under Secretary of the Province.

Siège social

JOS SIMARD ET COMPAGNIE LTÉE
JOS. SIMARD AND COMPANY, LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Jos Simard et Compagnie, Ltée" — "Jos. Simard and Company, Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes accordées par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 21 mai 1952, enregistrées le 23 mai 1952, a établi son siège social à 1405 rue Peel, cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 29 octobre 1952.

Le Président,
33563-o MARIUS DOYE.

Head Office

JOS. SIMARD ET COMPAGNIE, LTÉE
JOS. SIMARD AND COMPANY, LTD.

Notice is hereby given that the company "Jos Simard et Compagnie, Ltée" — "Jos Simard and Company, Ltd.", incorporated by letters issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 21st of May, 1952, recorded May 23rd, 1952, has established its head office at 1405 Peel Street, City of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, October 29, 1952.

MARIUS DOYE,
33563 President.

Soumissions

Province de Québec

VILLAGE D'AMQUI
(Comté de Matapédia)

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, André-A. Lévesque, secrétaire-trésorier, C.P. 270, Amqui, comté de Matapédia, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 24 novembre 1952, pour l'achat de $55,500 d'obligations du village d'Amqui, comté de Matapédia, datées du 1er janvier 1953 et remboursables par séries du 1er janvier 1954 au 1er janvier 1968 inclusivement, avec interêt à un taux n'excédant pas 5% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$55,500—15 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1954.	$3,000.00
1er janvier 1955.	3,000.00
1er janvier 1956.	3,000.00
1er janvier 1957.	3,500.00
1er janvier 1958.	3,500.00
1er janvier 1959.	3,500.00
1er janvier 1960.	3,500.00
1er janvier 1961.	3,500.00
1er janvier 1962.	4,000.00
1er janvier 1963.	4,000.00
1er janvier 1964.	4,000.00
1er janvier 1965.	4,000.00
1er janvier 1966.	4,000.00
1er janvier 1967.	4,500.00
1er janvier 1968.	4,500.00

Ladjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Amqui, comté de Matapédia.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Amqui, comté de Matapédia.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt, cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 24 novembre 1952, à 8 heures p.m., en la salle du conseil municipal, à Amqui, comté de Matapédia.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Amqui, (Comté de Matapédia), ce 5 novembre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ-A. LÉVESQUE.

C.P. 270, Amqui,
(Cté Matapédia), P.Q. 33597-o

Tenders

Province of Quebec

VILLAGE D'AMQUI
(County of Matapedia)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André-A. Lévesque, secretary-treasurer, P.O.B. 270, Amqui, county of Matapedia, until 8 o'clock Monday, November 24, 1952, for the purchase of an issue of $55,500 of bonds of the Village of Amqui, county of Matapedia, dated January 1st, 1953 and redeemable serially from January 1st, 1954 to January 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not exceeding 5% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—$55,500—15 years

Year	*Capital*
January 1st, 1954.	$3,000.00
January 1st, 1955.	3,000.00
January 1st, 1956.	3,000.00
January 1st, 1957.	3,500.00
January 1st, 1958.	3,500.00
January 1st, 1959.	3,500.00
January 1st, 1960.	3,500.00
January 1st, 1961.	3,500.00
January 1st, 1962.	4,000.00
January 1st, 1963.	4,000.00
January 1st, 1964.	4,000.00
January 1st, 1965.	4,000.00
January 1st, 1966.	4,000.00
January 1st, 1967.	4,500.00
January 1st, 1968.	4,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Amqui, County of Matapedia.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Amqui, county of Matapedia.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemd will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday November 24, 1952, at 8 o'clock p.m., at the Municipal Hall, at Amqui, County of Matapedia.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Amqui, (County of Matapedia), November 5, 1952.

ANDRÉ-A. LÉVESQUE,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 270, Amqui,
(County of Matapédia), P.Q. 33597

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-MAXIME ET ST-JOSAPHAT-DE-LONGUEUIL
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné O. Théroux, secrétaire-trésorier, 93, rue Charron, Ville LeMoyne, Comté de Chambly, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 25 novembre 1952, pour l'achat de $306,000 d'obligation des commissaires d'écoles pour la munic. de St-Maxime et St-Josaphat-de-Longueuil, datées du 1er novembre 1952 et remboursables par séries du 1er novembre 1953 au 1er novembre 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant.

Tableau d'amortissement—$306,000—20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1953.	x$16,000.00
1er novembre 1954.	x 16,500.00
1er novembre 1955.	x 17,500.00
1er novembre 1956.	x 18,000.00
1er novembre 1957.	x 19,000.00
1er novembre 1958.	x 20,000.00
1er novembre 1959.	x 20,500.00
1er novembre 1960.	x 21,500.00
1er novembre 1961.	x 22,500.00
1er novembre 1962.	x 23,500.00
1er novembre 1963.	9,000.00
1er novembre 1964.	9,500.00
1er novembre 1965.	10,000.00
1er novembre 1966.	10,500.00
1er novembre 1967.	10,500.00
1er novembre 1968.	11,000.00
1er novembre 1969.	11,500.00
1er novembre 1970.	12,500.00
1er novembre 1971.	13,000.00
1er novembre 1972.	13,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $156,697.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de $15,669.75 chacun, de 1953 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à St-Lambert, comté de Chambly.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui

Province of Quebec

THE SHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-MAXIME AND ST-JOSAPHAT-DE-LONGUEUIL
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned O. Théroux, secretary-treasurer, 93, Charron Street, Town of LeMoyne, county of Chambly, until 8 o'clock p.m., Tuesday November 25, 1952, for the purchase of an issue of $306,000 of bonds of the School Commissioners for the mun. of St-Maxime and St-Josaphat-de-Longueuil, dated November 1st, 1952, and redeemable serialy, from November 1st, 1953 to November 1st, 1972, inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $306,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1953.	x$16,000.00
November 1st, 1954.	x 16,500.00
November 1st, 1955.	x 17,500.00
November 1st, 1956.	x 18,000.00
November 1st, 1957.	x 19,000.00
November 1st, 1958.	x 20,000.00
November 1st, 1959.	x 20,500.00
November 1st, 1960.	x 21,500.00
November 1st, 1961.	x 22,500.00
November 1st, 1962.	x 23,500.00
November 1st, 1963.	9,000.00
November 1st, 1964.	9,500.00
November 1st, 1965.	10,000.00
November 1st, 1966.	10,500.00
November 1st, 1967.	10,500.00
November 1st, 1968.	11,000.00
November 1st, 1969.	11,500.00
November 1st, 1970.	12,500.00
November 1st, 1971.	13,000.00
November 1st, 1972.	13,500.00

The x indicate the years during which annual payments of a total amount of $156,697.50, granted by the Provincial Secretary, and payable in ten instalments of $15,669.75 each, from 1953 to 1962 inclusively, shall be received and applied to the services of said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Lambert, county of Chambly.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at St-Lambert, county of Chambly.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to

sera tenue mardi, le 25 novembre 1952, à 8 heures p.m., dans leur local de l'école du Sacré-Cœur, rue Cartier à St-Maxime.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville Lemoyne, (Comté de Chambly), ce 5 novembre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
O. THÉROUX.

93, rue Charron, Ville LeMoyne,
(Comté de Chambly), P.Q. 33598-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE VILLENEUVE
(COMTÉ DE QUÉBEC)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Arthur Tremblay, secrétaire-trésorier, 1150, Ave Royale, Villeneuve, Comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 24 novembre 1952 pour l'achat de $180,000 d'obligations des Commissaires d'écoles pour la municipalité de Villeneuve, Comté de Québec datées du 1er décembre 1952 et remboursables par séries du 1er décembre 1953 au 1er décembre 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$180,000—20 ans.

Année	*Capital*
1er décembre 1953	x$14,500.00
1er décembre 1954	x 15,500.00
1er décembre 1955	x 16,000.00
1er décembre 1956	x 17,000.00
1er décembre 1957	x 17,500.00
1re décembre 1958	x 18,500.00
1er décembre 1959	4,500.00
1er décembre 1960	4,500.00
1er décembre 1961	4,500.00
1er décembre 1962	5,000.00
1er décembre 1963	5,000.00
1er décembre 1964	5,500.00
1er décembre 1965	5,500.00
1er décembre 1966	6,000.00
1er décembre 1967	6,000.00
1er décembre 1968	6,500.00
1er décembre 1969	6,500.00
1er décembre 1970	7,000.00
1er décembre 1971	7,000.00
1er décembre 1972	7,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $89,088.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en six versements de $14,848.00 chacun, de 1953 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables au bureau principal d'une banque à charte à Montréal et à Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts,

be held on Tuesday, November 25, 1952, at 8 o'clock p.m., in their usual room at the Sacred-Heart School, Cartier Street, at St-Maxime.

The School Commissioners de not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ville Lemoyne (County of Chambly), November 5, 1952.

O. THÉROUX,
Secretary-Treasurer.

93, Charron Street, Town of LeMoyne,
(County of Chambly), P.Q. 33598

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF VILLENEUVE
(COUNTY OF QUEBEC)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Arthur Tremblay, secretary-treasurer, 1150 Royale Ave., Villeneuve, County of Quebec, until 8 o'clock p.m., Monday, November 24, 1952, for the purchase of an issue of $180,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Villeneuve, County Quebec, dated December 1st, 1952 and redeemable serially from December 1st, 1953 to December 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $180,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1953	x$14,500.00
December 1st, 1954	x 15,500.00
December 1st, 1955	x 16,000.00
December 1st, 1956	x 17,000.00
December 1st, 1957	x 17,500.00
December 1st, 1958	x 18,500.00
December 1st, 1959	4,500.00
December 1st, 1960	4,500.00
December 1st, 1961	4,500.00
December 1st, 1962	5,000.00
December 1st, 1963	5,000.00
December 1st, 1964	5,500.00
December 1st, 1965	5,500.00
December 1st, 1966	6,000.00
December 1st, 1967	6,000.00
December 1st, 1968	6,500.00
December 1st, 1969	6,500.00
December 1st, 1970	7,000.00
December 1st, 1971	7,000.00
December 1st, 1972	7,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $89,088.00 granted by the Provincial Secretary, and payable in six instalments of $14,848.00 each, from 1953 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Québec.

Capital and interest are payable at the main office of a chartered bank at Montreal and at Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date;

cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 24 novembre 1952 à 8 heures p.m., à la salle du couvent de Villeneuve.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Villeneuve (Comté de Québec), ce 5 novembre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
ARTHUR TREMBLAY.

1150, Ave Royale, Villeneuve,
(Québec), P.Q. 33599-o

however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, November 24, 1952, at 8 o'clock p.m., at the convent hall of Villeneuve.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Villeneuve (County of Quebec), November 5, 1952.

ARTHUR TREMBLAY,
Secretary-Treasurer,

1150 Royale Ave., Villeneuve,
(Quebec), P. Q. 33599

Vente pour taxes

Canada, Province de Québec

CITÉ DE ROUYN
Comté de Rouyn-Noranda

Avis public est donné par les présentes que le soussigné, Gérard Beauchemin, secrétaire-trésorier de la Cité de Rouyn, que les propriétées ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique dans la salle des délibérations du conseil de l'Hôtel de Ville de Rouyn, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1952, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire aux taxes et redevances municipales et scolaires et autres, avec intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Zohoruk, Mike.— Lot 84, bloc 41, avec ememble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $248.41.

Kravetz, Sam et Korman, Nathan.— Lot 175, bloc, 41, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $1,109.61.

Korman, Jos.— La partie ouest du lot 177 bloc 41 du cadastre officiel du canton de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, mesurant 20 pi. de largeur par 115 pi. de profondeur, borné au uord par la ruelle N° 213, à l'est par la partie du lot 177 bloc 41 plus bas décrits, au sud par la rue Perreault (lot 214 bloc 41), et à l'ouest par le lot 178 bloc 41, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $946,26

Dumont, Louis Armand. — La partie est du lot 177 bloc 41 du cadastre officiel du canton de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, mesurant 20 pi. de largeur par 115 pi. de profondeur, et bornée au nord par la ruelle (lot 213 bl 41) à l'est par le lot 176 bloc 41, au sud par la rue Perreault (lot 214 bl 41) à l'ouest par la partie du lot 177 bloc 41 telle que décrite plus haut, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $1,105.43.

Misciko, Andrew.— Lot 340 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $84.91

Zohoruk, Mike.— Lot 345 bloc 41 avec ensemble les gâtisses dessus construites et dépendances. Total: $210.74.

Sale for Taxes

Canada, Province of Quebec

CITY OF ROUYN
County of Rouyn-Noranda

Public notice is hereby given by the undersigned, Gérard Beauchemin, Secretary-treasurer of the City of Rouyn, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the sitting room of the Council of the said City of Rouyn, at the City of Rouyn, WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH of NOVEMBER 1952, at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of taxes and municipal dues, school and other taxes with interests as mentioned in the hereinunder statement, and costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interests, costs shall be paid before the sale:

Zohoruk, Mike.— Lot 84 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $248.41.

Kravetz, Sam and Korman, Nathan.— Lot 175 block 41 with the buildings thereon wrected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $1,109.61.

Korman, Jos.— West part of lot 177 block 41, Township of Rouyn, County of Rouyn-Noranda, measuring 20 feet in width by 115 feet in depth, and bounded on the north by lane No. 213, on the east by the hereinafter described part of lot 177, on the south by Perrault Street No. 214, and on the West by lot 178 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights members and appurtances. Total: $946.26

Dumont, Louis Armand.— Eastern part of lot 177 block 41, Township of Rouyn, County of Rouyn-Noranda, measuring 20 feet in width by 115 feet in depth, and bounded on the north by lane No. 213, on the East side by lot 176, on the south by Perreault Street No. 214, and on the west by the hereinbefore described part of lot 177 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights members and appurtenances. Total: $1,105.43.

Misciko, Andrew.— Lot 340 block 41 with the buildings thereon erected together with all rights members and appurtenances. Total: $84.91.

Zohoruk, Mike.— Lot 345 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $210.74.

Sartoretto, Ronallo.— Lot 358 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total. $88.40.

Fried, Wolfe Jetel.— Lot 438 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $94.66

Fried, Wolfe Jetel.— Lot 439 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $108.39.

Piecan, Walter et Prozowska, J.— La partie ouest du lot 448 bloc 41 en conformité avec les plan officiel et livre de renvoi du canton de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, cette dite partie ouest mesurant 50 pieds de largeur par 59 pieds de profondeur, bornée au nord par le lot 447 du bloc 41, à l'est par une ligne allant du sud au nord, parallèle à la ligne de division des lots 448 et 540, à une distance de 62 pieds en tous points de la dite ligne de la division des lots 448 et 540, et à l'ouest par le lot 541 (ruelle reliant les rues Pelletier et Mercier), et la partie ouest du lot 447 du bloc 41, en conformité avec les plan officiel et livre de renvoi pour le canton de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, mesurant 50 pieds de largeur par 40 pieds de profondeur, bornée au nord par le lot 446 du bloc 41, à l'est par une ligne allant du sud au nord parallèle à la ligne de division des lots 447 et 540, à une distance de 62 pieds en tous points de la ligne de division des lots 447 et 540, à l'ouest par le lot 541 (ruelle reliant les rues Pelletier et Mercier), avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $195.59.

Sigouin, Armand.— Le lot 450 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $283.02.

Beiczowski, Stanley.— Lot 454 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total. $445.96.

Rizzuto, Louis.— Lot 494 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $69.96.

Charnoby, Paul.— Lot 625 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total.$169.89.

Kowalczuk, Y.— Lot 646 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total. $97.00.

Rudy, Peter.— Lot 712 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $237.20.

Nesteruk, Dan.— Lot 1198 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $138.00.

Nesteruk, Dan.— Lot 1199 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $100.18.

Nesteruk, Vera.— Lot 1200 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $77.52.

Nesteruk, Vera.— Lot 1206 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances: Total: $20.39.

Sartoretto, Ronallo.— Lot 358 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total $88.40.

Fried, Wolfe Jetel.— Lot 438 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $94.66.

Fried, Wolfe Jetel.— Lot 439 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $108.39.

Piecan, Walter and Prozowska, J.— The Western part of lot 448 of block 41, according to the official plan and Book of Reference for the Township of Rouyn, County of Rouyn-Noranda, the said western part measuring 50 feet in width by 59 feet in depth, bounded on the north by lot 447 of the said block 41, on the east by a line running from south to north paralleling the division line of lot 448 and 450 at a distance of 62 feet at all points from the said division line of lots 448 and 540, and on the west by lot 541 (laneway collecting Pelletier and Mercier Streets) and the western part of lot 447 block 41, according to the official Plan and Book of Reference for the Township of Rouyn, County of Rouyn-Noranda, measuring 50 feet in width by 40 feet in depth, bounded on the north by lot 446, on the east by a line running from south to north paralleling the division line of lots 447 and 540 at a distance of 62 feet at all points from the said division line of lots 447 and 540, and on the west by lot 541 (laneway collecting Pelletier and Mercier Streets), with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $195.59.

Sigouin, Armand.— Lot 450 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $283.02.

Belczowski, Stanley.— Lot 454 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $445.96.

Rizzuto, Louis.— Lot 494 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $69.96.

Charnoby, Paul.— Lot 625 block 41 with the buildongs thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $169.89.

Kowalczuk, Y.— Lot 646 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $97.00.

Rudy, Peter.— Lot 712 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $237.20.

Nesteruk, Dan.— Lot 1198 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $138.00.

Nesteruk, Dan.— Lot 1199 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $100.18.

Nesteruk, Vera.— Lot 1200 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $77.52.

Nesteruk, Vera.— Lot 1206 block 41 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $20.39.

Coopérative d'Habitations.— La partie ouest du lot 1390 du bloc 41, canton de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, en conformité avec les plan officiel et livre de renvoi du canton de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, la dite partie ouest mesurant 30 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, bornée au nord par la rue Latulipe (lot 1918 bl 41) à l'est par une ligne allant du sud au nord, parallèle à la ligne de division des lots 1390 et 1389 à une distance de 10 pieds en tous points de la dite ligne de division des lots 1389 et 1390, au sud par la ruelle (lot 1919 bl 41) et à l'ouest par le lot 1391, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépandances. Total: $27.46

Beland, Mike.— Batisses seulement sur lot 1594 bloc 41 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $76.00.

Chenevert, René.— Lot 342 bloc 8 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $37,22.

Heins, E. C. Lot 543 bloc 8 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $380.17.

Vaillancourt, A. O. Lot 546 bloc 8 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $77.67.

Woldemars, Gavarkovs.— Lot 547 bloc 8 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $52.42.

Wloswiski, Julien.— Lot 566 bloc 8 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $73.88.

Rouyn Improvement.— Lot 567 bloc 8 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $96.40.

Rouyn Improvement.— Lot 588 bloc 8 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $12.77.

Rouyn Improvement.— Lot 589 bloc 8 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $10.60.

Vaillancourt, A. O.— Lot 601 bloc 8 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $51.68.

Leclair, Gilles Nap.— Lot 23 bloc 125 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $15.41.

Morissette, P. E.— Lot 65 bloc 125 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $90.52.

Nylund, P. S.— Lot 67 bloc 159 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $114.27.

Roy, Jean Charles.— Lot 174 bloc 159 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total:$78.56.

Armstrong, Jack.— Lot 52 bloc 200 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $83.85.

Fried, Sam.— Lot 91, subdivision 7, bloc 201 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances Total: $37.14.

Boissonneault, Paul.— Lot 91, subdivision 18, bloc 201 avec ensemble les bâtisses dessus cons-

Cooperative d'Habitations.— The western part of lot 1390 block 41 Township of Rouyn, County of Rouyn-Noranda, according to the official plan and book of Reference for the Township of Rouyn county of Rouyn-Noranda, the said western part measuring 30 feet in width by 100 feet in depth, and bounded on the north by Latulippe Street (lot 1918 bl 41), on the east, by a line running from south to north paralleling the division line of lots 1390 and 1389, at a distance of 10 feet at all points from the said division line of lots 1390 and 1389, on the south by the lane (lot1919 bl 41), and on the west by lot 1391, with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $27.46.

Beland, Mike.— Building only on lot 1594 block 41 the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $76.00.

Chenevert, René.— Lot 342 block 8 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $37.22.

Heins, E. C. — Lot 543 block 8 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $380.17.

Vaillancourt, A.O.— Lot 546 block 8 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $77.67.

Woldemars, Gavarkovs.— Lot 547 block 8 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $52.42.

Wloswiski, Julien.— Lot 566 block 8 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $73.88.

Rouyn Improvement.— Lot 567 block 8 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $96.40.

Rouyn Improvement.— Lot 588 block 8 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $12.77.

Rouyn Improvement.— Lot 589 block 8 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $10.60.

Vaillancourt, A.O.— Lot 601 block 8 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $51.68.

Leclair, Gilles Nap.— Lot 23 block 125 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total. $15.41.

Morissette, P.-E.— Lot 65 block 125 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $90.52.

Nylund, P. S.— Lot 67 block 159 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $114.27.

Roy, Jean Charles.— Lot 174 block 159 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $78.56.

Armstrong, Jack.— Lot 52 block 200 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $83.85.

Fried, Sam.— Lot 91, subdivision 7, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $37.14.

Boissonneault. Paul.— Lot 91, subdivision 18, block 201 with the buildings thereon erected,

truites et dépendances. Total: $51.10.

Letourneau, Julien.— Lot 91, subdivision 20, bloc 201 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $40.15.

Germain Albert.— Lot 91, subdivision 22, bloc 201 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $52.25.

Fried, Pearl.— Lot 91, subdivision 26, bloc 201, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $36.27.

Dryski, Steve.— Lot 91, subdivision 66, bloc 201 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $20.20.

Bordeleau, Arthur.— Lot 91, subdivision 69, blôc 201, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $11.07.

Breton, Henri.— Lot 91, subdivision 75, bloc 201 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $58.20.

Lallier, Philippe.— Lot 91, subdivision 137, bloc 201 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $56.20.

Racicot, Camille.— Lot 91, subdivision 138, bloc 201, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $51.60.

Houle, Alb.— Lot 91, subdivision 151, bloc 201, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $67.28.

Kanociks, M.— Lot 91, subdivision 153, bloc 201, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $50.80.

Nelson, J.— Lot 91, subdivision 154, bloc 201, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total:$51.75.

Bédard, Lionel.— Lot 91, subdivision 155, bloc 201, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $49.15.

Lacroix, Simon.— Lot 91, subdivision 156, bloc 201, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total:$35.20.

Burnett, E. J.— Lot 91, subdivision 157, bloc 201, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: 29.80.

Burnett, E. J. Lot 91, subdivision 158, bloc 201, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $29.80.

Vaillancourt, A. O.— Lot 91, subdivision 161, bloc 201, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $103.57.

Mirault, Adolphe.— Lot 91 subdivision 162, bloc 201, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $39.00.

Longvalle, Eustache.— Lot 91, subdivision 167, bloc 201, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $92.30.

Szwec, Léon.— Lot 91, subdivision 176, bloc 201, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $80.20.

together with all rights, members and appurtenances. Total: $51.10.

Létourneau, Julien.— Lot 91, subdivision 20, block 201 with buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $40.15.

Germain, Albert.— Lot 91, subdivision 22, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $52.25.

Fried, Pearl.— Lot 91, subidivision 26, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $36.27.

Dryski, Steve.— Lot 91, subdivision 66, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $20.20.

Bordeleau, Arthur.— Lot 91, subdivision 69, block 201, with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $11.07.

Breton, Henri.— Lot 91, subdivision 75, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $58.20.

Lallier, Philippe.— Lot 91, subdivision 137, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. $56.20.

Racicot, Camille.— Lot 91, subdivision 138, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $51,60.

Houle, Alb.— Lot 91, subdivision 151, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $67.28.

Kanociks, M.— Lot 91, subdivision 153, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $50.80.

Nelson, J.— Lot 91, subdivision 154, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $51.75.

Bédard, Lionel.— Lot 91, subdivision 155, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $49.15.

Lacroix, Simon.— Lot 91, subdivision 156, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $35.20.

Burnett, E. J.— Lot 91, subdivision 157, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $29.80.

Burnett, E. J.— Lot 91, subdivision 158, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $29.80.

Vaillancourt, A.-O.— Lot 91, subdivision 161, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $103.57.

Mirault, Adolphe.— Lot 91, subdivision 162, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $39.00.

Longvalle, Eustache.— Lot 91, subdivision 167, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $92.30.

Szwec, Léon.— Lot 91, subdivision 176, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $80.20.

Baribeau, Chs. H.— Lot 126 bloc 201 avec ensemble les bètisses dessus construites et dépendances Total: $43.30.

Baribeau, Chs. H.— Lot 127 bloc 201 avec ensemble les bâtisses dessus construites. Total: $32.90.

McArthur, Loughie.— Lot 179 bloc 202 avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances. Total: $119.89.

Ruscitte, Guiseppe.— Bâtisse seulement — bloc 41. Total: $28.36.

Les immeubles ci-dessus sont tous situés dans les limites de la Cité de Rouyn, comté Rouyn-Noranda. L'acheteur doit payer au comptant au moment de l'achat.

Donné à Rouyn ce vingt-deuxième jour d'octobre 1952.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
33521-44-2-0 GÉRARD BEAUCHEMIN.

Baribeau, Chs. H.— Lot 126 block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $43.30.

Baribeau, Chs.-H.— Lot 127, block 201 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $32.90.

McArthur, Loughie.— Lot 179 block 202 with the buildings thereon erected, together with all rights, members and appurtenances. Total: $119.89.

Ruscitte, Guiseppe.— Building only on block 41. Total: $28.36.

The above immoveables are all situated in the limits of the City of Rouyn, county of Rouyn-Noranda. The purchaser must pay immediately the price of his purchase.

Given at the City of Rouyn, this twenty-second day of October, 1952.

(Seal) GÉRARD BEAUCHEMIN,
33521-44-2-o Secretary-treasurer.

VENTES PAR SHÉRIF

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada, Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, N° 21,700. { MAURICE NADEAU, manufacturier, de St-Bernard de Dorchester, demandeur; vs ELPHÈGE BROCHU, de Barraute, district d'Abitibi, défendeur.

AVIS DE VENTE

Le lot N° 25 du rang 5, canton Barraute, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Barraute le JEUDI ONZE DÉCEMBRE 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos, le 4 novembre 1952. 33586-45-2-o

Canada, Province de Québec
District d'Abitibi

Cour de Magistrat, N° 12,308. { LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA VILLE DE CADILLAC, demanderesse, vs HENRI DUFAULT, autrefois de Cadillac, actuellement de lieux inconnus.

AVIS DE VENTE

Le 1/3 du lot 140 du bloc 46 du cadastre officiel de la municipalité de la ville de Cadillac, sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la ville de Cadillac, le MARDI SEIZE DÉCEMBRE 1952, à DEUX ET DEMIE heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos le 29 octobre 1952. 33587-45-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada, Province fo Quebec
District of Quebec

Superior Court, No. 21,700. { MAURICE NADEAU, manufacturer, of St-Bernard de Dorchester, plaintiff; vs ELPHEGE BROCHU, of Barraute district of Abitibi, defendant.

NOTICE OF SALE

Lot No. 25 of range 5, township of Barraute, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Barraute, on THURSDAY, the ELEVENTH day of DECEMBER, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, November 4, 1952. 33586-45-2

Canada, Province of Quebec
District of Abitibi

Magistrate's Court, No. 12,308. { THE MUNICIPAL CORPORATION OF THE TOWN OF CADILLAC, plaintiff; vs HENRI DUFAULT, theretofore of Cadillac, presently of unknown address.

NOTICE OF SALE

The 1/3 of lot 140 of block 46 of the official cadastre of the municipality of the town of Cadillac, without buildings.

To be sold at the parochial church door of the town of Cadillac, TUESDAY, DECEMBER SIXTEENTH, 1952, at HALF-PAST TWO o'clock in the afternoon.

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, October 29, 1952. 33587-45-2

Canada, Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No. 2658. LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA VILLE DE CADILLAC, demanderesse; vs Madame LUCIE YOUNG, épouse séparée de bien de JACK YOUNG, tous deux d'adresses inconnues, défendeurs.

AVIS DE VENTE

Le lot numéro 309 du bloc 46 du cadastre officiel de la ville de Cadillac, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la ville de Cadillac, le MARDI, SEIZE DÉCEMBRE 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos le 29 octobre 1952. 33588-45-2-o

Canada, Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 2658. THE MUNICIPAL CORPORATION OF THE TOWN OF CADILLAC, plaintiff; vs Madame LUCIE YOUNG, wife separate as to property of JACK YOUNG, both of unknown address, defendants.

NOTICE OF SALE

Lot number 309 of block 46 of the official cadastre of the town of Cadillac, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the town of Cadillac, TUESDAY, DECEMBER SIXTEENTH, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, October 29, 1952. 33588-45-2

BEDFORD

Canada, Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 4311. E. JULES CREVIER, industriel de la cité de Granby, district de Bedford, demandeur; vs L. G. RUDD, de Dunham, district de Bedford. défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Une ferme se trouvant et située dans le canton de Dunham connue et désignée comme étant composée des lots numéros sept cent-six, sept cent quarante-neuf, sept cent cinquante-cinq et sept cent cinquante-six (Nos 706, 749, 755 et 756) du cadastre officiel du canton de Dunham; avec la maison et toutes les autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique Sainte-Croix de Dunham, MERCREDI, le DIX DÉCEMBRE 1952, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
33576-45-2 A. ST-MARTIN.

BEDFORD

Canada, Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 4311. E. JULES CREVIER, industrialist of the city of Granby, District of Bedford, plaintiff; vs L. G. RUDD, of Dunham, District of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant:

A farm lying and situate in the Township of Dunham, known and designated as being composed of the lots numbers seven hundred and six, seven hundred and forty-nine, seven hundred and fifty-five, and seven hundred and fifty-six (Nos 706, 749, 755 and 756) of the official cadastre for the Township of Dunham; with house and all other buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic church door of Sainte-Croix of Dunham, WEDNESDAY, the TENTH day of DECEMBER, 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN,
33576-45-2 Sherif.

Canada, Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 4293. ALFRED CLOUTIER, fils, commerçant de Roxton-Pont, district de Bedford, demandeur; vs ALFRED FOURNIER, cultivateur et colporteur du Rang N° 3, de Valcourt, district de Bedford, défendeur; et MARCEL CHAPDELAINE, comptable et syndic licencié, de la Cité de Granby, district de Bedford, en sa qualité de Syndic à la faillite et cession de biens dudit Alfred Fournier, mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur:

Une ferme connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre pour le canton d'Ely, comme étant les lots numéros sept cent trente-quatre, sept cent trente-cinq, sept cent trente-six et sept cent trente-sept (734, 735, 736, 737), sauf et à distraire les deux arpents et demi nord desdits lots sept cent trente-six et sept cent trente-sept; ladite ferme ayant une superficie approximative de cent vingt acres de terre; avec les bâtisses dessus construites; et aussi avec réserve de la coupe de bois vendue à Exéas Verrier avec droit de passage pour ce dernier pour couper et enlever tel bois.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique Saint-Joseph à Valcourt, comté de Shefford,

Canada, Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 4293. ALFRED CLOUTIER, son, dealer of Roxton-Pont, district of Bedford, plaintiff, vs ALFRED FOURNIER, farmer and peddler of Range No. 3 of Valcourt, district of Bedford, defendant and MARCEL CHAPDELAINE, accountant and licensed trustee of the City of Granby, district of Bedford, in his quality of Trustee in the bankruptcy and assignment of property of said Alfred Fournier, mis-en-cause.

As belonging to the defendant:

A farm known and designated on the Official cadastral plan and book of reference for the Township of Ely, as being lots number seven hundred and thirty-four, seven hundred and thirty-five, seven hundred and thirty-six and seven hundred and thirty-seven (734, 735, 736 and 737), save and to be deducted the two one-half arpents north of the said lots seven hundred and thirty-six and seven hundred and thirty-seven; the said farm having an approximately superficial area of one hundred and twenty acres of land; with the buildings thereon erected; and also with reserve of the stumpage sold to Exéas Verrier with right of way for the latter to cut and take away such wood;

To be sold at the Catholic church door of Saint-Joseph, at Valcourt, county of Shefford,

JEUDI, le ONZIÈME jour de DÉCEMBRE, 1952, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Palais de Justice,
le 4 novembre 1952. 33589-45-2-o

THURSDAY, the ELEVENTH day of DECEMBER, 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House,
November 4, 1952. 33589-45-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, N° 16,132. LA CHAINE COOPÉRATIVE DU SAGUENAY, société régie par la loi des Syndicats coopératifs de Québec, ayant son siège social à Saint-Bruno, comté Lac Saint-Jean, demanderesse; vs LE SYNDICAT COOPÉRATIF AGRICOLE DE SAINT-JEAN L'ÉVANGÉLISTE, société régie par la loi des Syndicats Coopératifs Agricoles de Québec, ayant son siège social à Saint-Jean l'Évangéliste, comté de Chicoutimi, défenderesse.

Contre la défenderesse;

1° Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel du canton Bégin comme formant partie du lot N° 33-A, dans le rang trois, dudit canton, leqel terrain mesure cinquante pieds de front le long de la route, sur soixante-quinze pieds de profondeur, et est borné au nord par le chemin public, au sud et à l'est par le terrain de Jean-Baptiste Perron, ou représentants, et à l'ouest par le terrain de Roméo Levesque, ou représentants, avec bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Un autre lopin de terre, de figure irrégulière, connu et désigné au cadastre officiel du canton Bégin, comme formant partie du lot N° 33-B, du rang trois, dudit canton, et compris dans les bornes suivantes: au nord partie par une rue et partie par le terrain de René Gagné, ou représentants, à l'ouest partie par le terrain ci-dessus décrit au paragraphe 1er, partie par le terrain de Roméo Levesque, ou représentants, et partie par le terrain de Jean-Baptiste Perron, ou représentants, ou encore par une ligne droite partant du terrain de René Gagné et allant rejoindre le terrain de Léopold Tremblay, ladite ligne parallèle au côté ouest des bâtisses de Jean-Baptiste Perron et passant à quinze pieds courant ouest du côté ouest desdites bâtisses, le tout tel que plus au long décrit aux termes du titre d'acquisition par ledit Syndicat de Jean-Baptiste Perron, suivant acte enregistré sous le N° 89,479, avec toutes bâtisses, circonstances et dépendances; sauf à distraire de ce dernier terrain la partie d'icelui vendue par ledit Syndicat en faveur de Delphis Girard, suivant acte entegistré sous le N° 89,702.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean l'Evangéliste, canton Bégin, JEUDI, le ONZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 4 novembre 1952. 33590-45-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 16,132. LA CHAINE COOPÉRATIVE DU SAGUENAY, a society governed by the Quebec Cooperative Syndicate's Act, having its head office at Saint-Bruno, county of Lake Saint-John, plaintiff; vs LE SYNDICAT COOPÉRATIF AGRICOLE DE SAINT-JEAN L'ÉVANGÉLISTE, a society governed by the Quebec Cooperative Agricultural Syndicates Act, having its head office at Saint-Jean l'Evangéliste, county of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

1' A parcel of land or emplacement known and designated on the official cadastre for the township Bégin, as forming part of lot No. 33-A in Range three, of said township, said lot of land measuring fifty feet in front, along the road, by seventy-five feet in depth and is bounded on the north by the public road, on the south and east by the land of Jean-Baptiste Perron or representatives, and on the west by the land of Roméo Levesque, or representatives, with buildings, circumstances and dependencies;

2. Another parcel of land of irregular figure, known and designated on the official cadastre for the township Bégin, as forming part of lot No. 33-B of Range three of said township, and comprised within the following boundaries: on the north partly by a street and partly by the land of René Gagné, or representatives, on the west partly by the land hereinabove described in paragraph 1, partly by the land of Roméo Levesque or representatives, and partly by the land of Jean-Baptiste Perron or representatives, or again by a straight line starting from the land of René Gagné and thence joining the land of Léopold Tremblay, said line, parallel on the west side of the buildings of Jean-Baptiste Perron, and pasing fifteen feet distant, running west, on the west side of the said buildings, the whole as more fully described in the terms of the Acquisition title by said Syndicate from Jean-Baptiste Perron as per deed registered under No. 89,479, with all buildings circumstances and dependencies; save to be withdrawn from this latter land, the part thereof, sold by the said Syndicate, in favour of Delphis Girard, as per deed registered under No. 89,702.

To be sold at the parish church door of Saint-Jean l'Evangéliste, township Bégin, on THURSDAY, the ELEVENTH day of the month of DECEMBER 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, November 4, 1952. 33590-45-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 12064. AUGUSTE MORNEAU, voiturier public de la ville et district de Rimouski, demandeur; vs FERNAND LEBEL, de Sainte-

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 12064 AUGUSTE MORNEAU, public carrier, of the city and district of Rimouski, plaintiff; vs FERNAND LEBEL, of Sainte-Jeanne

Jeanne d'Arc, district de Rimouski, défendeur.

Le Lot N° 56 rang 5, canton Massé, de figure irrégulière étant le lot N° 56 de l'arpentage primitif, borné au Nord-ouest par la ligne entre les rangs 4 et 5, au nord-est par le lot N° 56, au sud-est par le lac des Iles, au sud-ouest par le lot N° 55, mesurant treize chaînes de largeur au nord-ouest, sur soixante-neuf chaines et soixante mailles au nord-est, soixante douze chaines au sud-ouest, contenant en superficie quatre-vingt douze chaines et quatre centièmes. (92.04) avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu le NEUF DÉCEMBRE 1952, à la porte de l'église de Sainte-Jeanne d'Arc, à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée.

Le Shérif,
33592-45-2-o CHARLES GARON.

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias

Dans la Cour de l'Echiquier du Canada

Témiscamingue, N° 43343. { Dans l'affaire de la LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU et amendements et ADÉLARD GRENIER, de Notre-Dame du Nord, fermier.

Comme appartenant au defendeur:

a) Le lot de terre connu et designé comme étant le lot N° P. 299 du plan et livre de renvoi officiels du canton de Nedelec: mesurant 115 pieds de largeur au chemin public par 50 pieds de profondeur d'un côté, et 100 pieds de profondeur de l'autre coté, borné comme suit: à l'est au chemin public; au sud, par les lots 295 et 296, à l'ouest et au nord au residu du lot 299; avec les bâtisses dessus érigées.

b) Le lot de terre connu et désigné comme étant le lot N° 296 du plan et livre de renvoi officiels du canton de Nedelec, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de Notre-Dame du Nord dans le district de Témiscamingue, MERCREDI le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1952 à DIX heures de l'avant midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, JULES GRENIER.
Palais de Justice,

District de Témiscamingue, Ville-Marie ce 29 octobre 1952.

[1ère insertion le 8 novembre 1952]
33577-45-2-0

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 21616. { ALDEGE FILION, cultivateur de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, demandeur; vs HÉRITIERS DE FEU WALTER THOMAS CROSS, de son vivant de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, défendeurs.

Un certain emplacement situé en la ville de Lachute, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil, comme étant le lot six cent vingt-deux (622) sans bâtisse.

Tel que le tout se trouve et dont l'acquéreur se déclare satisfait comprenant toutes les servitudes y attachées.

d'Arc, district of Rimouski, defendant:

Lot No. 56, Range 5, township of Massé, of irregular figure, being lot No. 55 of the primitive survey bounded on the northwest by the line between ranges 4 and 5, on the northeast by lot No. 56, on the southeast by lac des Iles, on the southwest by lot No. 55, measuring thirteen chains in width on the northwest, by sixty-nine chains and sixty links on the northeast, seventy-two chains on the southwest, containing a superficial area of ninety two chains and four hundredths (92.04), with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on the ninth of DECEMBER, 1952, at the church door of Sainte-Jeanne d'Arc, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

CHARLES GARON,
33592-45-2 Sheriff.

TEMISCAMINGUE

Fieri Facias.

In the Exchequer Court of Canada.

Temiscamingue, No. 43343. { In the matter of THE INCOME TAX ACT and amendment thereto and ADÉLARD GRENIER, of Notre Dame du Nord, farmer.

As belonging to the defendant.

a) That lot of land known and designated as being lot No. P. 299 on the official plan and book of reference for the township of Nedelec: measuring 115 feet frontage to the public road, 50 feet in depth on one side and 100 feet in depth on the other side. Bounded to the East by the Public road; to the south by lots Nos 295 and 296; to the West and to the North by the balance of the lot No. 299 with the buildings thereon erected.

b) That lot of land known and designated as being lot No. 296 on the official plan and in the book of reference for the Township of Nedelec, with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame du Nord, in the district of Temiscamingue WEDNESDAY the TENTH day of DECEMBER, 1952 at TEN o'clock in the forenoon.

JULES GRENIER,
Sheriff's Office Sheriff.
Court House,

District of Temiscamingue, Ville-Marie this 29th day of October, 1952.

[1st insertion November 8th, 1952]
33577-45-2-0

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court No. 21616. { ALDEGE FILION, farmer of the town of Lachute, county of Argenteuil, district of Terrebonne, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE WALTER THOMAS CROSS, in his life time of the town of Lachute, county of Argenteuil, district of Terrebonne, defendants.

A certain emplacement situate in the town of Lachute known and designated on the Official plan and book of reference for the Parish of St-Jérusalem d'Argenteuil as being lot six hundred and twenty-two (622) without building.

As the whole now subsists and of which the purchaser declares himself satisfied, with the active and passive servitudes attached thereto.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Anastasie de Lachute le DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1952, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, le 14 octobre 1952. 33424-42-2-o

To be sold at the catholic church door of St-Anastasie de Lachute on NOVEMBER NINETEENTH, 1952 at ELEVEN o'clcok in the forenoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, October 14, 1952. 33424-42-2-o

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉTUCIF

Numéro 1174

Québec, le 6 novembre 1952.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du camionnage dans l'Ile de Montréal.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans l'Ile de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948, amendé par les arrêtés numéros 971-F du 30 juin 1948, 514-E du 12 mai 1949, 368-B du 6 avril 1950, 93-A, 1282-A et 1396-C des 25 janvier, 15 novembre et 13 décembre 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 septembre 1952;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 913, soit modifié comme suit:

1° Le nouvel article II-A suivant intitulé "Définitions" est ajouté:

"II-A. *Définitions:* Dans le présent décret, les mots et termes suivants ont le sens et la signification qui leur sont ci-après donnés:

a) Le terme "aide-junior" désigne une personne de pas plus de 18 ans qui surveille mais ne transporte pas de marchandises pesant plus de 60 livres.

b) Le terme "aide-général" désigne un salarié qui voyage régulièrement avec les camions.

c) Le terme "manutenteur de fret" désigne un salarié préposé au chargement et au déchargement des unités mobiles ailleurs que dans les entrepôts permanents de son employeur.

d) Le terme "homme d'entrepôt" désigne un salarié préposé de façon régulière au travail d'entrepôt.

e) Le mot "vérificateur" désigne un salarié qui dans l'exécution normale de son travail, fait celui de l'homme d'entrepôt régulier de même que le travail de commis pour la vérification et les enregistrements des factures d'envoi.

f) Le terme "salarié permanent" désigne un salarié qui a été à l'emploi continu du même employeur pour une période minimum de trente (30) jours pendant laquelle il a affectué au moins quatre-vingts (80) heures de travail."

Order in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1174

Quebec, November 6, 1952.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the cartage industry in the Island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendements), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the cartage industry in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 913 of June 16, 1948, as amended by Orders 971-F of June 30, 1948, 514-E of May 12, 1949, 368-B of April 6, 1950, 93-A, 1282-A and 1396-C of January 25, November 15 and December 13, 1951, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 20, 1952;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 913, be amended as follows:

1. The following section II-A, headed "Definitions", is added:

"II-A. *Definitions:* In the present decree, the following terms have the meaning hereafter given to them:

a) The term "junior helper" means a person of not more than eighteen (18) years of age and engaged in watching but not handling commodities over sixty (60) pounds.

b) The term "general helper" means an employee who travels regularly with the truck unit.

c) The term "dockman" means an employee who loads and unloads mobile units other than in the permanent warehouse of his employer.

d) The term "warehouseman" means an employee engaged regularly in warehouse duty.

e) The term "checker" means an employee who, in his normal duties, performs those of a normal warehouseman as well as the clerical work required in checking and recording shipping bills.

f) The term "permanent employee" means an employee who has been continuously in the employ of the same employer for a minimum period of thirty (30) days during which he has worked at least eighty (80) hours."

2° Les paragraphes "*f*" et "*g*" suivants sont ajoutés à l'article III:

"*f*) A compter du 1er février 1953, les taux pour travail supplémentaire seront comme suit:

Tout travail exécuté en plus de dix (10) heures par jour, du lundi au vendredi inclusivement, et en plus de cinq (5) heures le samedi ou de cinquante (50) heures durant la semaine, doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Tout travail supplémentaire permis après la durée quotidienne de dix (10) heures ou cinq (5) heures le samedi, ne doit pas être compris dans le calcul du travail supplémentaire dépassant la durée hebdomadaire."

"*g*) Le samedi, tout travail supplémentaire se rapportant au transport de meubles doit être rémunéré à raison de salaire et demi pour les dix (10) premières heures de travail."

3° Le paragraphe "*a*" de l'article IV est radié et remplacé par le suivant:

"*a*) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés ci-après:

	A l'embauchage	*Après 2 mois*	*Après 6 mois*
Aide-junior	$0.45	$0.50	$0.50
Aide général	0.73	0.76	0.83
Manutenteur de fret	0.87	0.90	0.97
Homme d'entrepôt	0.87	0.90	0.97
Vérificateur	0.87	0.90	0.97
Chauffeur	0.88	0.91	1.03
Chauffeur semi-remorque	0.93	0.96	1.08

4° Le paragraphe "*c*" de l'article IV-A est remplacé par le suivant:

"*c*) Tout nouveau salarié assujetti au présent décret n'a droit à l'assurance qu'après le dernier jour du mois suivant celui dans lequel il a été embauché par son employeur."

5° Le paragraphe "*c*" de l'article V est remplacé par le suivant:

"*c*) Tout salarié doit être rémunéré pour chaque jour de fête, s'il a été au service de son employeur pendant une période minimum de trente (30) jours précédent le jour de fête et s'il a travaillé pendant le moins quatre-vingts (80) heures dans la même période. Tout salarié absent soit le jour qui précède ou le jour qui suit le jour de fête et qui était requis de se présenter au travail ce jour-là, n'a pas droit à la rémunération de congé."

6° Le paragfaphe "*c*" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"*c*) Tous les salariés qui ont été à l'emploi continu de leur employeur pendant trois (3) ans ou plus, doivent bénéficier de deux (2) semaines de vacances payées ou d'une compensation égale à 4% des salaires gagnés pendant l'année leur donnant droit à telles vacances.

Les vacances peuvent être données du 1er janvier au 31 décembre de chaque année."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
33591-o Greffier du Conseil Exécutif.

2. The following subsections "*f*" and "*g*" are added to section III:

"*f*) On and after February 1st, 1953, overtime rates of pay shall be as follows:

All work performed in excess of ten (10) hours per day, Monday to Friday included, and after five (5) hours on Saturday or fifty (50) hours per week, shall be paid at the rate of time and a half. All overtime allowed after the ten (10) hours a day or five (5) hours on Saturday is not to be included in calculating overtime in excess of the weekly work."

"*g*) Overtime rates on Saturday for furniture moving operations shall be paid at the rate of time and a half (1½) for the first ten hours."

3. Subsection "*a*" of section IV is deleted and the following substituted therefor:

"*a*) The following minimum rates of wages shall be paid to the employees hereafter mentioned:

	Start at	*After 2 months*	*After 6 months*
Junior Helper	$0.45	$0.50	$0.50
Helper (General)	0.73	0.76	0.83
Dockman	0.87	0.90	0.97
Warehouseman	0.87	0.90	0.97
Checker	0.87	0.90	0.97
Chauffeur	0.88	0.91	1.03
Chauffeur Semi-Trailer	0.93	0.96	1.08

4. Sub-section "*c*" of section IV-A is replaced by the following:

"*c*) A new employee is only eligible to insurance after the last day of the month following that in which he was hired by his employer."

5. Subsection "*c*" of Section V is remplaced by the following:

"*c*) Every employee shall be paid for each holiday provided he has been in his employer's service for a period of at least 30 days preceding said holiday and has worked not less than 80 hours in the same period. All employees failing to report for work on the day previous or the day after a holiday, if required, shall not be entitled to holiday pay."

6. Subsection "*c*" of section VI is replaced by the following:

"*c*) All employees who have been continously in the service of their employer for three (3) years or more shall benefit by two (2) weeks' vacation with pay or 4% of their total earnings of the year which entitles them to the vacation.

The vacation can be given from January 1st to December 31st of each year."

(Document "C" annexed to the order)

A. MORISSET,
33591-o Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 45

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Devreker vs Nadeau 2744

ARRETÉ EN CONSEIL:

1174, section "C" — Camionnage dans l'Ile de Montréal 2746

Index of the Quebec Official Gazette, No. 45

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:

Devreker vs Nadeau 2744

ORDER IN COUNCIL:

1174, part "C" — Cartage in the Island of Montreal 2746

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2689

AVIS DIVERS:

Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la Région de Val d'Or (Formation) 2745
Charmaine Hosiery Mills Co. Ltd. (Directeurs). 2746
Club Juvénile de la Police de la Cité de Saint-Jérôme (Règlements). 2747
Institut de Cardiologie de Montréal (Directeurs). 2746
Institut de Cardiologie de Montréal (Règlements). 2746
La Corporation des Horlogers de Montréal (Changement de nom). 2747
Le Syndicat de l'U.C.C. de Matane (Formation). 2745
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Damase de L'Islet (Formation) 2745
Modern Investment Inc. (Dist. de l'actif). 2745
Moosehead Breweries (Quebec) Limited (Dist. de l'actif) 2744
Park Estates Limited (Dist. de l'actif) 2747
Téléphone Chibougamau, Limitée — Chibougamau Telephone, Limited (Directeurs). 2745
The Electors League of Pointe Claire — La Ligue des Électeurs de Pointe Claire (Règlements). 2747

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session 2718

CHARTES — ABANDON DE:

Geraldine Fashion Shoppe Inc. 2748
L. Harcourt Limited 2748
Moosehead Breweries (Quebec) Limited 2747

COMPAGNIES DISSOUTES:

Dorlene Realty Corp. 2748
Hub Realty Co. Ltd.. 2748
Jonirmo Company 2748
Venus Jewellery Mfg. Ltd.. 2749
Wilder Bermingham Investment Corporation 2749

CURATELLE PUBLIQUE:

Tilles, Succession William, alias Wolfe Tieles 2749

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Acton Vale, ville de 2731
Asbestos, ville de 2726
Association des Chiropraticiens de la province de Québec, Incorporée. 2723
Baie Comeau, ville de 2730
Barbeau, Succession Alexandre-H. 2732
Barvue, ville de. 2741
Bedford, ville de. 2729
Bélanger, Succession Dame Eva 2733
Bromptonville, ville de 2733
Centre Médical Claude Bernard Medical Centre 2739
Champagne, H.-Adélard *et al.* 2739
Congregation Beth Moishe. 2726
Cooney, John Harold *et al* 2727
Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec. 2725
Corporation du Séminaire de Nicolet . . 2723

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2689

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la Région de Val d'Or (Formation) 2745
Charmaine Hosiery Mills Co. Ltd. (Directors). 2746
Club Juvénile de la Police de la Cité de Saint-Jérôme (By-Laws). 2747
Institut de Cardiologie de Montréal (Directors). 2746
Institut de Cardiologie de Montréal (By-Laws) 2746
La Corporation des Horlogers de Montréal (Change of name). 2747
Le Syndicat de l'U.C.C. de Matane (Formation). 2746
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Damase de L'Islet (Formation) 2745
Modern Investment Inc. (Dist. of the assets) 2745
Moosehead Breweries (Quebec) Limited (Dist. of the assets) 2744
Park Estates Limited (Dist. of the assets) 2747
Téléphone Chibougamau, Limitée — Chibougamau Telephone, Limited (Directors). 2745
The Electors League of Pointe Claire — La Ligue des Électeurs de Pointe Claire (By-Laws) 2747

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Relating to private bills to be introduced during the coming session. 2718

CHARTERS — SURRENDER OF:

Geraldine Fashion Shoppe Inc. 2748
L. Harcourt Limited 2748
Moosehead Breweries (Quebec) Limited 2747

COMPANIES DISSOLVED:

Dorlene Realty Corp. 2748
Hub Realty Co. Ltd.. 2748
Jonirmo Company 2748
Venus Jewellery Mfg. Ltd.. 2749
Wilder Bermingham Investment Corporation 2749

PUBLIC CURATORSHIP:

Tilles, Succession William, alias Wolfe Tieles 2749

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Acton Vale, town of. 2731
Asbestos, town of. 2726
Quebec Chiropractic Association, Incorporated. 2723
Baie Comeau, town of. 2730
Barbeau, Estate of Alexandre-H. 2732
Barvue, town of 2741
Bedford, town of. 2729
Bélanger, Estate of Dame Eva. 2733
Bromptonville, town of. 2733
Centre Médical Claude Bernard Medical Centre 2739
Champagne, H.-Adélard *et al.* 2739
Congregation Beth Moishe. 2726
Cooney, John Harold *et al* 2727
Corporation of Dispensing Opticians of the Province of Quebec 2725
Corporation of the Seminary of Nicolet. 2723

Côte St-Luc, ville de 2724
Drummondville Protestant Cemetery Company Incorporated. 2720
East-Angus, ville de. 2738
Gagné, RR. PP. Lucien *et al* 2743
Grand'Mère, cité de. 2718
Grand Montréal, Bureau des écoles protestantes de. 2741
Hauterive, commissaire d'écoles de. ... 2731
Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec 2730
Hôtel-Dieu St-Vallier. 2742
Joliette, cité de. 2740
Lachine, cité de 2732
La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence. 2722
La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec 2723
La Protection de la Jeunesse Féminine. 2719
LaSalle, ville de 2724
Lauzon, cité de. 2738
L'Église Syrienne Orthodoxe Apostolique d'Antioche 2742
Mastoris, Succession Peter 2743
Mont-Royal, ville de 2719
Montréal, cité de 2734
Montreal & James Bay Railway Company 2742
Montréal-Nord, ville de 2737
Montréal-Sud, ville de. 2743
Naturopathes de la province de Québec. 2744
Nemiroff, Dame Sybil *et vir* 2724
Paquette, Dame Katleen-Mary..... 2732
Pointe-au-Pic, village de. 2734
Pointe-Claire Ville, commissaires d'écoles de..... 2732
Présentation de la Ste-Vierge (Dorval), commissaires d'écoles de la. 2731
Richmond, ville de. 2733
Rivière-du-Loup, commissaires d'écoles de la cité de. 2721
Rubenstein, Mortimer Ross 2741
Salmon, Gilbert Thomas Robert..... 2744
Sept-Iles, ville de 2720
Shawinigan Falls, cité de..... 2734
Sherbrooke, cité de. 2727
Sillery, cité de. 2724
Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec (Coopérative Fédérée de Québec) 2737
Ste-Agathe - des - Monts, commissaires d'écoles de la ville de. 2739
Ste-Agathe-des-Monts, ville de..... 2739
Ste-Foy, ville de. 2736
St-Charles, commissaires d'écoles du village de 2719
St-Hyacinthe, cité de. 2728
St-Joseph d'Alma, commissaires d'écoles de la ville de 2735
St-Joseph d'Alma, ville de..... 2735
St-Laurent, ville de 2740
St-Laurent, paroisse de 2729
St-Marc, commissaires d'écoles de. 2719
St-Michel, ville de 2737
St-Pierre, ville de 2741
Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains..... 2731
The Montreal Thistle Curling Club.... 2725
Thetford Mines, cité de. 2722
Trois-Pistoles, ville de. 2728
Trois-Rivières, commission des écoles catholiques de. 2721
Union Canadienne Compagnie d'Assurance. 2743
Val d'Or, ville de 2727
Victoriaville, ville de 2744

Côte St-Luc, town of. 2724
Drummondville Protestant Cemetery Company Incorporated. 2720
East-Angus, town of 2738
Gagné, RR. PP. Lucien *et al*..... 2743
Grand'Mère, city of. 2718
Greater Montreal, Protestant School Board of. 2741
Hauterive, School Commissioners of... 2731
Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec 2730
Hôtel-Dieu St-Vallier. 2742
Joliette, city of 2740
Lachine, city of. 2732
La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence. 2722
La Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec 2723
La Protection de la Jeunesse Féminine. 2719
LaSalle, town of 2724
Lauzon, city of 2738
L'Église Syrienne Orthodoxe Apostolique d'Antioche 2742
Mastoris, Estate of Peter 2743
Mount Royal, town of. 2719
Montreal, city of 2734
Montreal & James Bay Railway Company 2742
Montreal-North, town of 2737
Montreal-South, town of. 2743
Naturopaths of the Province of Quebec 2744
Nemiroff, Dame Sybil *et vir* 2724
Paquette, Dame Katleen-Mary. 2732
Pointe-au-Pic, village of 2734
Pointe-Claire Ville, School Commissioners of..... 2732
Présentation de la Ste-Vierge (Dorval), School Commissioners of..... 2731
Richmond, town of..... 2733
Rivière-du-Loup, School Commissioners of the city of. 2721
Rubenstein, Mortimer Ross 2741
Salmon, Gilbert Thomas Robert..... 2744
Sept-Iles, town of..... 2720
Shawinigan Falls, city of. 2734
Sherbrooke, city of. 2727
Sillery, city of. 2724
Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec (Quebec Federated Co-operative) 2737
Ste-Agathe-des-Monts, School Commissioners of the town of..... 2739
Ste-Agathe-des-Monts, town of 2739
Ste-Foy, town of. 2736
St-Charles, School Commissioners of the village of. 2719
St-Hyacinthe, city of. 2728
St-Joseph d'Alma, School Commissioners of the town of..... 2735
St-Joseph d'Alma, town of 2735
St-Laurent, town of. 2740
St-Laurent, parish of. 2729
St-Marc, School Commissioners of 2719
St-Michel, town of. 2737
St-Pierre, town of. 2741
Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains..... 2731
The Montreal Thistle Curling Club.... 2725
Thetford Mines, city of. 2722
Trois-Pistoles, town of. 2728
Trois-Rivières, Catholic School Commission of. 2721
Canadian Union Insurance Company.. 2743
Val d'Or, town of. 2727
Victoriaville, town of. 2744

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Ste-Gertrude 2750
Val St-Michel, ville de. 2750

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Beauport, paroisse de 2752
Charlesbourg, paroisse de 2751
St-Ambroise de la Jeune-Lorette, paroisse de. 2751
Ste-Thérèse-de-Blainville, village de... 2751
St-Roch-Nord, paroisse de 2752

TRAVAIL:

Ascenseur (Modification) 2753
Chapellerie pour dames et enfants, province de Québec (Modification)..... 2754
Horloger et bijoutier (Modification)... 2752
Produits de métal en feuilles, Ile de Montréal (Modification). 2754

GREFFE DE NOTAIRE:

Cyr, Lucien, en faveur de. 2755

LETTRES PATENTES:

Accurate Manufacturing Chemists Inc. 2690
Acme Molybdenite Mining Company Limited..... 2691
Adélard D'Anjou Inc. 2691
Alain Construction Inc.. 2691
Argosy Securities Ltd.. 2692
Belvedère Copper Corporation Limited 2692
Brault & Fils Inc. 2692
Brunet Fils Inc. 2693
Bruno Construction Ltd..... 2693
Canadian Beach Wear Company Limited 2693
Carmel Enterprises Ltd. 2694
Cartierville Express Ltée..... 2694
Ltd.
Chajet Bristles Limited. 2694
Chalkboard Sales & Resurfacing Ltd. 2693
Charmaine Hosiery Mills Co. Ltd..... 2695
Chibougamau, village minier de..... 2716
Côté Foot Wear Limited. 2695
Delcrest Ltd.. 2696
Douglas Manufacturing Company Limited 2696
Douglas Sales Company Limited. 2696
Elbin's Household Furnishers Ltd..... 2697
Empire Equipment Co.. 2697
Fabrics & Laces Ltd.. 2697
Fredette & Théberge Ltée 2698
Ltd.
Gatineau Trucking Limitée 2698
Granby Electrical Winding Limited ... 2698
Hartley-Fleurquin Flooring Company Limited..... 2699
Howd Corporation. 2699
H. Perron & Fils Ltée. 2699
Imperial Construction Inc.. 2700
Imperial Sewing Machines (Quebec) Limited..... 2700
Imprimerie Lebonfon Limitée — (Lebonfon Printing Limited) 2700
Industria (Ore and Chemicals) Limited 2701
Lacaille & Fils Limitée 2701
Lacroix Distributors Company Limited 2701
La Ligue de Balle Molle d'Iberville, Incorporée 2702

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
School Municipality of:

Ste-Gertrude 2750
Val St-Michel, town of..... 2750

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Beauport, parish of 2752
Charlesbourg, parish of. 2751
St-Ambroise de la Jeune-Lorette, parish of. 2751
Ste-Thérèse-de-Blainville, village of... 2751
St-Roch-North, parish of 2752

LABOUR:

Elevator (Amendment). 2753
Women's and children's headwear, Province of Quebec (Amendment)..... 2754
Clockmaking and jewellery (Amendment) 2752
Sheet metal fabricating, Island of Montreal (Amendment) 2754

NOTARIAL RECORD:

Cyr, Lucien, in favour of 2755

LETTERS PATENT:

Accurate Manufacturing Chemists Inc. 2690
Acme Molybdenite Mining Company Limited..... 2691
Adélard D'Anjou Inc. 2691
Alain Construction Inc.. 2691
Argosy Securities Ltd.. 2692
Belvedère Copper Corporation Limited 2692
Brault & Fils Inc. 2692
Brunet Fils Inc. 2693
Bruno Construction Ltd..... 2693
Canadian Beach Wear Company Limited 2693
Carmel Enterprises Ltd. 2694
Cartierville Express Ltée..... 2694
Ltd.
Chajet Bristles Limited. 2694
Chalkboard Sales & Resurfacing Ltd. 2693
Charmaine Hosiery Mills Co. Ltd..... 2695
Chibougamau, mining village of 2716
Côté Foot Wear Limited. 2695
Delcrest Ltd.. 2696
Douglas Manufacturing Company Limited 2696
Douglas Sales Company Limited. 2696
Elbin's Household Furnishers Ltd..... 2697
Empire Equipment Co.. 2697
Fabrics & Laces Ltd.. 2697
Fredette & Théberge Ltée 2698
Ltd.
Gatineau Trucking Limitée 2698
Granby Electrical Winding Limited ... 2698
Hartley-Fleurquin Flooring Company Limited..... 2699
Howd Corporation. 2699
H. Perron & Fils Ltée. 2699
Imperial Construction Inc.. 2700
Imperial Sewing Machines (Quebec) Limited..... 2700
Imprimerie Lebonfon Limitée — (Lebonfon Printing Limited) 2700
Industria (Ore and Chemicals) Limited 2701
Lacaille & Fils Limitée 2701
Lacroix Distributors Company Limited 2701
La Ligue de Balle Molle d'Iberville, Incorporée 2702

Laurentian Titanium Mines Ltd. 2702
Le Royer Street Corporation 2703
Les Chevaliers de Colomb de Lachute Inc.. 2703
Les Entreprises Haut-Mont Inc.. 2703
Les Immeubles Riverside, Incorporée — Riverside Realties, Incorporated. . . . 2704
Les Industries de Gentilly Limitée — Gentilly Industries Limited 2704
Les Pompes Ro-Bi Ltée. 2704
Local Realty Construction Inc.. 2705
L'Oeuvre des Enfants Oubliés — Association for Forgotten Children. 2705
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St. Agapitville. 2705
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-François de Montmagny, Inc. 2706
Mac's Auto Body Shop Ltd. 2706
Majestic Neckwear Ltd. 2707
Marcel Legault Ltée 2707
Marius Ouellet Limitée. 2707
Metro Industries Ltd.— Les Industries Metro Ltée 2707
Milicia Inc. 2708
Minto Corporation. 2708
New Mode Model Agency and School of Charm Inc.. 2708
Oeuvre des Terrains de Jeux de la Cité de Saint-Jérôme, P. Q. Inc. 2709
Paradis, Messier Cie Limitée 2709
Pontbriand Taximeter Ltd. — Pontbriand Taximètre Ltée. 2710
Raymond & Frère Inc. 2710
Regal Knitting Mills Ltd.. 2710
Renaissance Investment & Loan Corporation — Corporation de Placement et de Prêt Renaissance 2711
Roybar Investments Ltd.. 2711
Rubtex Backing Company, Ltd. 2711
South Bachelor Mining Company Limited 2712
Suffolk Sales Ltd.. 2712
Suitcraft Inc.. 2712
Taylor Blvd. Realties Limited. 2713
The Electors League of Pointe Claire — La Ligue des Électeurs de Pointe Claire 2713
Top-Line Children's Wear Ltd.. 2713
Transport D'Anjou Inc. 2714
Uptown Leather Goods Limited 2714
Valor Mines Limited 2714
Wellington Fur Shop Ltd. 2715
Westbrook Clothes Ltd. 2715
Westfield Enterprises Inc.. 2715
W. P. McConnery & Sons Ltd. 2716

Laurentian Titanium Mines Ltd. 2702
Le Royer Street Corporation 2703
Les Chevaliers de Colomb de Lachute Inc.. 2703
Les Entreprises Haut-Mont Inc.. 2703
Les Immeubles Riverside, Incorporée — Riverside Realties, Incorporated. . . . 2704
Les Industries de Gentilly Limitée — Gentilly Industries Limited 2704
Les Pompes Ro-Bi Ltée. 2704
Local Realty Construction Inc.. 2705
L'Oeuvre des Enfants Oubliés — Association for Forgotten Children. 2705
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St. Agapitville. 2705
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-François de Montmagny, Inc. 2706
Mac's Auto Body Shop Ltd. 2706
Majestic Neckwear Ltd. 2707
Marcel Legault Ltée 2707
Marius Ouellet Limitée. 2707
Metro Industries Ltd.— Les Industries Metro Ltée 2707
Milicia Inc. 2708
Minto Corporation. 2708
New Mode Model Agency and School of Charm Inc.. 2708
Oeuvre des Terrains de Jeux de la Cité de Saint-Jérôme, P. Q. Inc. 2709
Paradis, Messier Cie Limitée 2709
Pontbriand Taximeter Ltd. — Pontbriand Taximètre Ltée. 2710
Raymond & Frère Inc. 2710
Regal Knitting Mills Ltd.. 2710
Renaissance Investment & Loan Corporation — Corporation de Placement et de Prêt Renaissance 2711
Roybar Investments Ltd.. 2711
Rubtex Backing Company, Ltd. 2711
South Bachelor Mining Company Limited 2712
Suffolk Sales Ltd.. 2712
Suitcraft Inc.. 2712
Taylor Blvd. Realties Limited. 2713
The Electors League of Pointe Claire — La Ligue des Électeurs de Pointe Claire 2713
Top-Line Children's Wear Ltd.. 2713
Transport D'Anjou Inc. 2714
Uptown Leather Goods Limited 2714
Valor Mines Limited 2714
Wellington Fur Shop Ltd. 2715
Westbrook Clothes Ltd. 2715
Westfield Enterprises Inc.. 2715
W. P. McConnery & Sons Ltd. 2716

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Excel 5c to $1.00 Stores Ltd.. 2717
Stancrest Ltd.. 2718
Traders Automotive Rebuilders Inc.... 2718

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Excel 5c to $1.00 Stores Ltd.. 2717
Stancrest Ltd.. 2718
Traders Automotive Rebuilders Inc.... 2718

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Caisse Populaire de St-Octave-de-l'Avenir 2755

WINDING UP NOTICE:

La Caisse Populaire de St-Octave-de-l'Avenir 2755

PROCLAMATIONS:

Concernant l'érection de la paroisse de Sainte-Irène. 2755
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires. 2755

PROCLAMATIONS:

Concerning the erection of the parish of Sainte-Irène 2756
Convocation of the Legislature for the dispatch of business. 2755

SIÈGE SOCIAL:

Jos. Simard et Compagnie, Ltée — Jos. Simard and Company, Ltd. 2757

HEAD OFFICE:

Jos. Simard et Compagnie, Ltée — Jos. Simard and Company, Ltd. 2757

SOUMISSIONS:

Amqui, village de 2758
St-Maxime et St-Josaphat de.....
Longueuil, commissaires d'écoles de. 2759
Villeneuve, commissaires d'écoles de... 2760

VENTE POUR TAXES:

Rouyn, cité de..... 2761

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Nadeau vs Brochu 2765
Ville de Cadillac vs Dufault..... 2765
Ville de Cadillac vs Young *et al*..... 2766

BEDFORD:

Cloutier vs Fournier..... 2766
Crevier vs Rudd..... 2766

CHICOUTIMI:

La Chaine Coopérative du Saguenay vs Le Syndicat Coopératif Agricole de St-Jean-L'Évangéliste..... 2767

RIMOUSKI:

Morneau vs Lebel..... 2767

TÉMISCAMINGUE:

Loi de l'impôt sur le revenu vs Grenier 2768

TERREBONNE:

Filion vs Héritiers de Walter Thomas Cross..... 2768

TENDERS:

Amqui, village of 2758
St-Maxime et St-Josaphat de Longueil, School Commissioners of..... 2759
Villeneuve, School Commissioners of... 2760

SALE FOR TAXES:

Rouyn, city of..... 2761

SHERIFFS- SALES:

ABITIBI:

Nadeau vs Brochu 2765
Town of Cadillac vs Dufault 2765
Town of Cadillac vs Young *et al* 2766

BEDFORD:

Cloutier vs Fournier..... 2766
Crevier vs Rudd..... 2766

CHICOUTIMI:

La Chaine Coopérative du Saguenay vs Le Syndicat Coopératif Agricole de St-Jean-L'Évangeliste..... 2767

RIMOUSKI:

Morneau vs Lebel..... 2767

TÉMISCAMINGUE:

Income Tax Act vs Grenier..... 2768

TERREBONNE:

Filion vs Heirs of Walter Thomas Cross..... 2768

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.